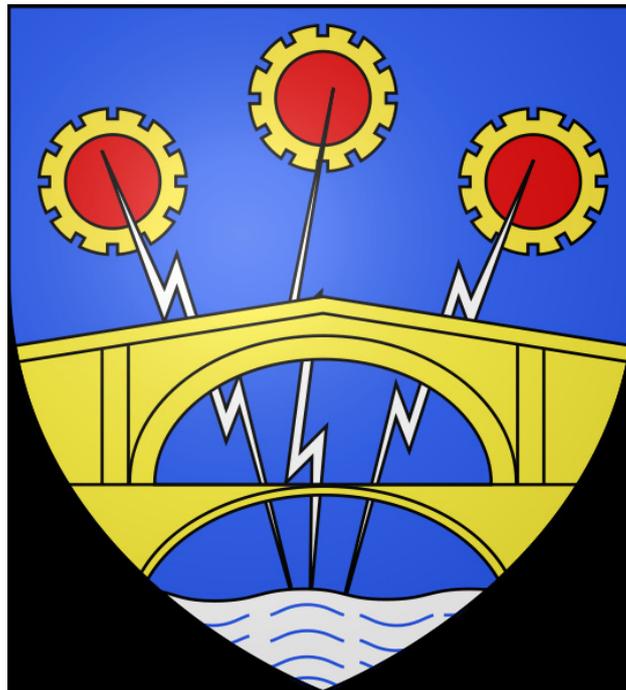


# Les habitants face aux risques majeurs à Pont-de-Claix

*1<sup>ère</sup> enquête*



**Benoît FRÉBAULT**

Étudiant en deuxième année à l'IUT STID - Grenoble.

Rapport de stage commandité par l'Institut des Risque Majeur de Grenoble

Jun 2009

## Remerciements

Je souhaiterais tout d'abord remercier Henri DE CHOUDENS et François GIANNOCCARO, respectivement Président et Directeur de l'Institut des Risques Majeurs, pour m'avoir accueilli au sein de leur association. Je remercie également l'ensemble des membres de l'IRMA, qui par leur bon accueil et leur gentillesse, ont rendu ce stage agréable.

Je tiens tout particulièrement à remercier Sébastien GOMINET, Webmaster et Géographe à l'IRMa et responsable de ce stage, pour sa confiance, son aide et sa disponibilité tout au long de mon stage.

Je remercie Chantal BEDECARRAX, mon enseignante tutrice, pour son aide et les conseils avisés qu'elle a su me donner tout au long de mon stage. Je tiens aussi à remercier Michel LEJEUNE pour ses recommandations au sujet des problèmes rencontrés sur les quotas.

Je remercie la mairie de Pont de Claix de nous avoir permis d'effectuer cette enquête. Et je tiens aussi à remercier toutes les personnes qui ont accepté de répondre ainsi que les étudiants ayant réalisé cette enquête.

## Sommaire

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
<b>I/ METHODOLOGIE DE L'ENQUETE.....</b>	<b>5</b>
<b>II/ PRESENTATION GENERALE DE LA POPULATION.....</b>	<b>7</b>
A) CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES.....	7
B) CARACTERISTIQUES PROFESSIONNELLES.....	9
C) SITUATION SOCIALE.....	12
<b>III/ ÉVALUATION ET PREOCCUPATION FACE AUX RISQUES.....</b>	<b>14</b>
A) MOTS.....	16
B) SOUMISSION.....	19
C) PREOCCUPATION.....	35
<b>IV ACCES A L'INFORMATION.....</b>	<b>41</b>
A) UTILISATION DES MEDIAS.....	41
B) COMPORTEMENT FACE A L'INFORMATION.....	47
<b>V CONNAISSANCES EN CAS DE CATASTROPHES.....</b>	<b>53</b>
A) LE SYSTEME D'APPELS EN MASSES.....	53
B) LES CONSIGNES A APPLIQUER.....	57
<b>V ACTEURS ET MOYENS DE GESTION DES RISQUES.....</b>	<b>60</b>
A) LES MOYENS DE GESTION DES RISQUES.....	60
B) ACTEURS DE L'INFORMATION SUR LES RISQUES.....	69
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>71</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>72</b>

## Introduction

L'Institut des Risques Majeurs (IRMa), s'est lancé depuis 2007 dans l'étude de l'impact des Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs (les DICRIM) diffusés par le maire aux habitants de sa commune. Pour cela, l'association commande des enquêtes destinées à comparer le niveau de connaissance des habitants avant et après diffusion du DICRIM.

Une première étude a été menée à Alleverd entre 2007 et 2008. L'enquête de 2007 a permis de connaître l'état de connaissance « initial » de la population sur l'exposition de la commune face aux risques majeurs. Puis en 2008, après la diffusion du DICRIM, une seconde enquête a permis d'évaluer l'impact du DICRIM sur les connaissances des habitants.

La commune de Pont-de-Claix ayant décidé de diffuser son DICRIM en 2009, l'Institut des Risques Majeurs lui a proposé de mener le même travail que sur la commune d'Alleverd. Ce rapport présente les résultats obtenus lors de la première enquête avant la diffusion du DICRIM.

Pont de Claix est une commune située dans la banlieue Sud de Grenoble. Elle est exposée à un ensemble de risques naturels et technologiques communs à la plupart des communes du bassin grenoblois. Le risque sismique est présent sur l'ensemble de la ville, elle est classée en zone 1b : sismicité faible. Elle est aussi soumise à des risques d'inondation et de crues rapides de rivière, ainsi qu'au risque de rupture de barrage.

La commune est aussi exposée à certains risques technologiques qui lui sont propres. Depuis la première guerre mondiale et l'implantation d'une usine de chlore, la ville s'est spécialisée dans l'industrie chimique. Aujourd'hui un certain nombre d'usines sont implantées sur la plateforme chimique. Elles exposent la ville à des risques industriels toxiques ainsi que les habitations à proximité à un risque d'explosion. De plus, la présence de cette plateforme, expose la commune au risque de transport de matières dangereuses, du fait des convois de camions-citernes en provenance ou à destination de celle-ci.

## I/ Méthodologie de l'enquête

Cette première enquête effectuée à Pont de Claix a pour but de faire un état des lieux des connaissances des habitants sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis, avant la publication du DICRIM. Elle nous permettra aussi de savoir si des facteurs influent sur ces connaissances et si oui lesquels.

Le questionnaire<sup>1</sup> est largement inspiré de celui utilisé pour les enquêtes d'Allevard. Il a été ajusté à ce nouveau champs d'étude, des questions ont donc été supprimées et d'autres modifiées. Les dix premières questions sont des variables signalétiques qui vont nous permettre de caractériser la population grâce à des données sociodémographiques. Ensuite, les questions 10 à 16, sont des variables d'opinions sur les risques présents dans la commune. Puis nous avons des variables de comportement sur l'accès et l'attitude face à l'information traitant des risques, jusqu'à la question 21. Les trois questions suivantes concernent, quant à elles, les connaissances sur les consignes de sécurité et dispositifs mis en place lors de catastrophes. Enfin les questions 25 et 26 sont des variables d'opinions sur la gestion des risques.

La population cible est composée de l'ensemble des personnes majeures pouvant être présentes à Pont de Claix, qu'elles habitent la commune ou non. L'enquête porte sur un échantillon de 300 personnes, ainsi on obtient une précision minimale de +/- 5,59%<sup>2</sup>. Elle a été effectuée par trois étudiants de l'Institut de Géographie Alpine de Grenoble, durant la deuxième quinzaine de mars et la dernière semaine d'avril 2009. Le questionnaire a été administré en face à face, dans les rues de Pont-de-Claix.

Les quotas visés, pour obtenir un échantillon représentatif, sont basés sur des données provenant du site Internet de l'INSEE. Trois critères ont été retenus : le sexe, l'âge et l'appartenance à une profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS). L'échantillon représentatif interrogé des 300 premiers questionnaires ne « collant » pas à l'échantillon théorique, 30 nouveaux individus ont été interrogés. Ils appartiennent à des classes de quotas en sous effectifs. Dans un même temps, 30 individus qui appartenaient à des classes en surnombres ont été retirés aléatoirement.

---

<sup>1</sup> Questionnaire en annexe page 73

<sup>2</sup> Tableau des précisions en annexe page 75

Le nouvel échantillon ayant encore une légère différence par rapport aux quotas, un redressement par RAS<sup>3</sup> a été effectué sur les variables sexe, âge et PCS. Les poids obtenus<sup>4</sup> ont servi à pondérer les individus, en fonction de ces trois variables. Ainsi les résultats présents dans ce dossier sont exprimés en pourcentage, car ils ne reflètent plus l'opinion de l'échantillon, mais celle estimée de la population générale extrapolée à partir des gens interrogés.

L'essentiel du travail statistiques a été effectué sur le logiciel SPSS, mais d'autres outils ont servi en complément : Excel et Tanagra. Les questionnaires ont été saisis sous le logiciel SPSS® *Statistics 17.0*, suivant un plan de codage établi au préalable. Ainsi le fichier créé d'origine contient 300 individus et 72 variables. Sur de nombreux questionnaires, en plus ou à la place de la PCS, l'intitulé du métier était indiqué. Cette information a été retranscrite lors de la saisie. Mais du fait du grand nombre de modalités prises et de la difficulté à regrouper en classe sans faire doublon avec la variable de la PCS, cette variable ne sera pas utilisée lors de l'étude. Elle a cependant servi à compléter la variable PCS des personnes n'ayant pas répondu. Toutes les autres variables ont été gardées et utilisées car les taux de non réponses sont inférieurs à 5%, à l'exception du dernier diplôme obtenu (28,41%). Nous dénombrons par ailleurs 13 individus ayant des taux de non réponse entre 5% et 25%.

---

<sup>3</sup> A l'aide d'une macro créée sous Excel

<sup>4</sup> Tableaux des poids de redressement en annexe page 75

## II/ Présentation générale de la population

Nous allons étudier dans cette première partie les variables signalétiques, qui vont nous permettre une caractérisation socio-démographique générale de la population. Nous allons également analyser la divergence entre les quotas imposés et l'échantillon étudié et ainsi voir les gains apportés par la stratification. Les variables étudiées ici pourront servir plus tard, comme variables explicatives.

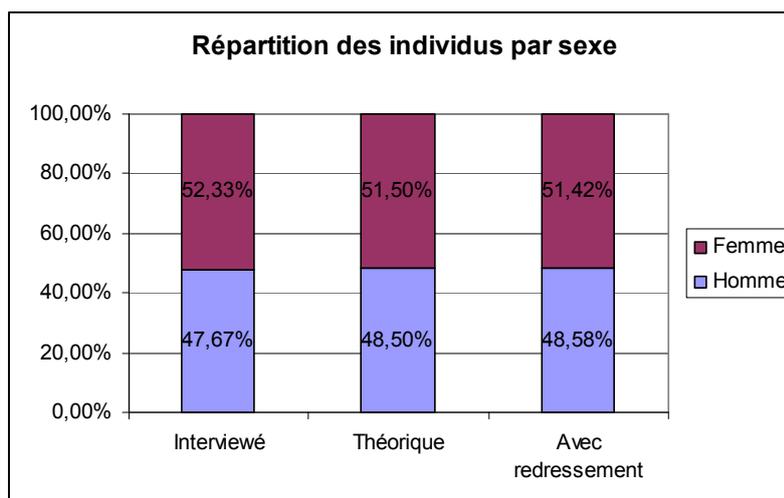
### A) Caractéristiques démographiques.

**Tableau 1 : Tri à plat de la variable HABITE**

Habite à pont de Claix	
Oui	99,3
Non	0,7
Total	100

La quasi-totalité des personnes interrogées résident à Pont de Claix. Elles sont moins d'1% à ne pas y habiter (Tableau 1). Ainsi vu la faible proportion pour la modalité « non », cette variable ne pourra pas intervenir dans des facteurs explicatifs, car il y aurait trop peu de significativité.

**Graphique 1**



Pour la variable sexe, 143 hommes et 157 femmes ont été interrogés. Les proportions respectent les quotas imposés. Cette variable étant utilisée pour le redressement par RAS, les proportions obtenues après celui-ci sont pratiquement inchangées, on note un

léger gain en termes de rapprochement avec les quotas (Graphique 1). Nous obtenons un rapport 51,42% contre 48,58% en faveur des femmes.

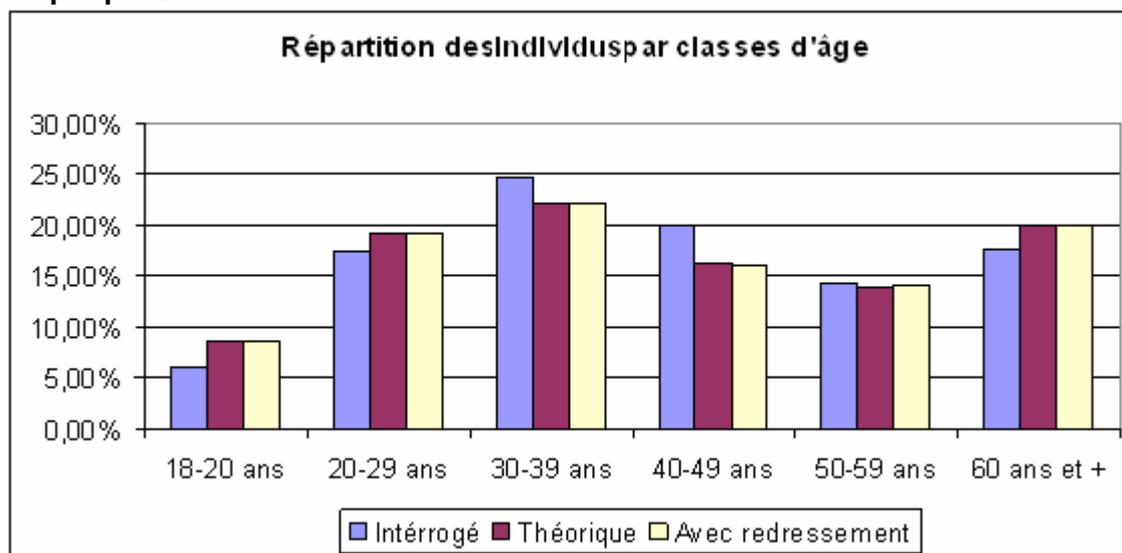
Concernant l'âge des individus, on obtient une moyenne de 42,5 ans et une médiane de 39,51 ans. On note aussi une forte présence des personnes « âgées », puisque qu'1/4 des individus ont plus de 55 ans (Tableau 2).

**Tableau 2 : Statistiques de distribution de l'âge**

Age		
Moyenne		42,50
Écart-type		17,336
Centiles	25	28,28
	50	39,51
	75	55,00

Pour pouvoir étudier plus facilement cette variable et comparer la distribution aux quotas imposés, elle fut découpée en 6 classes. Les modalités de cette nouvelle variable étant : 18-20 ans, 20-29 ans, 30-39 ans, 40-49 ans, 50-59 ans et 60 ans et plus. On note une différence de proportion par rapport aux quotas (Graphique 2), trop peu de jeunes et de plus de 60 ans alors qu'on a une légère surreprésentation des classes d'âges moyennes. Les proportions obtenues après redressement sont semblables à celles des quotas imposés.

**Graphique 2**



## B) Caractéristiques professionnelles

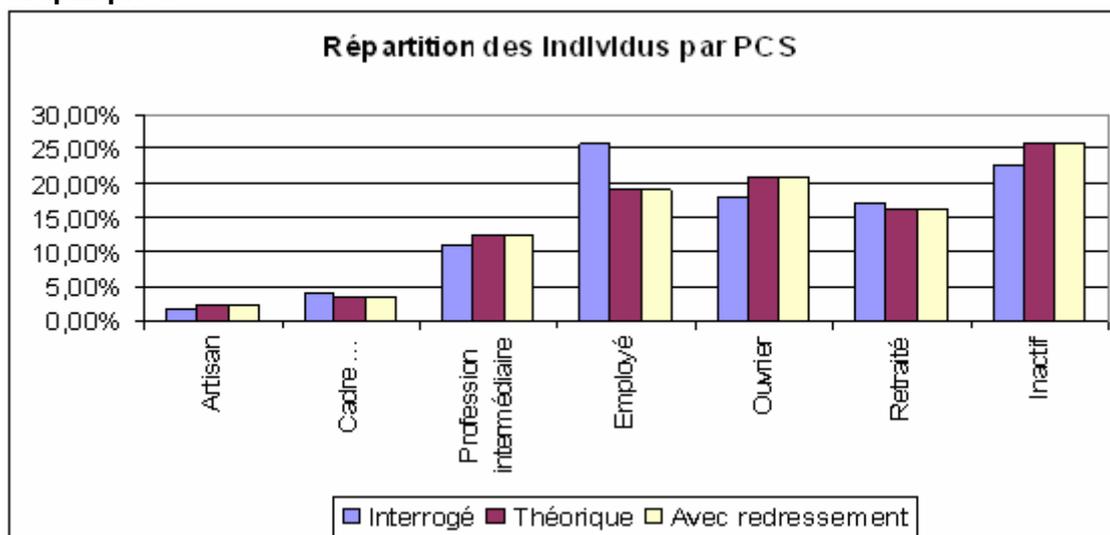
Certains individus n'ont pas donné leur PCS d'appartenance, ne sachant pas laquelle leur correspondait le mieux. Pour ceux ayant alors donné l'intitulé de leur métier, nous avons pu le recoder en PCS. Pour pouvoir, comparer les résultats de la PCS des personnes interrogées aux quotas, on a dû effectuer un changement de modalités.

Les six premières restent identiques. Mais dans le nouveau découpage, on a une modalité regroupant uniquement les retraités, qui appartenaient alors à la modalité « Inactifs ». Et on a créé une nouvelle modalité « Inactifs », qui regroupe les anciens « Inactifs », sans les retraités, auxquels on ajoute les étudiants.

Ce nouveau découpage est basé sur la nomenclature de « niveau 1 » adoptée par l'INSEE<sup>5</sup>. Nous avons donc huit catégories : « Agriculteurs exploitants », « Artisans, commerçants et chefs d'entreprise », « Cadres et professions intellectuelles supérieures », « Professions Intermédiaires », « Employés », « Ouvriers », « Retraités » et « Autres personnes sans activité professionnelle ». Dans notre cas, la modalité « Agriculteurs » peut être supprimée, car il n'y en a pas à Pont-de-Claix et aucun ne fut interrogé.

Les résultats obtenus sont un peu éloignés des prévisions de quotas (Graphique 3). On note surtout une sur-représentation des « Employés », qui est compensée par une sous-représentation principalement des « Inactifs » et des « Ouvriers ». Pour compenser cela, nous avons fait un redressement par RAS. La nouvelle répartition obtenue est pratiquement semblable à la répartition théorique.

Graphique 3



<sup>5</sup> Institut national de la statistique et des études économiques,  
<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/pcs.htm> [16 avril 2009]

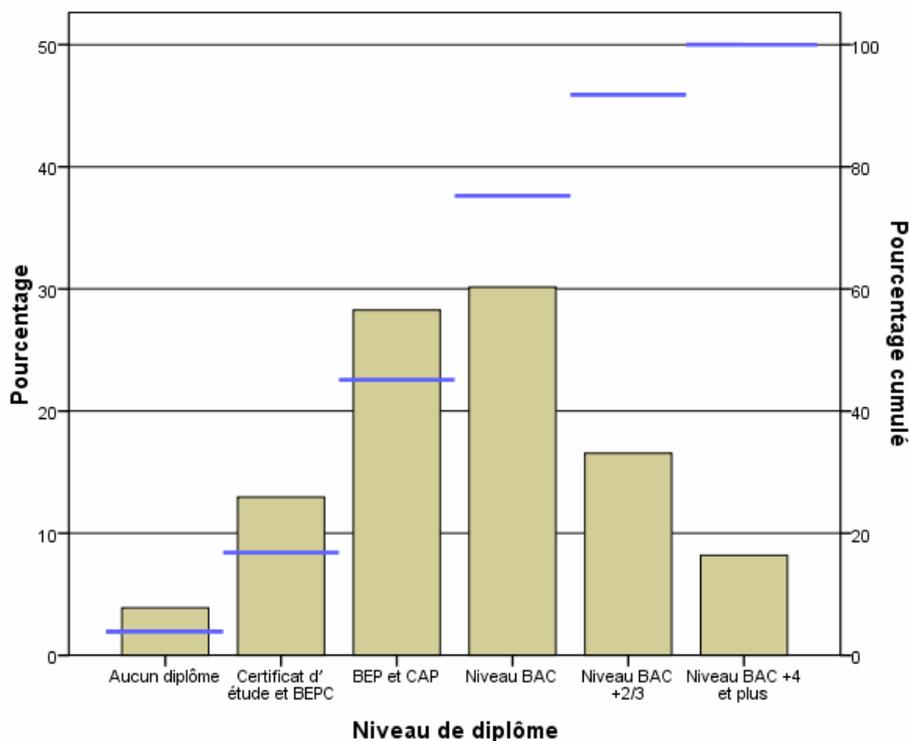
Enfin, nous avons fait deux autres redécoupages plus grossiers, pour nous permettre d'effectuer plus tard des tests de liaison du Chi2 de la PCS avec d'autres variables qualitatives, sans avoir « des cases » aux effectifs théoriques trop faibles. Nous avons donc regroupé cette variable en trois modalités : « Col blanc », « Col bleu » et « Inactifs ». Dans les « Cols blancs » nous avons mis les « Cadres et professions intellectuelles supérieures » et les « Professions Intermédiaires ». Les « Artisans », les « Employés » et les « Ouvriers » sont eux considérés comme des « Cols bleus ». Les « Inactifs » sont associés aux « Retraités » pour former une modalité « Inactifs » plus large. Nous avons aussi séparé de façon encore plus grossière les « Actifs », les « Cols blancs » et les « Cols bleus » des « inactifs ».

La question suivante concerne le dernier diplôme obtenu. C'est celle qui contient le plus de non réponse, un peu plus d'un quart. Malheureusement, les modalités prises par les réponses sont très variées. Ainsi des personnes donnent le niveau de leur diplôme, quand d'autres donnent la spécialité et enfin certaines donnent les deux. Cette variable n'est donc pas utilisable « en elle-même ».

Considérant que le niveau du diplôme était plus intéressant que la spécialité et pouvait apporter plus d'informations nous avons créé une nouvelle variable qui regroupe les diplômes en six classes : « Aucun », « Certificat/BEPC », « CAP/BEP », « Bac », « Bac+2/3 » et « Bac+4 et+ ». Cela entraîne une légère hausse du taux de non réponse puisqu'on passe à 28%. On remarque que 30% des personnes possèdent un baccalauréat généraliste ou technologique comme diplôme le plus élevé (Graphique 4). C'est le niveau d'étude le plus courant. Le deuxième niveau le plus courant est celui des Cap et Bep qui recueille un peu plus d' ¼ des individus. Les pourcentages cumulés nous permettent de voir qu'environ 45% de la population a un niveau de diplôme inférieur au « Bac ».

Nous avons aussi effectué pour ces variables deux autres redécoupages plus grossiers, toujours dans l'optique d'utilisation de test plus tard. Un premier recodage a regroupé les modalités « Aucun diplôme » et « Certificat d'étude ». Les modalités « Cap et Bep » et « Bac » restent inchangées. Enfin les modalités « Bac+2/3 » et « Bac+4 et plus » sont regroupées pour former la modalité « Etudes supérieures ». Nous avons donc ici un découpage en quatre classes. Nous avons effectué un deuxième découpage plus grossier, il consiste à regrouper les individus en deux modalités : « Possèdent au moins le bac » ou « Ne possèdent pas le Bac ».

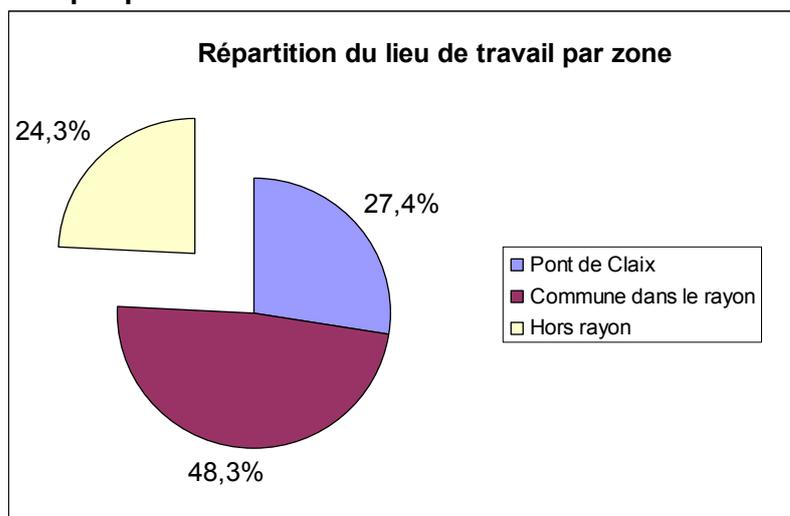
**Graphique 4 : Répartition par niveau de diplôme, pourcentage et pourcentage cumulé**



Nous nous intéressons maintenant au lieu de travail des individus. Cette question a été posée à toutes les personnes interrogées et nous obtenons dans ce cas là 41,66% de non réponse. La quasi totalité des non réponses proviennent cependant d'individus appartenant aux catégories « retraités » et « inactifs », ce qui est tout à fait logique. En étudiant maintenant cette variable sans les réponses des individus de ces modalités, nous obtenons un taux de non réponse tout à fait acceptable de 3%. Cette question, comme les autres variables ouvertes, ne peut être utilisée de facto du fait de son grand nombre de modalités prises. Nous avons donc effectué un redécoupage en trois classes, selon l'exposition de la commune de travail au risque de nuage toxique, en cas de catastrophe à Pont-de-Claix. Nous avons donc : les individus qui travaillent à Pont de Claix, ceux dont leur emploi se situe sur une commune concernée par le rayon d'information de la campagne d'information sur les risques industriels de Pont-de-Claix et enfin les autres, à l'extérieur de cette zone.

Un peu plus d'un habitant sur quatre travaille à Pont de Claix. C'est la ville qui regroupe le plus de travailleurs issus de la commune. De façon plus générale, plus de 80% de la population occupent un emploi dans une commune concernée par la zone d'information (Graphique 5).

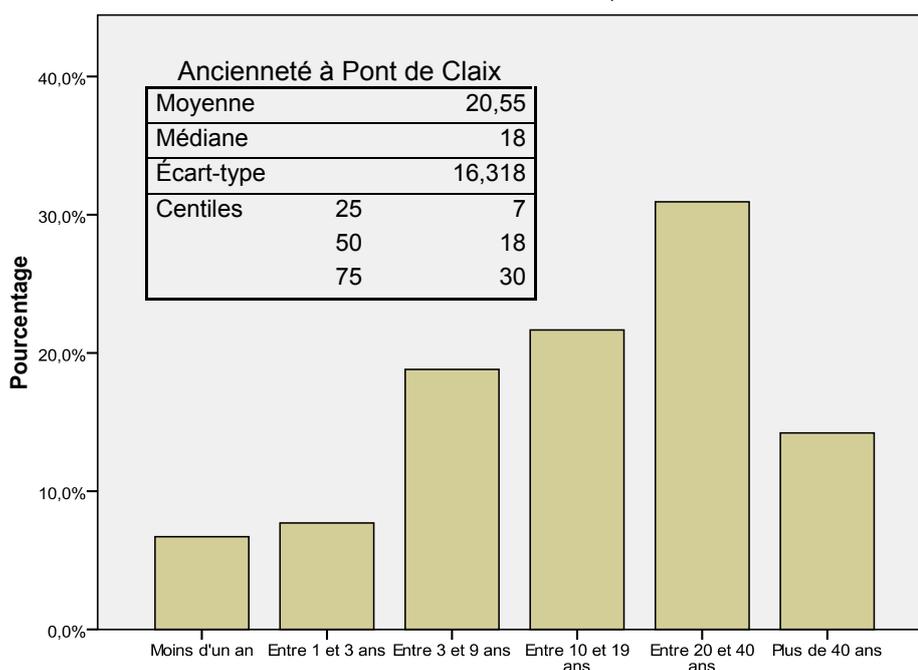
**Graphique 5**



### C) Situation sociale

Nous nous sommes aussi intéressés à l' « enracinement » des individus par rapport à leur commune, en leur demandant depuis quand ils y habitaient. Les réponses vont de quelques mois à 78 ans. Nous remarquons que généralement la présence à Pont de Claix est assez récente, puisque comme nous l'avons vu  $\frac{1}{4}$  des individus ont plus de 55 ans, mais les  $\frac{3}{4}$  habitent dans la ville depuis moins de 30 ans et  $\frac{1}{4}$  depuis seulement moins de 7 ans (Graphique 6).

**Graphique 6**  
Ancienneté d'habitation à Pont de Claix, en 6 classes.



Ainsi, la moyenne de l'ancienneté est environ deux fois moindre que celle de l'âge. De plus, avant regroupement, la deuxième classe la plus importante est celle des individus qui se sont installés il y a moins d'un an, avec environ 5% des habitants. Pour faciliter, l'étude de cette variable et ses liaisons possibles nous l'avons regroupée en six classes : les personnes arrivées il y a « moins d'un an », « entre 1 et 3 ans », « entre 3 et 9 ans », « entre 10 et 19 ans », « entre 20 et 39 ans » et « plus de 40 ans ».

**Tableau 3 : Tri à plat de la situation familiale**

Situation Familiale		Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Veuf(ve)	9,33%	41,95%
	Célibataire sans enfants	20,50%	
	Célibataire avec enfant(s)	12,12%	58,05%
	Couple sans enfants	9,64%	
	Couple avec enfant(s)	48,42%	
	Total	100,00%	100,00%

**Tableau 4 : Tri à plat**

Enfants à charges		
		Pourcentage valide
Valide	Oui	60,5
	Non	39,5
	Total	100,0

Nous remarquons que pratiquement la majorité des habitants de Pont de Claix sont en situation de couple avec enfant(s) (Tableau 3). Ensuite arrivent les célibataires sans enfant, avec 1/5 de la population et puis ceux avec enfants. Nous avons recodé cette variable en deux variables, qui nous serviront à tester des liaisons plus tard. Premièrement, une variable qui oppose les individus avec enfants à charge et les individus sans enfants (Tableau 4). Les veufs ont été mis dans la catégorie sans enfant à charge, car pour cette catégorie la moyenne d'âge est de 71 ans et tous les individus ont pratiquement plus de 60 ans. Donc même s'ils ont des enfants, ils ne sont sûrement plus à leur charge. Deuxièmement, nous avons regroupé les personnes en couples et les célibataires avec les veufs.

Enfin, il est à noter qu'une majorité de la population n'est pas propriétaire de leur habitation, à 56%.

### III/ Évaluation et préoccupation face aux risques.

La commune de Pont de Claix est exposée à plusieurs risques naturels et technologiques. Quelles connaissances la population a de ces risques, comment les perçoit-elle et est-ce qu'ils la préoccupent ?

**Tableau 5 : Tri à plat de la question « pensez-vous habiter dans une zone à risques ? »**

		Pourcentage valide
Valide	Oui	74,7
	Non	25,3
	Total	100,0

Les habitants en sont relativement bien conscients, puisqu'ils sont un peu moins des  $\frac{3}{4}$  à penser qu'ils habitent dans une zone à risques (Tableau 5). Après plusieurs croisements, nous avons pu trouver un certain nombre de variables jouant un rôle dans cette perception, cependant certaines se « recourent » entre elles.

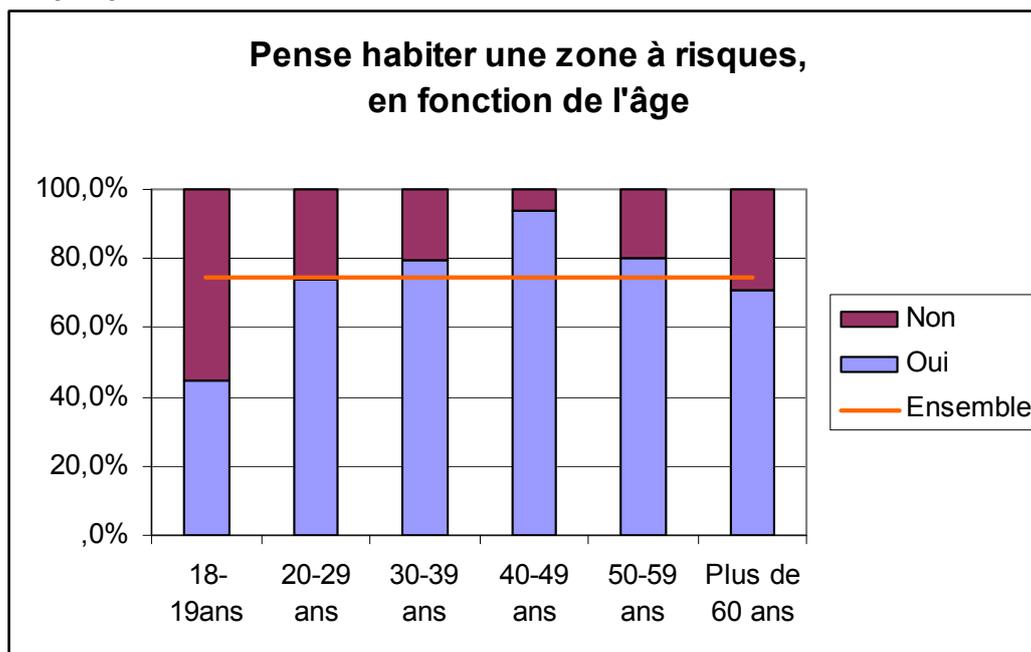
Tout d'abord, la variable pour laquelle on trouve le lien le plus fort est la situation familiale avec un V de Cramer de 0,339 (Tableau 6). Nous avons donc un lien assez fort. Nous remarquons que ce sont les célibataires avec enfants qui sont les plus nombreux à penser habiter dans une zone à risques, à près de 90%. Nous trouvons ensuite les couples avec et sans enfants. A l'inverse les veufs sont la seule catégorie à penser en majorité qu'ils n'habitent pas dans une zone à risque, puisqu'ils sont 57% à aller dans ce sens.

**Tableau 6 : tri croisé « Situation familiale » et « Pensez-vous habiter dans une zone à risques »**

		Pense habiter dans une zone à risques		Total
		Oui	Non	
Célibataire sans enfants	% ligne	56,7%	43,3%	100,0%
Célibataire avec enfant(s)	% ligne	88,9%	11,1%	100,0%
Couple sans enfants	% ligne	82,1%	17,9%	100,0%
Couple avec enfant(s)	% ligne	82,3%	17,7%	100,0%
Veuf (ve)	% ligne	42,9%	57,1%	100,0%
Total	% ligne	74,1%	25,9%	100,0%

Nous trouvons également une liaison significative avec l'âge. Ce sont principalement les jeunes et les personnes âgées qui pensent le moins habiter dans une zone à risques (Graphique 7). Pour les 18-19 ans, c'est la seule classe d'âge pensant en majorité ne pas habiter dans une zone à risques. Cela va dans le sens des résultats du Test de Chi2 sur la situation familiale, car les jeunes sont principalement des célibataires sans enfants et les veufs des personnes âgées.

**Graphique 7**



L'ancienneté joue également un rôle, mais il est moins marqué avec un V de 0,179 et une signification limite de 5%. On peut voir que ce sont les individus installés entre 3 et 9 ans et depuis plus de 40 ans qui estiment le plus habiter dans une zone à risques. Et ce serait les personnes habitant la commune depuis moins de 3 ans et ceux qui y résidant depuis 10 à 39 ans qui pensent le moins habiter dans une zone à risque. Cela peut s'expliquer par le fait que les nouveaux arrivants ne possèdent pas encore toutes les connaissances sur les risques. Tandis que la faible proportion, pour les gens installés entre 10 et 39 ans, trouve peut être son explication dans le fait que n'ayant pas vécu de catastrophe et considérant leur installation relativement ancienne, ils peuvent être amenés à minimiser les risques.

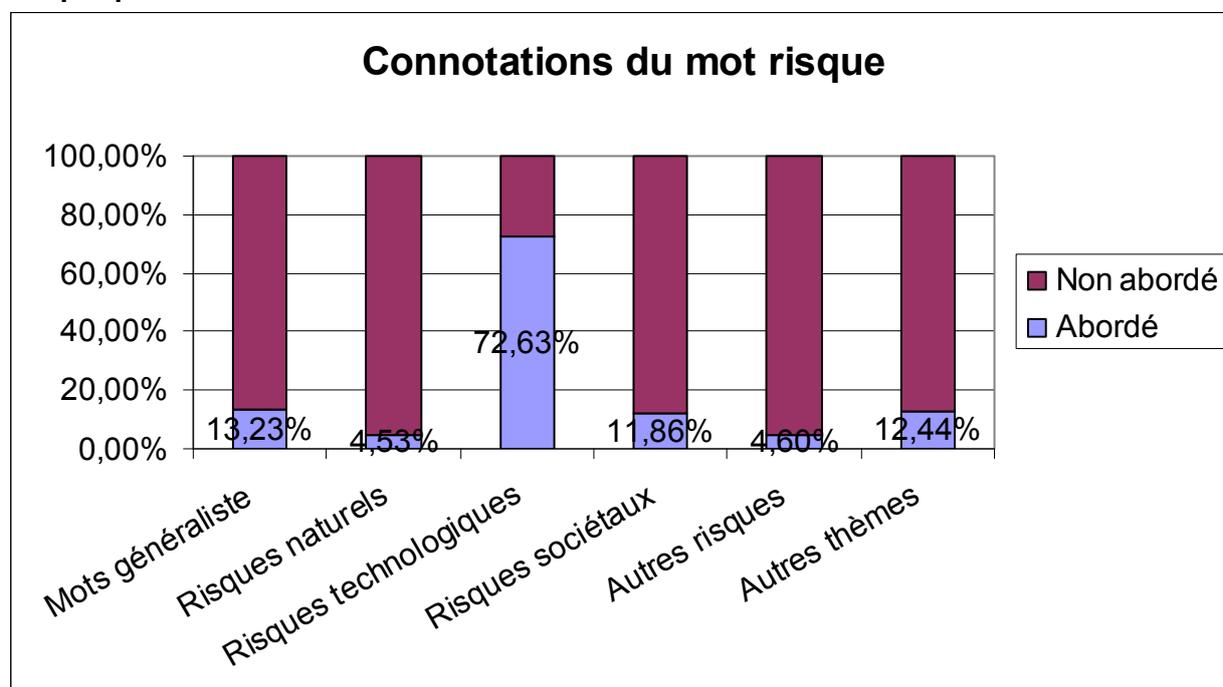
Enfin dernier facteur trouvé, le lieu de travail. Ainsi, ce sont les personnes qui travaillent à Pont de Claix qui sont proportionnellement les plus nombreuses à penser habiter dans une zone à risques à 86%. Étonnamment, ils sont suivis de près par ceux travaillant hors du rayon d'information, alors que ceux y ayant leur emploi ne sont que 60% à penser résider dans une zone à risque.

## A) Représentations associées au mot « risque »

Nous avons voulu nous intéresser à la connotation qu'avait le mot risque, dans l'esprit des gens. Nous leur avons donc demandé « les mots, images et expressions » qui leurs venaient à l'esprit quand on leur disait le mot risque. C'était une question ouverte avec plusieurs réponses possibles. Pour pouvoir utiliser cette variable, nous avons dû regrouper les réponses données autour de thèmes. Les réponses obtenues ont pu être regroupées en six modalités :

- \* « Termes généralistes sur les risques » : Accident, Danger, Risque majeur, Catastrophe,...
- \* « Risque naturel » : inondation, séisme, montagne,...
- \* « Risque industriel » : Plateforme, Usine, explosion, Barrage, chimique,...
- \* « Risque sociétal » : sécurité routière, violence, drogue,...
- \* « Autres risques » : feu, antenne téléphonique,...
- \* « Autre » : risque partout, pas de risque, mort,...

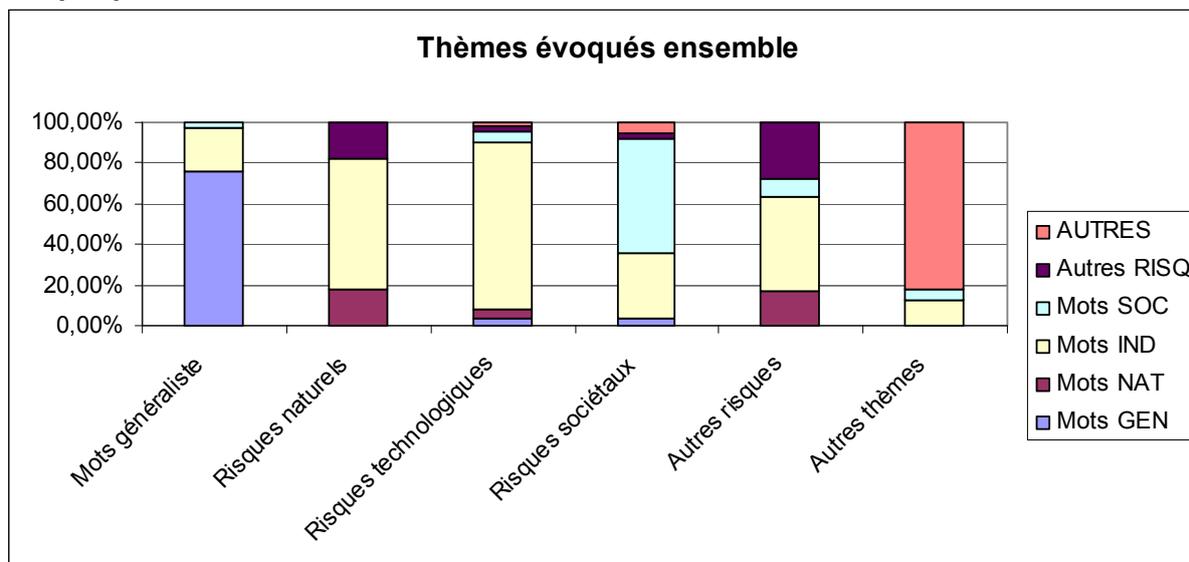
**Graphique 8**



Même si plusieurs mots et expressions étaient souvent dits, une immense majorité des individus n'ont abordé qu'un seul thème contre 1% seulement des individus qui ont abordé trois thèmes, le maximum. Les habitants de Pont-de-Claix sont fortement marqués

par la présence des risques technologiques sur leur commune puisqu'ils sont environ 70% à aborder ce thème (Graphique 8). A l'opposé les risques naturels et les autres risques sont évoqués par moins de 4% des individus. Entre ces extrêmes, on retrouve les termes généralistes et les risques de la société, qui sont des sujets non spécifiques à cette commune.

**Graphique 9**

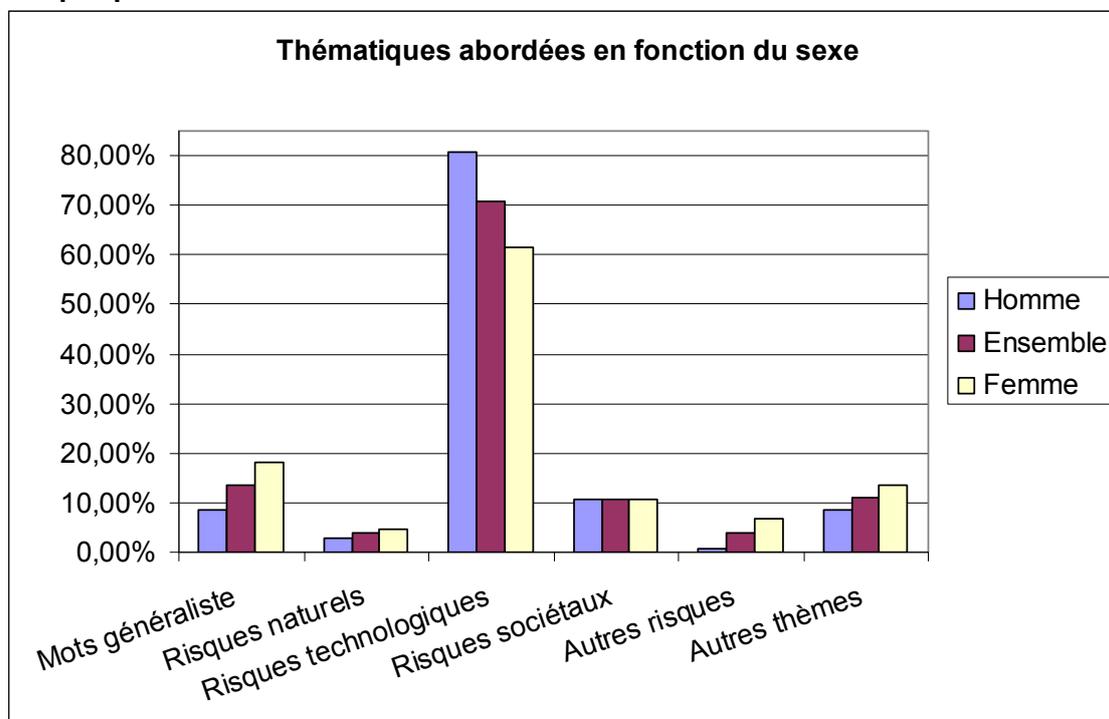


Les personnes qui n'abordent le plus généralement qu'un thème sont celles de la catégorie des risques industriels : 82% d'entre elles n'abordent pas d'autre thème (Graphique 9). Ces personnes représentent presque 60% de la population totale. Nous retrouvons ensuite les personnes qui parlent des thématiques « autres » et « généraliste ». C'est normal, car, dans le premier cas sont regroupées, en partie, les personnes ayant une vision « caricaturale », il n'y a pas de risque ou les risques étaient partout, et les personnes répondant des sujets éloignés de la thématique des risques. Et dans le cas de la thématique généraliste, les personnes restent vagues et ne parlent pas de risques en particulier. A l'opposé, les thèmes « risques naturels » et « autres risques », les moins évoqués comme nous l'avons vu plus haut, viennent en complément d'autres thèmes, car plus de 70% des personnes qui abordent un de ces thèmes parlent d'un autre thème aussi, surtout celui des risques industriels.

Un certain nombre de liaisons entre les thèmes de connotation du mot risque et les variables signalétiques, apparaissent. La variable sexe est celle qui influence le plus les thèmes abordés (Graphique 10). Ainsi, seul le thème des risques sociétaux est indifférent aux genres. Alors que pour les autres thèmes, ils sont plus souvent abordés par les femmes, à l'exception du thème des « risques industriels » pour lequel les hommes sont 20% de plus

à l'aborder. Après les tests du Chi deux, seul les liens du sexe avec les thématiques « généraliste », « risques industriels » et « autres risques » sont retenus comme significatifs.

**Graphique 10**



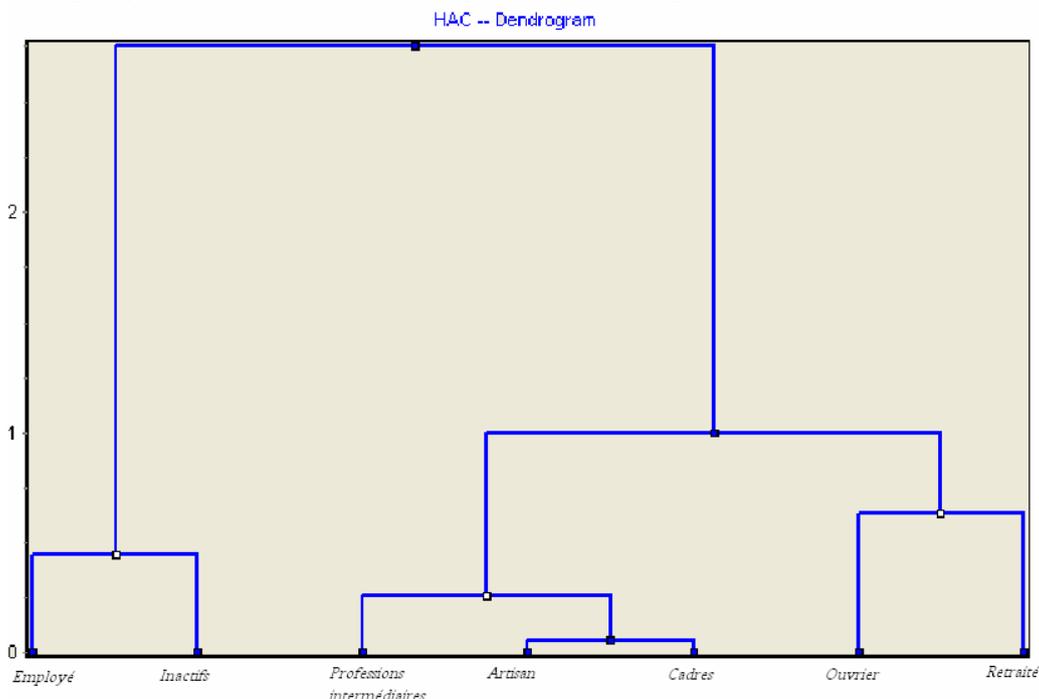
La thématique des « autres thèmes » est celle ayant le plus de liaisons significatives avec les variables signalétiques. Il en ressort que ce sont essentiellement les personnes retraités, veufs et de plus de 60 ans et les employés de moins de 30 ans, qui abordent ce sujet. Enfin, le fait d'être propriétaire renforce encore ces proportions.

La thématique des « risques technologiques » est celle qui a ensuite le plus de liaisons significatives. Tout d'abord, on constate, que les gens qui pensent habiter dans une zone à risques sont plus nombreux à aborder cette thématique. Nous pouvons donc déjà penser que les habitants se sentent plus concernés par les risques industriels que naturels. Ensuite la proportion des hommes abordant cette thématique est supérieure à celle des femmes et enfin pour le croisement avec les PCS, ce sont les cadres qui évoquent le plus cette thématique.

Pour cette dernière variable, nous avons voulu réaliser une étude plus approfondie. Nous avons donc fait une classification hiérarchique ascendante et l'on obtient un regroupement en trois classes des PCS, caractérisé par différentes approches sur les connotations du mot risque (Graphique 11). Il en ressort que les employés et les inactifs parlent principalement des « risques sociétaux » et des « mots généralistes » sur les risques, en plus des « risques technologiques ». Les ouvriers et retraités abordent eux aussi assez

franchement les risques sociétaux, moins que les premiers quand même, mais parlent aussi particulièrement des mots classés dans « autre ». Les dernières classes de PCS n'ont pas de catégories de thèmes particuliers, nous notons comme pour les autres la force du thème des risques technologiques.

**Graphique 11 : CAH de thématiques abordées par PCS**



Les habitants de Pont-de-Claix sont donc fortement marqués par les risques technologiques. Nous allons maintenant voir plus en détails leurs représentations de la soumission de leur ville aux risques naturels et industriels.

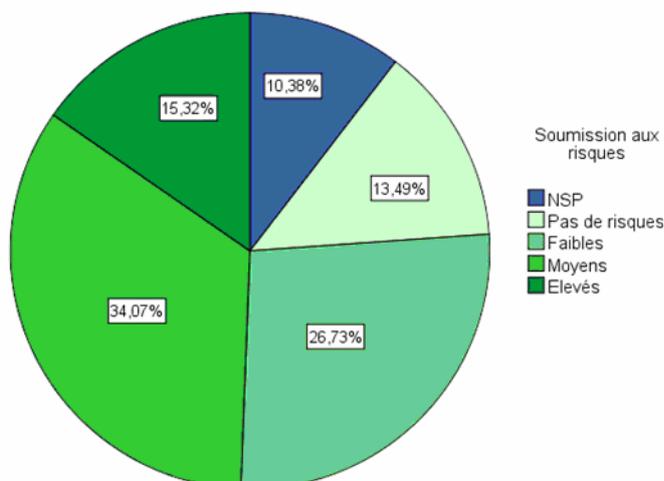
## B) Exposition et soumission<sup>6</sup>

Que ce soit pour les risques naturels ou technologiques, la majorité des habitants Pont de Claix affirment que la commune est soumise à des risques « moyens » voir « élevés » (Graphique 12). Nous remarquons tout de même, une plus forte déclaration de soumission pour les risques industriels, puisqu'ils sont déjà 56,52% à considérer cette exposition comme « élevée ». La perception des risques naturels est aussi plus floue puisque 10% ne savent pas évaluer cette soumission.

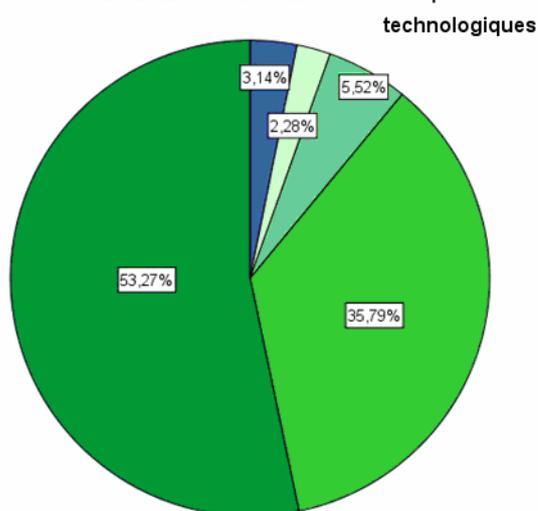
<sup>6</sup> Tout au long du rapport le terme soumission est utilisé, pour simplifier, à la place « d'exposition et de soumission »

## Graphique 12

Evaluation de la soumission aux risques naturels



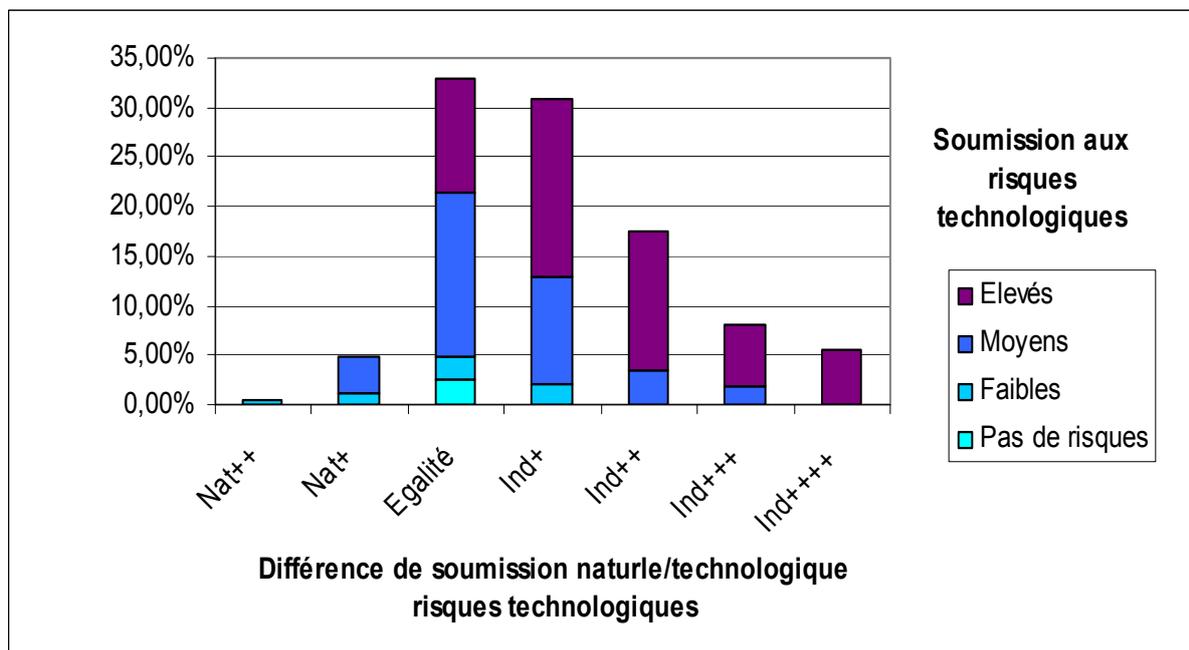
Evaluation de la soumission aux risques technologiques



Nous notons un lien significatif entre les deux appréciations de soumissions. Ainsi, les personnes considérant que les risques naturels sont plutôt faibles, ont proportionnellement plus tendance à penser que les risques technologiques sont eux aussi plutôt faibles. De même pour les personnes déclarant ne pas savoir pour les risques naturels, 1/3 déclare la même chose pour les risques technologiques. Cependant, on peut noter que quelle que soit la réponse pour les risques naturels, au moins les 2/3 des individus de chaque classe déclarent que les risques technologiques sont plutôt forts (« moyens » ou « élevés »).

Nous avons donc créé un nouvel indice pour comparer les perceptions de soumissions aux risques technologiques et naturels. Les modalités prises vont d'une perception d'une beaucoup plus forte soumission aux risques naturels que technologiques (Nat+++ ) et à l'opposé, d'une perception d'une beaucoup plus forte soumission aux risques technologiques (Ind+++ ) que naturels (Graphique 13). Nous constatons ainsi que seulement un peu plus de 5% des individus interrogés considèrent que la commune est soumise plus fortement aux risques naturels que technologiques. Le cas le plus fréquent, à 38%, est de considérer une soumission égale pour les deux types de risques et souvent avec un niveau « moyen » voir « élevé ». Les proportions des modalités affectées par une plus forte soumission aux risques technologiques sont assez importantes, même si nous notons une diminution avec l'augmentation de la différence. Nous trouvons tout de même près de 7% de la population qui pense que la commune est soumise de façon élevée aux risques technologiques mais qu'il n'y a pas au contraire de risques naturels.

**Graphique 13**

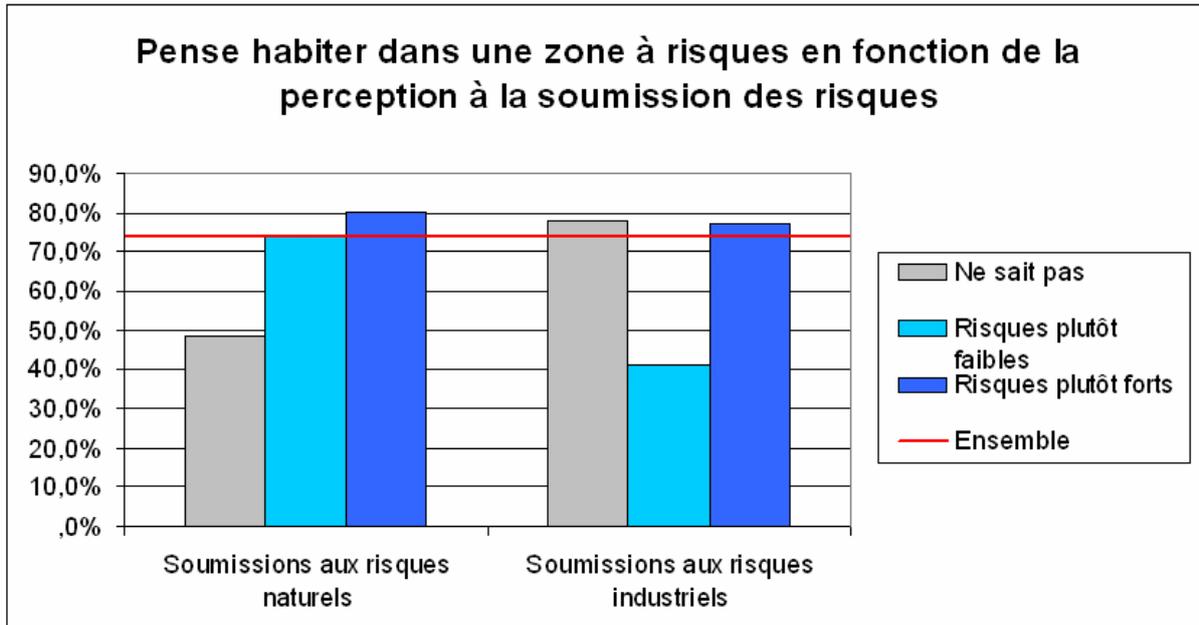


Nous avons ensuite croisé la perception de la soumission aux risques naturels et technologiques avec le fait de penser ou non habiter dans une zone à risque (Graphique 14). Ces deux croisements ont des risques d'erreur très faibles et des valeurs de liaison relativement importantes, respectivement des V de Cramer de 0,288 et 0,257.

Pour les risques naturels la différence se fait essentiellement entre les personnes qui ne se prononcent pas sur le niveau de risque auquel est soumise la commune et les autres, quel que soit le niveau de soumission apprécié (faible, moyen, élevé) : on passe de moins de la moitié des personnes qui pensent habiter dans une zone à risque aux  $\frac{3}{4}$  environ. Que les risques naturels soient considérés comme faibles ou forts sur la commune, il existe les mêmes proportions de personnes qui pensent habiter dans une zone à risque (autour de 80 %). En revanche, pour les risques technologiques, il existe une nette différence entre les personnes qui estiment que ces risques sont faibles sur la commune (et dont 40% seulement d'entre elles pensent habiter dans une zone à risque) et celles estimant que ces risques sont plutôt forts (« Moyen » et « Elevé ») qui estiment à 75% habiter dans une zone à risque.

On peut donc conclure que la perception de la soumission de la commune face aux risques technologiques est un facteur important dans le fait de penser habiter dans une zone à risques, alors qu'au contraire les risques naturels rentrent moins en compte.

**Graphique 14**

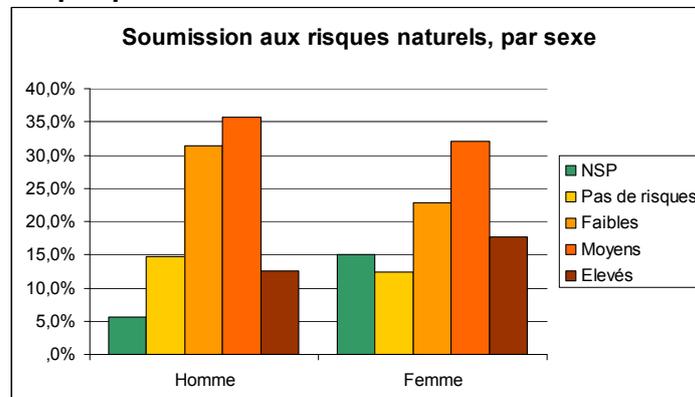


Risques plutôt forts = « risques moyens » + « risques élevés »  
 Risques plutôt faibles = « pas de risques » + « risques faibles »

Nous avons croisé ces perceptions des soumissions aux risques technologiques et naturels avec les différentes variables signalétiques, pour savoir s'il y a des facteurs d'influence sur la perception des risques. Les réponses à la soumission des risques technologiques étant assez concentrées sur les modalités « moyen » et « élevé », les risques d'erreurs seront probablement supérieurs à 5%.

Quand nous comparons les résultats par sexe (Graphique 15), nous voyons que les femmes ont tendance à plus considérer les risques comme élevés. Pour le cas des risques naturels, où la relation est significative, on note aussi une surreprésentation des femmes dans les personnes qui ne savent pas.

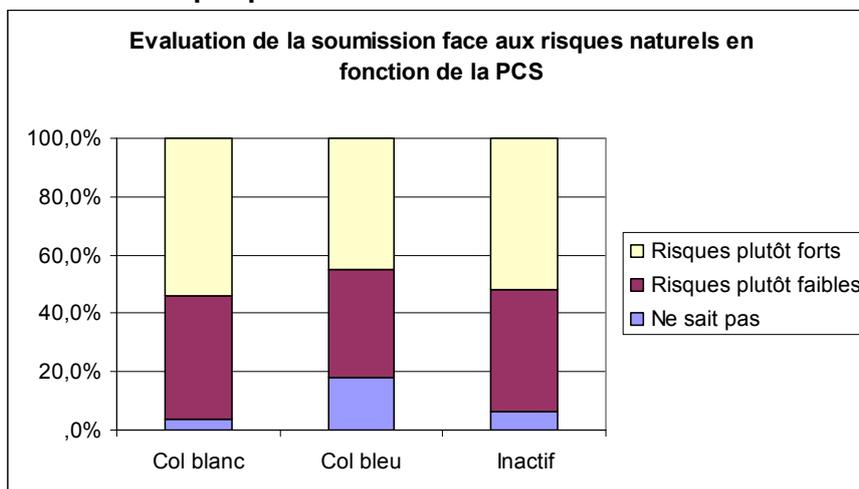
**Graphique 15**



Le croisement avec l'âge est lui aussi seulement significatif pour les risques naturels. Les personnes qui ont tendance à moins savoir sont les jeunes et les plus de 60 ans, mais aussi les 40-49 ans. Nous retrouvons à peu près la même chose pour la modalité « pas de risques ». Nous notons aussi un effet d'âge pour la réponse risque « élevé », puisque la proportion de réponse de celle-ci augmente avec l'âge. Mais grâce à une forte proportion de perception de niveau « moyen », les moins de 20 ans font partis des trois classes d'âges qui regroupent une majorité d'individus pour les modalités « moyen » et « élevé ». Quant aux plus de 60 ans, malgré une proportion importante pour la modalité « élevé », avec une faible modalité « moyen », ils obtiennent la plus petite proportion avec moins de 40% pour ces deux modalités.

Pour obtenir des liens significatifs du croisement avec la PCS, il faut regrouper en classe au moins une des variables. Ainsi on obtient des liens significatifs entre la soumission en trois classes des risques naturels et la PCS, mais aussi entre la PCS en trois classes et la soumission aux risques naturels et ces deux variables regroupés en classes. Pour plus de facilité et éviter un croisement ayant des effectifs théoriques trop faibles, nous allons étudier le croisement des deux variables en classes (Graphique 16 et Tableau 7). Nous remarquons que les cols bleus ont plus tendance à ne pas savoir caractériser les risques naturels. Les cols blancs et inactifs ont eux des distributions similaires avec des proportions logiquement plus importantes pour les deux autres modalités.

**Graphique 16**

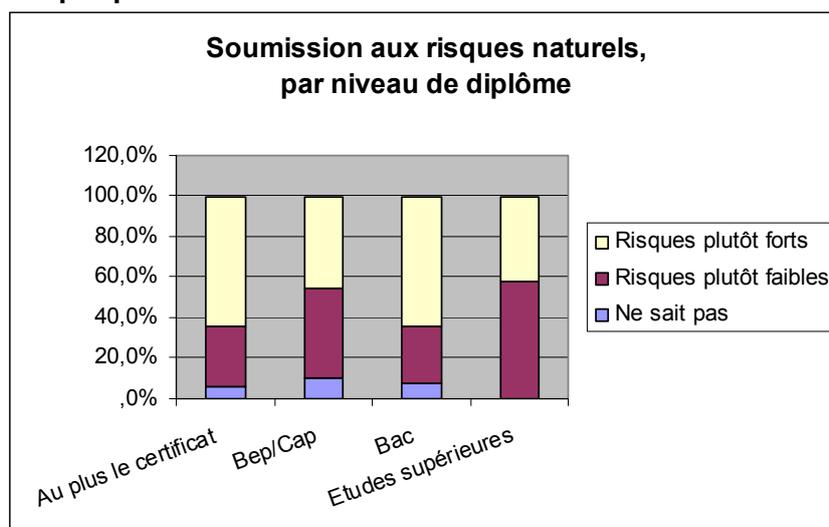


**Tableau 7**

	Valeur	ddl	Signification
Khi-deux de Pearson	11,496	4	,021
Phi	,197		,022
V de Cramer	,139		,022

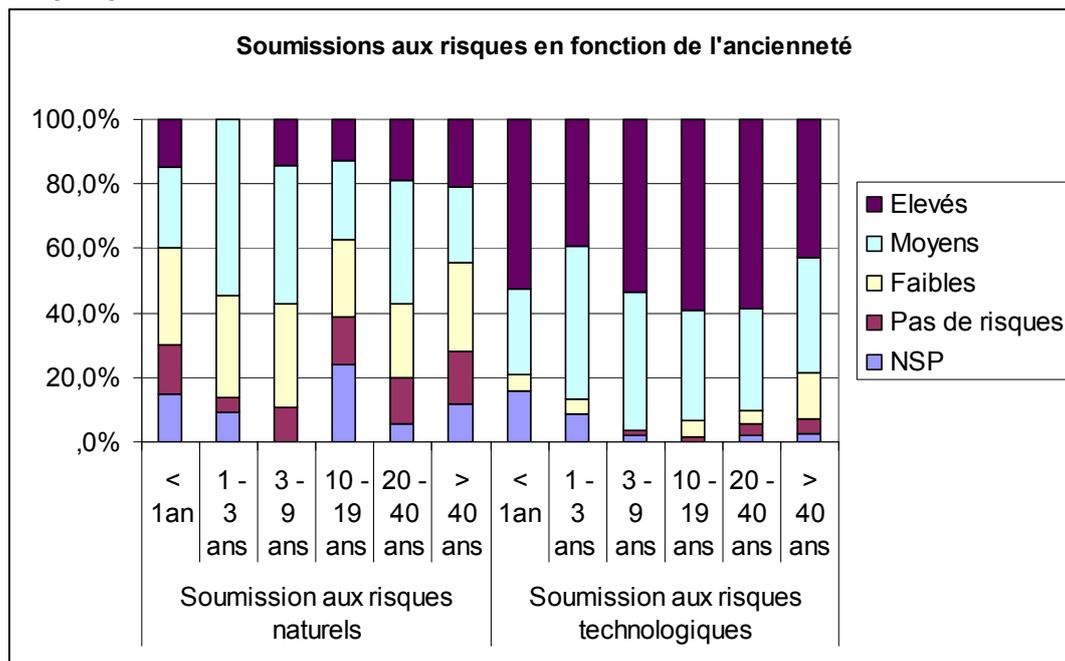
Les personnes ayant effectuées des études supérieures ont tendance à moins répondre « ne sais pas » mais aussi à pencher plutôt pour une exposition plutôt faible que forte pour les deux types de risques (Graphique 17). Nous obtenons un lien significatif uniquement entre la soumission aux risques naturels en trois classes et le diplôme en brut et classes. En plus de l'information précédemment mis en évidence on voit que les personnes ayant au plus le certificat et celle ayant le BAC ont des distributions semblables, avec des proportions de risques élevés plus fortes.

**Graphique 17**



Pour l'ancienneté d'habitation, nous trouvons des liens significatifs pour le croisement brut, mais du fait de nombreux effectifs théoriques faibles aux croisements, les résultats sont à prendre avec précaution (Graphique 18). Pour les risques naturels, ce sont les personnes installées depuis moins d'un an, entre 10 et 19 ans et depuis plus de 40 ans qui répondent ne pas savoir en plus forte proportion. Pour la modalité « élevé », elle a tendance à augmenter avec l'ancienneté. La répartition des niveaux de soumission est assez semblable entre les personnes installées entre 1 et 9 ans et celle entre 20 et 40 ans. Pour les risques technologiques on assiste à une répartition moins « aléatoire ». Ainsi nous pouvons voir que ce sont les personnes installées depuis moins d'un an et depuis plus de 40 ans qui estiment la soumission comme moins forte. Ce sont les deux seules classes qui possèdent moins de 80% de leurs individus qui caractérisent ces risques comme « moyen » ou « élevé ».

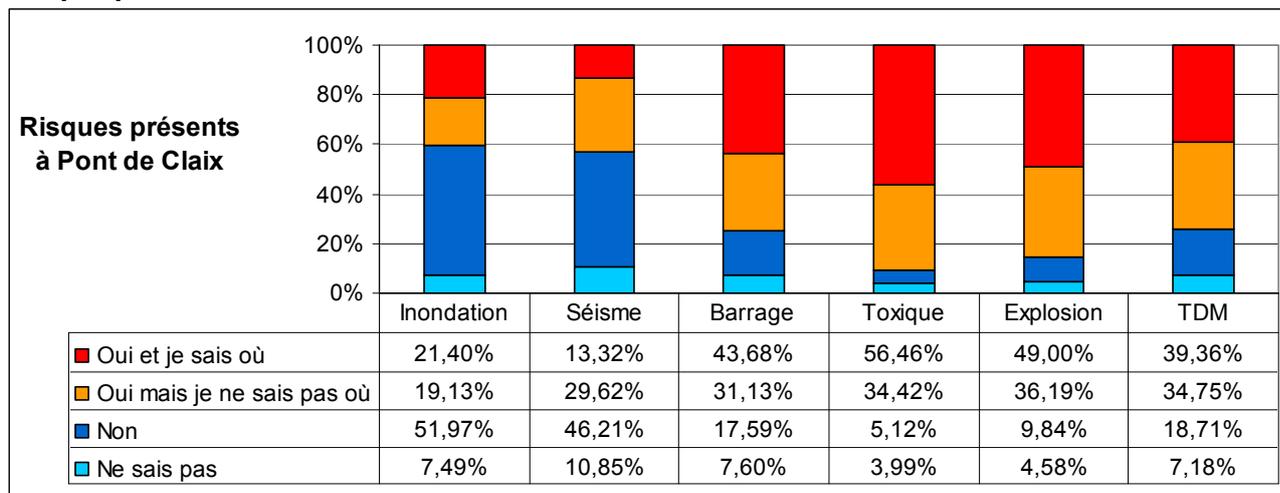
**Graphique 18**



Enfin on obtient un lien significatif entre la soumission aux risques naturels et la situation familiale. La différence la plus marquante se fait entre la répartition des modalités pour les veufs et toutes les autres classes. On assiste à une sur-représentation de la modalité « ne sais pas » à près de 50%, pour les premiers, au lieu de moins de 10% pour les autres classes. On remarque aussi que les célibataires ont légèrement tendance à plus considérer ces types de risques comme « élevés ».

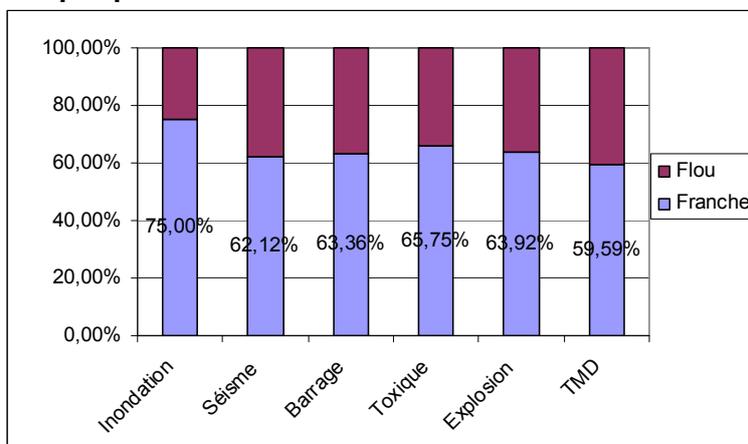
Nous nous intéressons maintenant aux connaissances par risques spécifiques (Graphique 19). On retrouve cette opposition entre risques naturels et technologiques de façon encore plus franche. Ainsi près de la moitié des individus interrogés pensent que Pont-de-Claix n'est pas soumise aux risques d'inondation et de séisme ou ne savent pas. Les risques industriels, explosion et toxique, sont eux, au contraire, bien connus par les personnes interrogées. Elles sont une majorité à savoir qu'ils existent et à pouvoir les situer et de façon plus globale, plus de 85% à savoir qu'ils existent (en pouvant les situer ou non). De manière générale, les risques technologiques sont mieux connus des habitants. En effet les risques concernant les barrages et le transport de matières dangereuses viennent juste après les risques « explosion » et « toxique » ; ils sont connus par plus des ¾ des personnes interrogées.

**Graphique 19**



Nous avons aussi réaliser un regroupement par classe pour connaître la « qualité » des connaissances. On a regroupé les modalités « Non » et « Oui et je sais où » dans une modalité *connaissance franche* alors les deux autres modalités ont été regroupées sous le titre de *connaissance floue* (Graphique 20). Et dans ce cas ce sont les risques d'inondation qui ont la meilleure « qualité », due à la forte proportion de la modalité « Non ». Les autres risques, sont regroupés un peu en dessous, car leur proportion de réponses franches se situent entre 60 et 66%. Notons que c'est le risque toxique qui arrive en seconde position, mais dont la position est cette fois-ci due à la forte présence de la modalité « Oui et je sais où ».

**Graphique 20 : Connaissance de la soumission des risques**

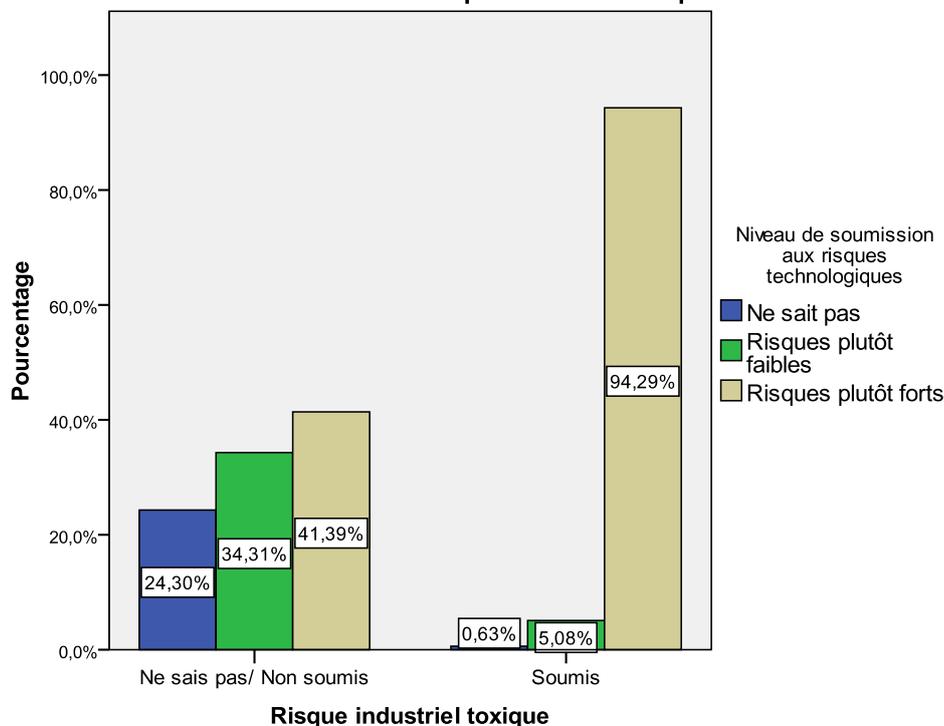


Nous avons croisé ces connaissances des différents risques, à la perception de la soumission de la catégorie de risque général auxquels ils appartiennent. Pour éviter d'avoir

trop de croisements avec des faibles effectifs, nous avons croisé la perception du risque recoupée en deux classes et le risque du groupe en trois classes. Nous obtenons ainsi uniquement des croisements significatifs avec des V de Cramer élevés, supérieur à 0,2. Les liens obtenus vont dans le sens escompté, puisque plus l'estimation de la soumission est forte, plus la proportion du nombre de personnes affirmant que les risques spécifiques associés existent est importante. Le lien le plus fort se fait entre la soumission aux risques technologiques et le risque spécifique de risque industriel toxique, avec un V de Cramer de 0,516 (Graphique 21).

**Graphique 21**

**Estimation de la soumission aux risques technologiques, en fonction de la connaissance du risque industriel toxique**



Nous avons aussi croisé ces évaluations de soumissions des différents risques aux variables signalétiques, pour observer s'il existe des différences de perception dans la population.

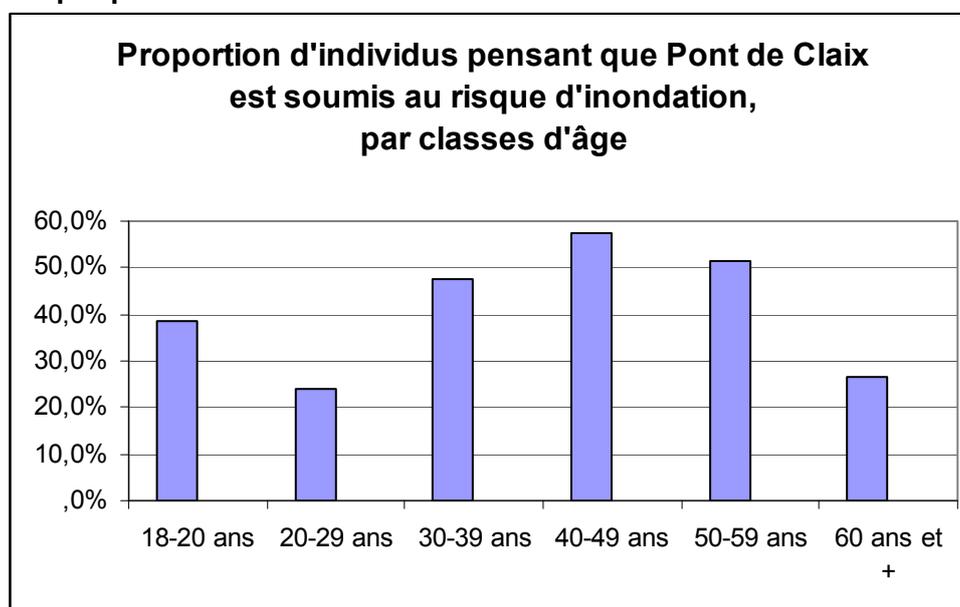
La perception de la soumission au risque d'inondation est fortement liée à l'âge (Graphique 22). Ainsi les croisements de la soumission brute et regroupée en classes, par intensité ou franche, sortent significatifs. Nous remarquons que ce sont les personnes entre 30 et 60 ans qui considèrent le plus que la commune est exposée à ce type de risque, jusqu'à 57% pour les 40-49 ans, contrairement aux 20-29 ans où ils ne sont qu'1/4. Et on note aussi que les moins de 49 ans ont des connaissances plus floues, surtout dues à la

modalité « ne sais pas » pour les moins de 29 ans et « oui mais ne sais pas où » pour les autres.

Pour l'appartenance à la PCS, regroupée en trois classes, pour éviter les trop faibles croisements, nous pouvons voir que les cols blancs sont 10% de plus à ne pas savoir, avec une proportion de 15%. Mais ils sont aussi plus nombreux à choisir les deux modalités du oui, alors que la majorité des cols bleus et inactifs pensent qu'il n'y a pas de risque d'inondation.

Pour la situation familiale, il existe aussi des différenciations assez fortes. Les veufs sont ceux qui pensent le plus que ce risque n'existe pas, à 75%, alors qu'au contraire les célibataires avec enfants sont ceux qui pensent le plus que ce risque existe, avec plus de la majorité des individus.

**Graphique 22**



Pour le risque de séisme, le sexe rentre en jeu, les hommes ayant des connaissances moins franches de celui-ci. La plus forte différence se fait pour la modalité « non », pour laquelle plus de la moitié des femmes l'on choisit contre 48% des hommes.

Comme pour le risque précédent, l'âge est aussi un facteur d'influence et la distribution de la proportion cumulée des deux modalités « Oui » est semblable à celle obtenue pour les inondations. Les plus forts taux se situent dans les classes d'âge entre 30 et 60 ans. L'appartenance à une PCS permet aussi d'établir des différences. Ainsi les « artisans » semblent ne pas connaître ce risque, mais attention à la généralisation vu le faible nombre d'entre eux interrogés. Les employés et les cadres, sont ceux qui pensent le moins que la commune est soumise au risque de séisme, avec environ 1/3 des individus

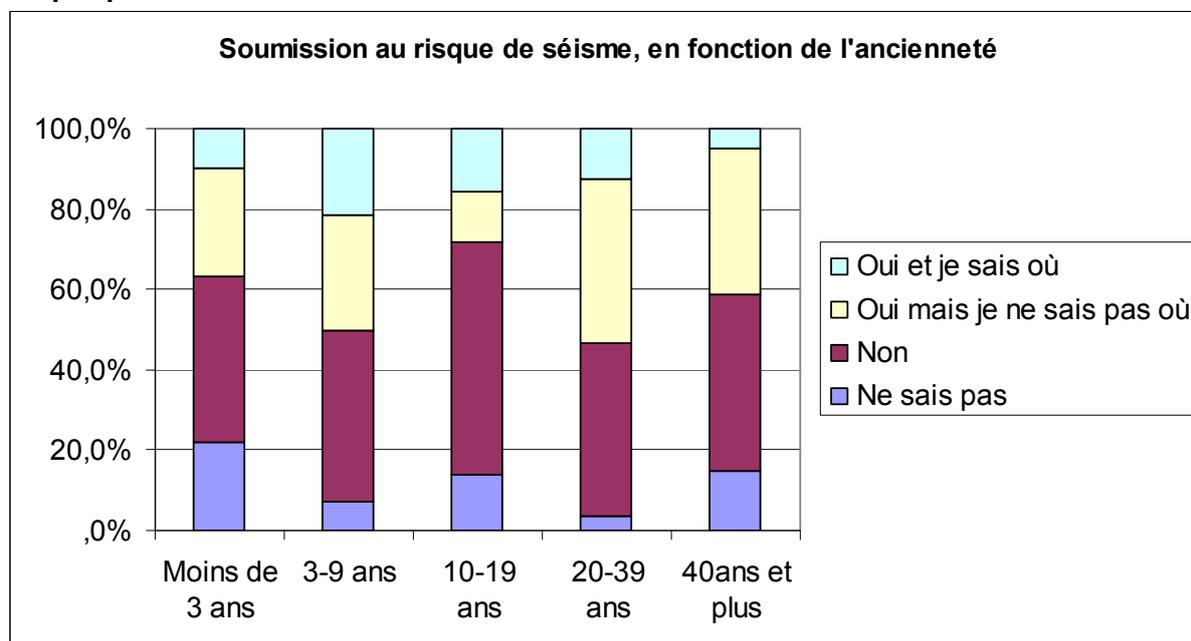
allant dans ce sens. Les premiers étant plus radicaux, puisqu'ils sont 60%, la plus forte proportion, à être sûr que ce risque n'existe pas tandis que les cadres ont la plus forte proportion, hors artisans, pour la réponse « ne sais pas ». Nous pouvons voir que les retraités, ouvriers et inactifs ont des connaissances relativement semblables, avec un peu plus de 40% des individus qui choisissent une des deux modalités « Oui ». Nous remarquons tout de même que les inactifs ont un des plus forts taux de réponses à la modalité « Oui et je sais où », alors que les deux autres modalités ont des taux plutôt faibles. Enfin dernier point pour la PCS, les professions intermédiaires sont ceux qui connaissent le mieux la présence de ce risque puisque cette fois il y a seulement un peu plus de 40% des gens qui répondent « non » ou « ne sais pas ».

Pour la variable diplôme, les individus ayant comme dernier diplôme le bac sont ceux qui répondent le plus « Oui et je sais où », à 28% loin devant les autres modalités. Cette différence se compense surtout par une faible proportion de la modalité « Non » comparé aux autres classes d'individus. Mis à part cela les connaissances semblent relativement homogènes entre les différentes classes de diplômes.

La répartition des connaissances du risque de séisme par classe d'ancienneté donne un effet de symétrie (Graphique 23). Ainsi ce sont les personnes qui résident à Pont de Claix depuis 3 à 9 ans et entre 20 et 40 ans qui sont les seules classes ayant une majorité d'individus pensant que ce risque est présent à Pont de Claix. Ensuite, on trouve avec des proportions avoisinantes les personnes d'installation les plus récentes, moins de 3 ans, et les plus anciennes, plus de 40 ans. Elles considèrent à près de 60 % que Pont de Claix n'est pas soumise au risques sismique ou ne savent pas. Les personnes résidant sur la commune depuis 10 à 19 ans sont moins de 30% à penser que la commune est soumise au risque de séisme. Excepté pour cette dernière classe, les proportions de personnes répondant « non » sont d'environ 40%, alors qu'elle est de 57% pour les habitants depuis 10 à 19 ans. Les classes d'ancienneté de 3 à 9 et de 20 à 40 ans ont les plus faibles taux pour la modalité « Ne sais pas » et au contraire ce sont les classes extrêmes qui ont tendance à moins répondre « Oui et je sais où ».

Le dernier lien trouvé, avec la connaissance du risque sismique, est la situation familiale. La modalité « Ne sais pas » a une répartition globalement homogène, entre 8 et 14%. Pour les autres modalités il existe des différences assez nettes. Ainsi les veufs sont 70% à penser que la commune n'est pas soumise à ce risque et la modalité « Oui et je sais où », n'a pas été choisie. Ensuite les ressemblances se font surtout entre les célibataires sans enfants et les couples sans enfants et la même chose pour ceux ayant des enfants. Ces derniers sont les seuls qui pensent en majorité que la commune est soumise au risque de séisme.

**Graphique 23**



La connaissance du risque de rupture de barrage possède un relatif effet d'ordre avec l'âge. Ainsi, le fait de penser que celui-ci existe dans la commune augmente avec l'âge, ainsi que le rapport des gens sachant le situer par rapport à ceux qui ne le savent pas. Cette remarque est fautive pour les plus de 60 ans, qui ont des proportions semblables aux 18-20 ans. Nous notons aussi que les 30-39 ans et les plus de 50 ans ont des proportions particulièrement faibles, moins de 5% pour la modalité « Ne sais pas ».

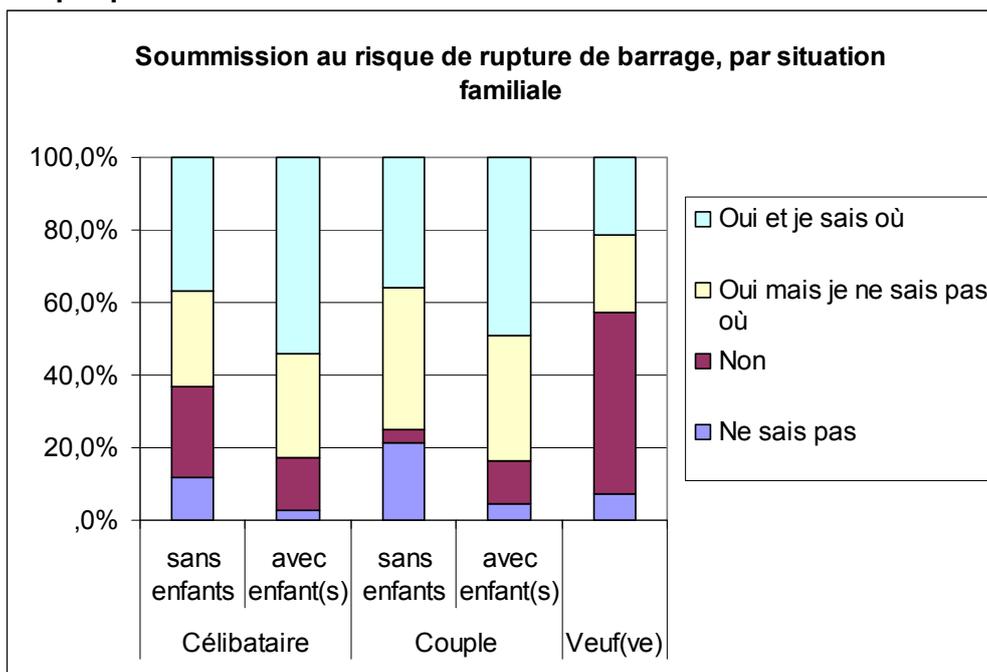
Les personnes qui travaillent à Pont de Claix et celles qui travaillent hors du rayon d'exposition au risque industriel sont celles qui pensent le plus que le risque est présent. Ceux qui travaillent aussi sur la commune ont cependant une connaissance plus franche, vu qu'ils sont 57% à pouvoir le situer contre 37% pour les autres. Les personnes qui travaillent dans le rayon sont elles assez partagées ; si 35% d'entre elles savent localiser ce risque, 28% savent qu'il existe sans pouvoir le localiser et 27% pensent qu'il n'est pas présent.

Il y a également un lien avec l'ancienneté, si la modalité « Oui et je sais où » possède un taux homogène sur les différentes classes, de 42% à 47%, les différences se font sur les autres modalités. Ainsi les personnes installées depuis moins de 3 ans ont la proportion de personnes « qui ne savent pas » la plus élevée. Les 10-19 ans, quant à eux, sont les plus nombreux à penser que ce risque n'existe pas avec près de 30% d'entre eux.

Pour la situation familiale, on retrouve comme pour les risques précédents, une mauvaise connaissance des veufs, avec moins de la majorité d'entre eux qui pensent que ce

risque existe (Graphique 24). Les « bons élèves » sont les célibataires et les couples avec enfants, qui ont des distributions semblables et qui sont plus de 80% à penser au contraire qu'il existe. Pour les célibataires et les couples sans enfant les proportions de personnes sachant localiser ce risque sont similaires, mais les célibataires ont ensuite une concentration importante sur la modalité « Non », alors que celle-ci est seulement de 3,6% pour les couples.

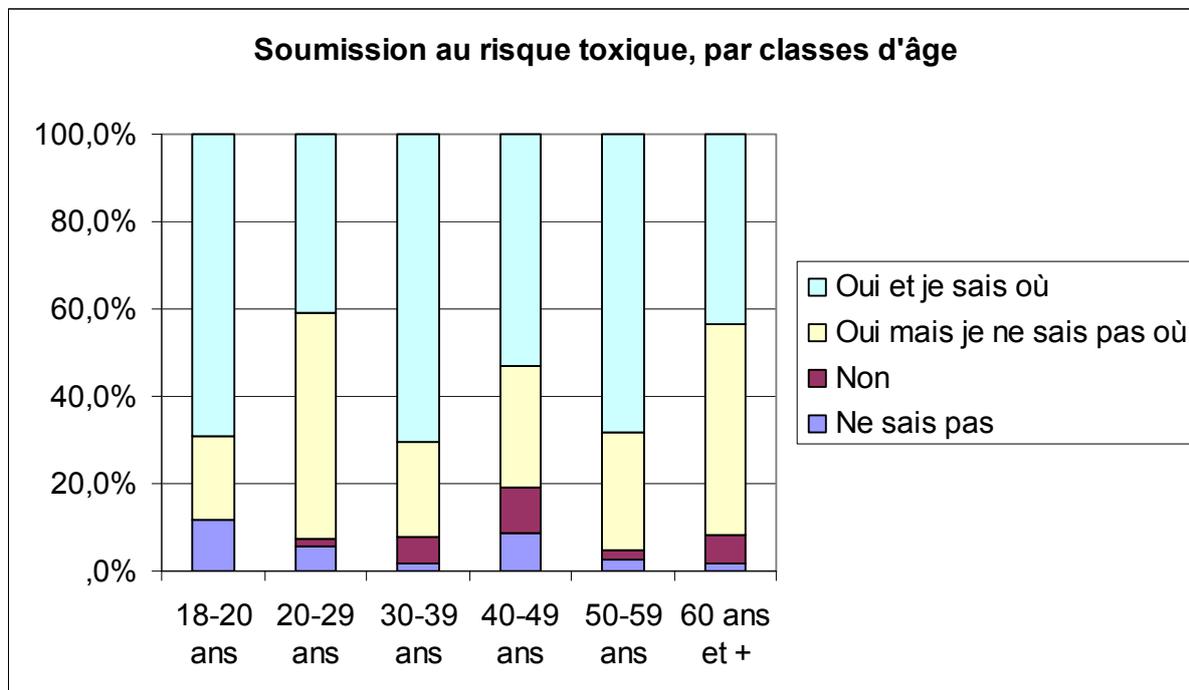
**Graphique 24**



La connaissance du risque toxique est celle qui possède le moins de liaisons significatives, seulement deux avec l'âge et la PCS. Pour l'âge, on voit que globalement les taux de réponses aux deux modalités de « oui » cumulées sont assez semblables, mais avec tout de même un taux légèrement inférieur pour les 40-49 ans (Graphique 25). Les différences principales se faisant sur la localisation du risque, Ainsi les 20-29 ans et les plus de 60 ans ont une connaissance moins franche, car ils sont plus nombreux à choisir la modalité « Oui mais ne sais pas où ».

Pour la PCS, les artisans ont toujours des connaissances vagues, 60% ne savent pas. A l'opposé les cadres ont une bonne connaissance de ce risque puisqu'ils sont plus de 70% à pouvoir le localiser. Mais ils ont aussi la proportion de modalité de « oui » cumulé la plus faible derrière les artisans. On peut noter que les professions intermédiaires et les employés sont légèrement moins de la moitié à pouvoir localiser ce risque, la différence avec les autres classes se compense alors par un surplus de réponse à la modalité « Oui mais ne sais pas où ».

**Graphique 25**



Le second risque industriel, celui de type explosion, obtient deux fois plus de liens significatifs. Nous retrouvons un lien avec l'âge, où là encore les proportions cumulées de « Oui » sont homogènes, autour de 85% (Graphique 26). La différence se fait entre les 20-29 et les plus de 60 ans et les autres, ces derniers ayant une proportion de personnes pouvant localiser le risque multipliée pratiquement par deux. On note aussi que le rapport « Non » et « Ne sais pas » augmente en faveur de ce dernier avec l'âge.

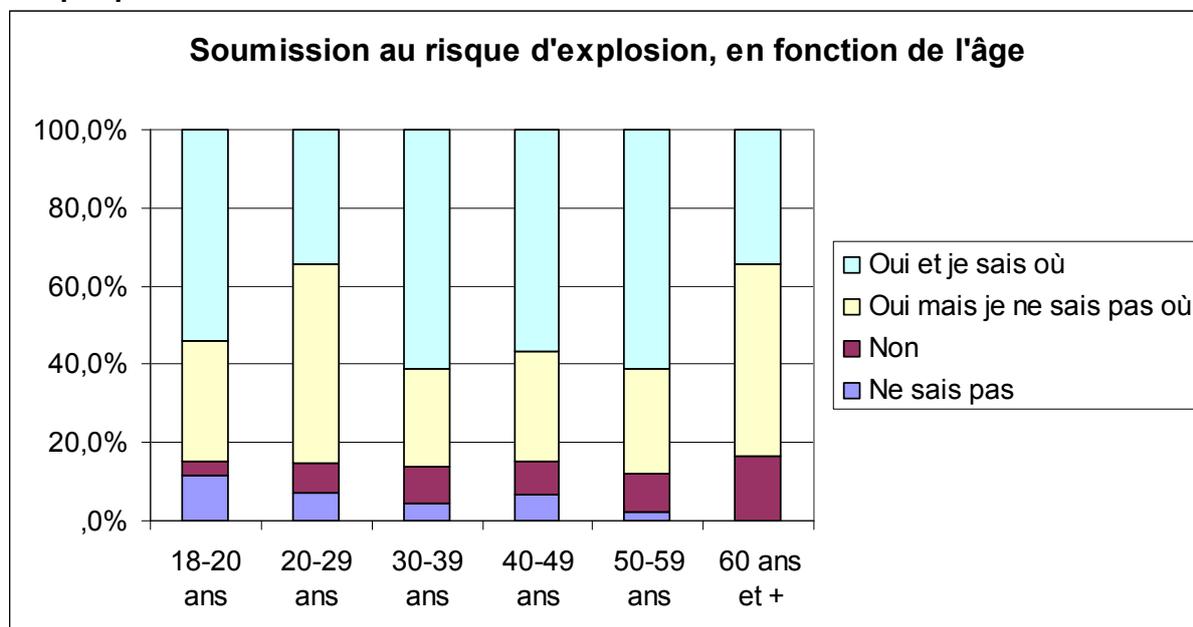
Concernant la PCS, les artisans sont les personnes qui connaissent le moins ce risque, avec 60% des individus qui ne savent pas s'il est présent sur la commune ou non. Ils sont suivis par les cadres qui sont seulement un peu moins des deux tiers à penser que ce risque est présent, dont 54% savent le localiser. A l'opposé, les professions intermédiaires sont 97% à savoir que ce risque existe, mais en majorité, elles ne savent pas le localiser. Les employés ont une distribution assez semblable, avec de plus fortes proportions des modalités franches.

La connaissance de ce risque en fonction de l'ancienneté diminue pour les valeurs extrêmes. Ainsi les personnes installées entre 10 et 19 sont celles qui pensent le plus que ce risque est présent, à plus de 90%. Ce taux diminue à 78% pour les personnes récemment installées. On remarque aussi un effet d'ordre, le taux de personnes pensant que ce risque

n'existe tout simplement pas augmente avec l'âge au détriment de gens qui disent ne pas savoir.

Enfin le lien avec la situation familiale est moins marqué que pour les autres risques. Ainsi les proportions des modalités « Oui » sont homogènes même pour les veufs, vers un peu plus de 80%. Mais pour ces derniers, ils ne sont que 14% à pouvoir le localiser contre 50% pour les autres et même 65% pour les célibataires avec enfants. Pour les célibataires, avec et sans enfants, et les couples avec enfant il y a environ 3 fois plus de personnes qui répondent « Non » plutôt que « Ne sais pas ». Alors que pour les couples sans enfant ils répondent uniquement « Ne sais pas » et pour les veufs c'est la modalité « Non » qui l'emporte.

**Graphique 26**



Le risque de transport de matières dangereuses est le deuxième type de risque, avec les séismes, à avoir un lien significatif avec le sexe (Graphique 27). Il en ressort que les proportions de personne pouvant le localiser sont assez semblables. Les différences se font donc sur la modalité « Non », où les femmes sont près de 28% alors que pour les hommes seulement de 9,7%, et la modalité « Oui mais ne sais pas où », où les hommes ont un taux supérieur de 10 points.

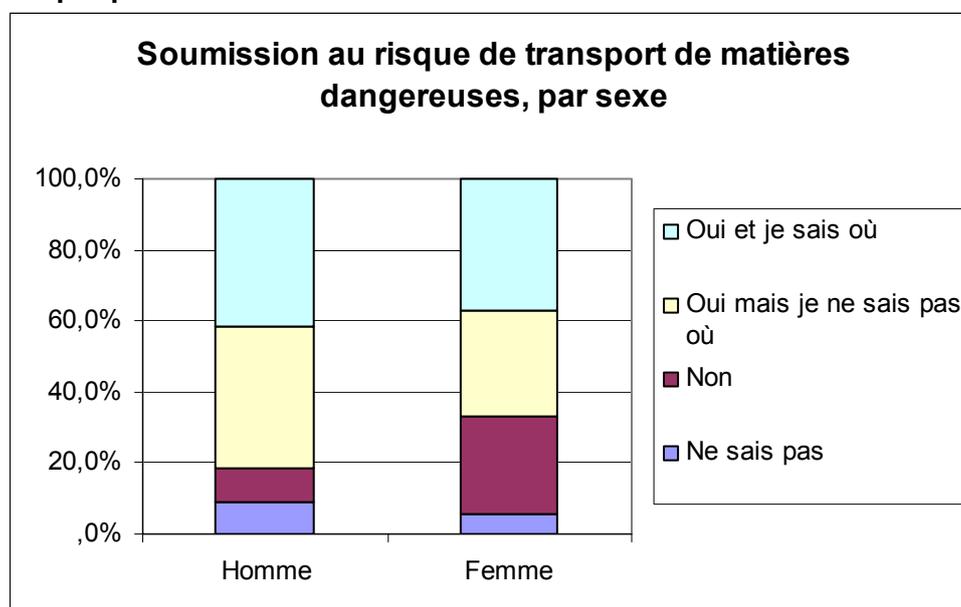
Nous pouvons voir un léger effet d'ordre avec l'âge, les proportions de personnes qui disent que ce risque existe augmentent avec l'âge, excepté pour les plus de 60 ans. Pour la PCS ce sont les artisans et les employés qui pensent le moins que ce risque existe, à 60% tout de même, principalement dû au fort taux de « non » pour ces derniers. A l'opposé avec près de 89%, les professions intermédiaires sont les personnes qui pensent le plus que ce

risque existe, mais nous pouvons considérer leur connaissance comme moins franches que les cadres qui ont eux la meilleure proportion de gens sachant le localiser, avec près de 73%. Pour le lien avec les diplômes, il existe surtout une différence entre les personnes ayant « au plus le Certificat » et les autres, plutôt homogènes, en terme de proportion des modalités « Oui » cumulés. Elle est de 60% pour les premiers alors qu'elle se situe plutôt vers les 80% pour les seconds. La différence entre ce trio se fait en partie par les modalités « ne sais pas », plutôt présente chez les personnes possédant le bac et nulle pour ceux ayant fait des études supérieures.

Les personnes résidant à Pont de Claix entre 3 et 9 ans sont particulièrement au courant de ce risque, avec près de 90% de cette classe d'ancienneté sachant qu'il existe, dont 65% qui peuvent le localiser. Ils sont donc loin devant les autres classes. Les personnes présentes depuis moins de 3 ans sont au contraire les moins informées, c'est la seule classe dont une majorité d'individus pense que la ville n'est pas soumise à ce risque ou « ne sais pas ».

Enfin la situation familiale, où l'on retrouve une mauvaise connaissance de ce risque par les personnes les plus âgées. Ainsi 60% des veufs pensent que ce risque n'existe pas, alors que toutes les autres classes pensent en majorité, avec un minimum de 75%, que ce risque est présent.

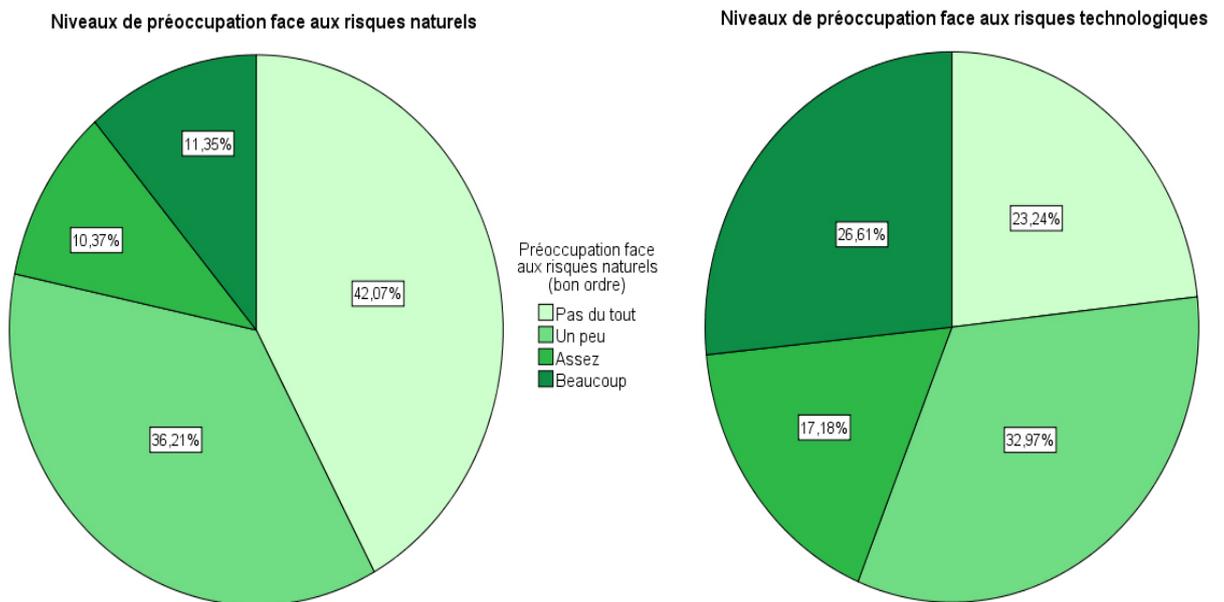
**Graphique 27**



## C) Préoccupation

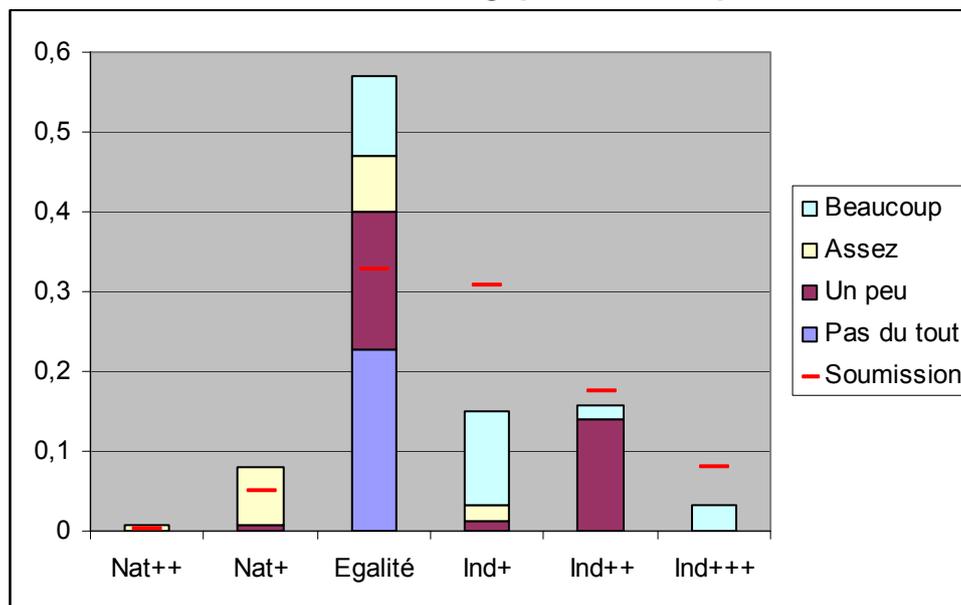
Nous nous sommes intéressés ensuite aux niveaux de préoccupation qu'exerçaient ces différents risques. Nous avons commencé par étudier cela pour les deux grands types : naturel et technologique, la préoccupation étant caractérisée par : « Pas du tout », « Un peu », « Assez » et « Beaucoup » (Graphique 28). Les risques naturels semblent ne pas être préoccupants pour la population, puisque les trois quarts des personnes interrogées sont au plus un peu préoccupées, dont 42% disent ne pas être préoccupées du tout. Les risques technologiques sont considérés comme plus préoccupants, puisqu'il n'y a qu'un peu plus de la moitié des gens qui sont au plus peu préoccupé, mais il faut surtout noter qu'il y a 1/4 des gens qui sont beaucoup préoccupés par les risques technologiques.

**Graphique 28**



Comme pour la perception de la soumission, nous avons croisé les résultats obtenus pour les deux types de risques et l'on obtient un lien significatif et fort avec un Tau-B de Kendall de 0,606. Le niveau de préoccupation est lié entre les deux types, ainsi les personnes sont globalement préoccupées ou pas. Nous avons également créé un indice pour savoir si les préoccupations portaient plus sur les risques naturels ou technologiques (Graphique 29). Nous pouvons voir que plus de la moitié de la population met les risques naturels et technologiques sur le même niveau de préoccupation, alors que pour la soumission ils n'étaient qu'un tiers. Cette différence a un impact sur les proportions des classes attribuant un niveau plus élevé aux risques technologiques. Ainsi la part de ces différentes classes est plus faible sur le sujet de préoccupation que de la soumission.

**Graphique 29 : Différences de niveaux de préoccupation entre les risques technologiques et les risques naturels.**



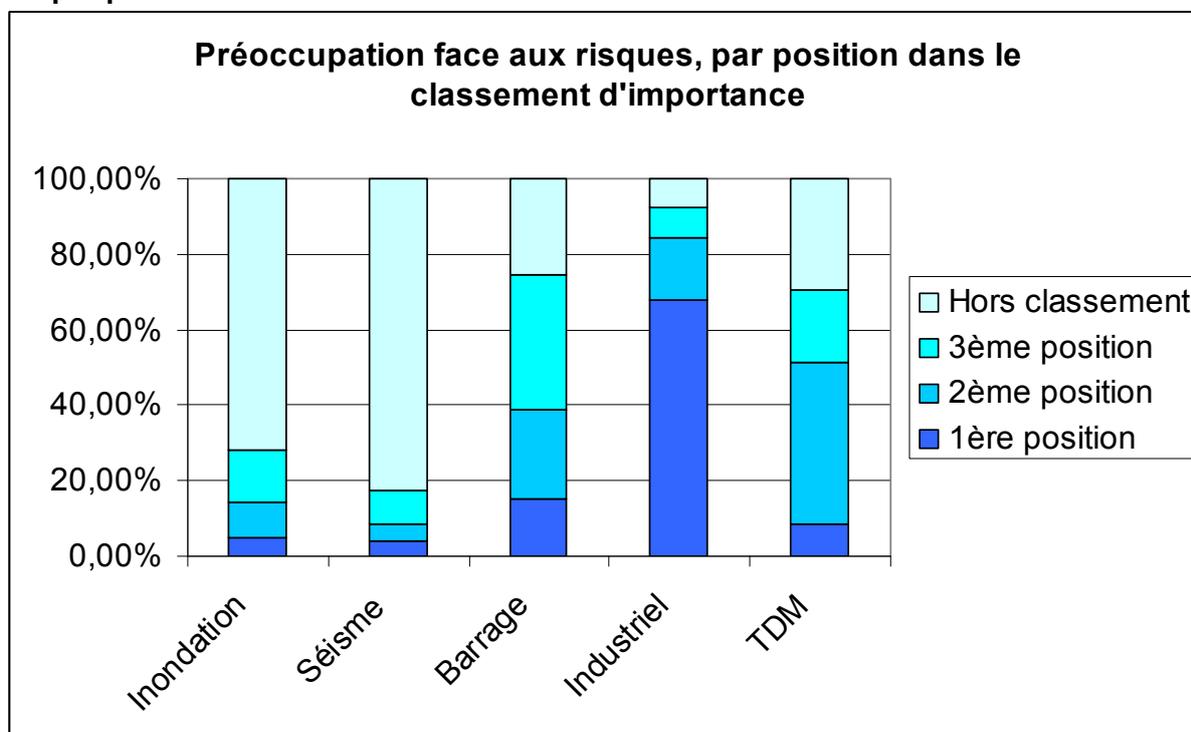
Nous avons voulu savoir si cette préoccupation était aussi liée à la perception des risques. Ainsi l'on peut supposer qu'une personne qui pense que la commune est soumise à des risques élevés est plus préoccupée qu'une personne qui perçoit la soumission comme faible. Nous avons donc créé un nouvel indice pour chaque type de risque, il va d'une soumission élevée et pas de préoccupation (Zen+++) à une soumission inexistante, mais une préoccupation importante (Stress+++). Une majorité de personnes dans les deux cas est plutôt « zen » face aux risques, car leur niveau de perception de la soumission est supérieur à leur niveau de préoccupation. Les individus dans le cas inverse ne représentent que 10% pour les risques naturels et moins de 5% pour les risques technologiques. En croisant ces deux indices nous pouvons voir que les personnes interrogées ont là aussi un même comportement face aux deux risques, plutôt stressé ou plutôt zen.

Nous croisons également les préoccupations à ces deux types de risques avec les variables signalétiques, mais nous obtenons peu de liens significatifs. La PCS est une variable qui joue un rôle pour les deux types de risques, mais les résultats contiennent un nombre important de cases avec de faibles effectifs théoriques. Les inactifs et les artisans sont les deux catégories les plus préoccupées par les risques naturels, au contraire les cadres et les retraités sont peu préoccupés. Pour les risques technologiques, on retrouve toujours les cadres dans les individus qui ont plutôt tendance à ne pas être préoccupés et ils sont opposés cette fois aux ouvriers qui sont plutôt préoccupés par ce type de risque. Toujours pour ce risque on obtient également des liens significatifs avec la zone de travail et

l'ancienneté. Nous pouvons noter que les personnes qui travaillent à Pont de Claix et celles qui y sont installées entre 3 et 9 ans et depuis plus de 20 ans ont tendance à être plus préoccupé par ce risque. A l'opposé les personnes travaillant dans le rayon et installées depuis moins d'un an sont moins préoccupées.

Nous allons nous intéresser maintenant aux risques spécifiques qui préoccupent le plus les individus. Les risques proposés était les mêmes que pour la question sur le détail des soumissions, avec un léger changement puisque les risques industriels ne sont plus redécoupés en toxique et explosion. Il était demandé aux personnes interrogées de classer parmi ces cinq risques les trois qui les préoccupaient le plus. Le classement ne vas pas toujours jusqu'à trois et des égalités sont possibles.

**Graphique 30**



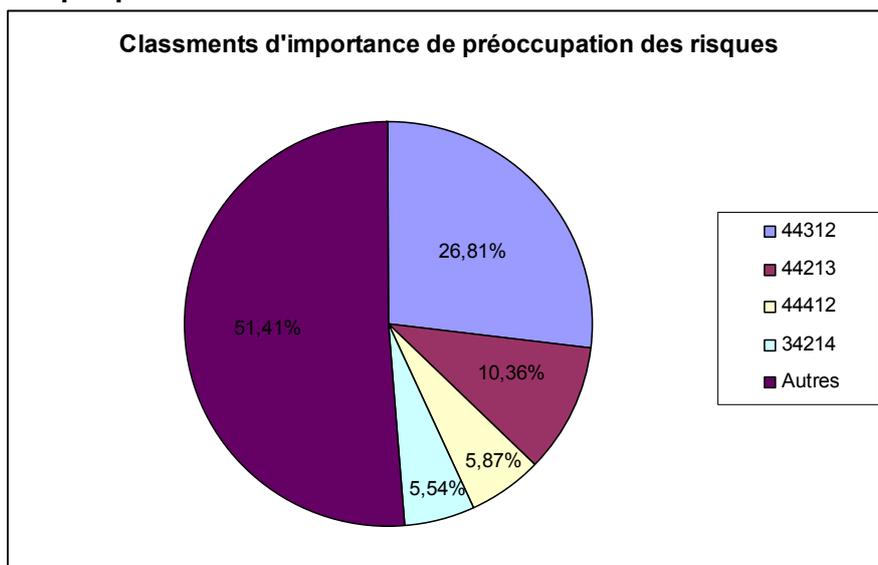
Conformément à ce que nous avons vu précédent, ce sont les risques technologiques qui préoccupent le plus la population, avec une nette différence (Graphique 30). Le risque qui préoccupe le plus est le risque industriel (toxique et/ou explosion), puisque près de 70% des habitants le classent en première position. Seulement 7,7% de la population considèrent qu'il ne fait pas parti des trois risques les plus préoccupants. Ensuite arrivent les risques de rupture de barrage et de transport de matières dangereuses. Pour tous les deux, près de 75% des individus les mettent dans le trio de tête, mais la répartition se fait de façons différentes. Ainsi les ruptures de barrages se trouvent principalement en 1<sup>ère</sup>

et 3<sup>ème</sup> positions alors que le risque de transport de matières dangereuses se situe surtout en 2<sup>ème</sup> position. Ensuite on trouve le risque d'inondation, qui est cité par environ ¼ des habitants dans le trio des risques les plus préoccupants, la proportion augmente avec le rang des places. Enfin le risque de séisme se trouve classé par moins de 20% des individus et pour moitié en 3<sup>ème</sup> position.

Il en ressort donc une forte différenciation dans les préoccupations entre les risques technologiques et naturels. Si l'on devait établir un classement généralisé, on trouverait d'abord les risques industriels, puis celui de transport de matières dangereuses. Juste derrière, on trouverait le risque de rupture de barrage et enfin loin derrière les risques d'inondation puis de séisme. Nous avons donc étudié les classements obtenus pour voir si cela est confirmé (Graphique 31).

Nous obtenons 56 classements différents, dont seulement quatre qui regroupent plus de 5% de la population chacun, mais qui représentent cumulés près de la moitié de la population. Le classement le plus souvent obtenu, avec près d'un quart de la population est celui que nous avons trouvés précédemment, c'est-à-dire les risques industriels en 1<sup>ère</sup> position, suivi par les risques de transport de matières dangereuses et celui de rupture de barrages en 3<sup>ème</sup> position. Les deux classements suivants, en importance, vont aussi dans ce sens, puisque pour le second un échange de position entre les barrages et le transport de matières dangereuses s'est effectué et pour le troisième le classement s'arrête à deux modalités dans le classement identique au classement le plus cité. Enfin pour le 4<sup>ème</sup> classement de plus de 5%, nous avons l'apparition des risques naturels dans le classement, avec le risque d'inondation à la troisième position derrière celui de rupture de barrages et les risques industriels toujours en première position.

**Graphique 31**



**Légende Graphique 31**

Classement	Position du risque dans le classement		
	1er	2ème	3ème
44312	Industriel	TMD	Barrage
44213	Industriel	Barrage	TMD
44412	Industriel	TMD	
34214	Industriel	Barrage	Inondation

En croisant la position de classement des différents risques avec le niveau de perception du risque généraliste associé, on obtient certains résultats surprenants. Pour le « risque d'inondation » avec « risques naturels » et celui de « rupture de barrage » avec « risques technologiques », il n'existe pas de liens significatifs. Nous pouvons même observer que les personnes qui classent ces risques en premières position, sont proportionnellement moins à être « assez » voir « beaucoup » préoccupées par le risque généraliste associé. Pour les risques de séisme et de transport de matières dangereuses, on obtient des liens significatifs, mais la distribution est semblable aux deux précédentes. Il n'y a que pour le risque industriel croisé avec les risques technologiques que nous obtenons un lien significatif et une distribution qui montre une plus forte préoccupation pour les personnes classant les risques industriels en haut du classement.

Après croisement de ces variables avec les variables signalétiques, seules trois ressortent avec des liens significatifs. Le premier, le risque de rupture de barrage apparaît lié de façon significative avec l'âge et la situation familiale. Il en ressort que ce sont les veufs, les plus préoccupés par ce risque, seulement 7% des personnes de cette catégorie, ne classent pas ce risque. Mais ce risque est pour eux secondaire puisqu'ils sont les 2/3 à le

mettre en 3<sup>ème</sup> position. A l'opposé ce sont les couples sans enfant les moins préoccupés par ce risque, 40% ne le classant pas. Pour l'âge on peut voir que la plus forte proportion de classement en 1<sup>ère</sup> position est chez les personnes de plus de 30 ans avec un pic chez les 40-49 ans. Au contraire, nous remarquons que la proportion de non classement a tendance à diminuer avec l'âge.

Le risque industriel est quant à lui lié à trois facteurs. Nous pouvons voir d'après la distribution en fonction de la PCS en trois classes que les proportions ont l'air quasiment identiques excepté pour les proportions en première et deuxième place des « cols bleu ». Ceux –ci sont plus nombreux à classer ce risque en deuxième position au détriment de la première place. Ce sont les personnes qui travaillent hors du rayon qui sont le plus préoccupées par les risques industriels, la totalité se répartie entre la première position à plus de 90% et la deuxième. Les proportions de ces deux classes sont quasi identiques pour les gens travaillant à Pont-de-Claix et dans le rayon, c'est une légère sur-représentation dans le non classement chez les premiers qui marque leur différence. Enfin l'ancienneté joue un rôle, puisque ce sont les personnes installées depuis moins d'un an et surtout celles depuis plus de 40 ans qui sont le moins préoccupées par ce risque.

Pour terminer le risque de transport de matières dangereuses est lié à trois variables. Pour l'âge on note deux caractéristiques principales : la proportion des non classement est beaucoup plus importante chez les moins de 20 ans et la proportion de 1<sup>ère</sup> place augmente avec l'âge. Ensuite avec la PCS en trois classes, les « inactifs » ont tendance à légèrement moins classer ce risque et l'on note que les « cols bleus » sont plus nombreux à le classer en première position. Enfin, avec la situation familiale, les célibataires sont ceux qui classent le moins ce risque alors que les veufs sont 40% à le mettre en première position.

Enfin nous avons croisé, les niveaux de préoccupation avec le fait de penser habiter dans une zone à risque. Dans les 2 cas on obtient un lien significatif et assez fort, supérieur à 0,300. Nous pouvons voir que plus le niveau de préoccupation est important plus le fait de penser habiter dans une zone à risque obtient des proportions importantes.

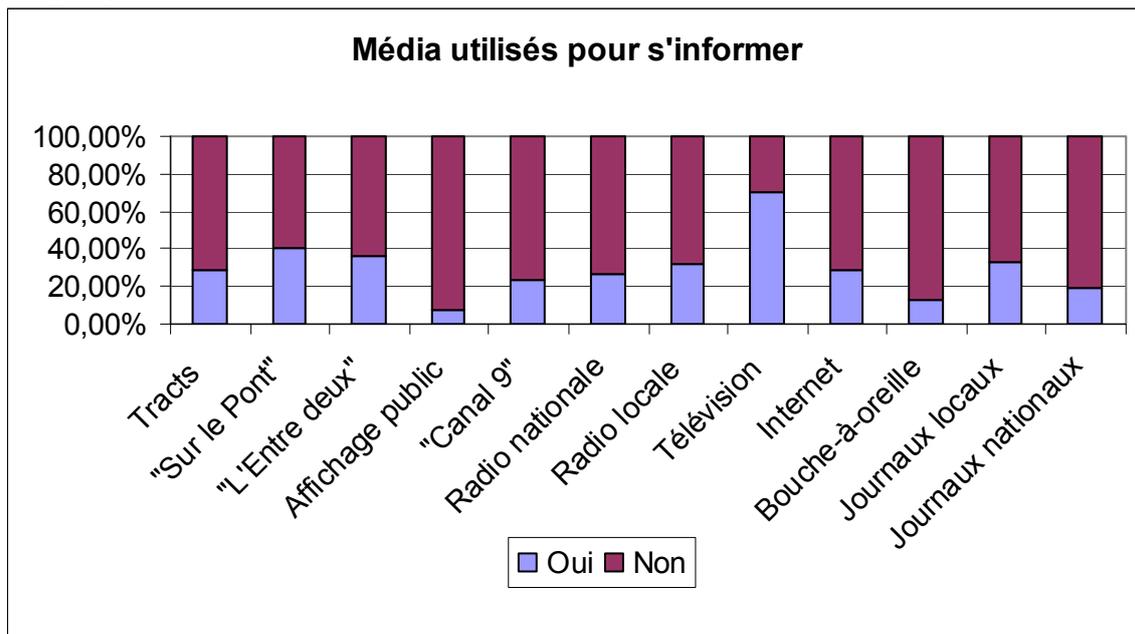
## IV Accès à l'information

Nous allons maintenant nous intéresser aux comportements des individus face à l'information et précisément celle sur les risques.

### A) Utilisation des médias

Nous avons commencé par interroger la population pontoise sur les médias qu'elle utilise de façon générale pour s'informer. Pour cela nous avons proposé une liste des principaux médias à sa disposition, aussi bien locaux que nationaux. En moyenne les individus s'informent par l'intermédiaire de plus de trois médias différents et un peu moins des  $\frac{3}{4}$  utilisent moins de cinq médias. Nous avons trouvé deux grands facteurs explicatifs du nombre de sources, en faisant des ANOVA<sup>7</sup> pour l'âge et la PCS. Nous trouvons que le nombre de média utilisé en moyenne augmente avec l'âge, même si on note une baisse de la moyenne pour la catégorie des 60 ans et plus. Pour la PCS, on note que les artisans, les cadres et les inactifs sont les personnes qui utilisent le moins de variété de média. A l'opposé, les professions intermédiaires ont l'air d'utiliser de nombreux médias avec une moyenne de 5,28.

**Graphique 31**

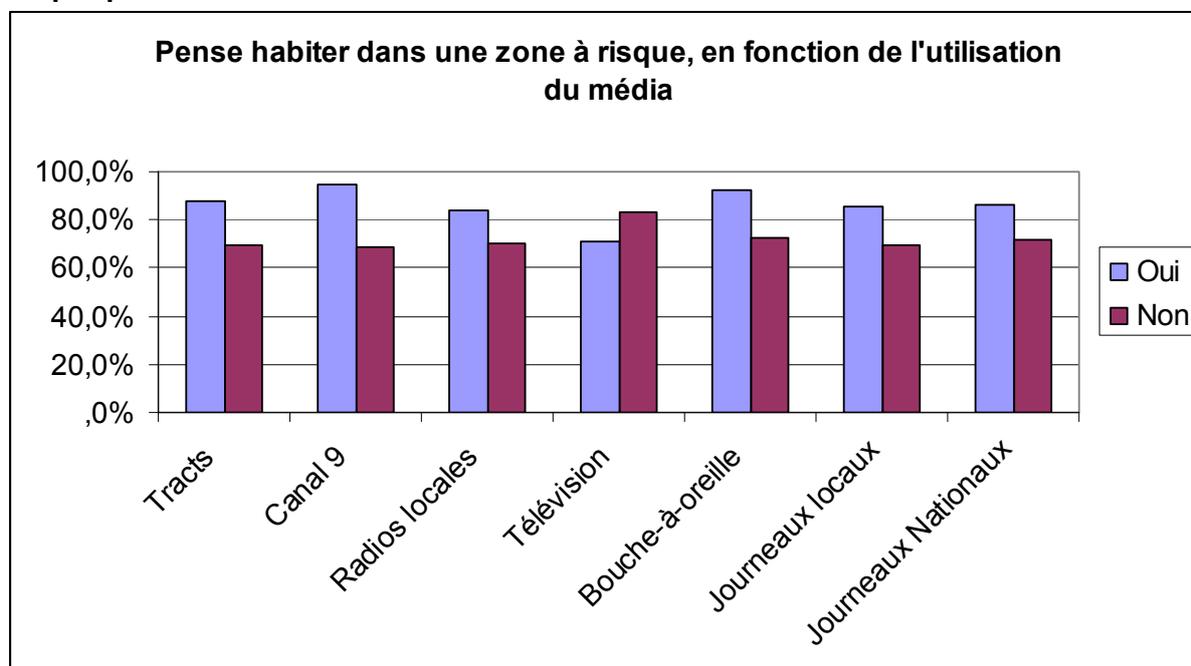


<sup>7</sup> *ANalysis Of Variance, permet d'étudier les liens existant entre une variable quantitative et une variable qualitative.*

Lorsque nous étudions l'utilisation de chaque média, nous notons de nombreuses disparités (Graphique 31). La télé est le média qui se démarque le plus, il est utilisé par 70% de la population. C'est le seul à être utilisé par une majorité des individus. Ensuite on note la forte utilisation des médias locaux, entre 30% et 40%, où l'on retrouve les journaux et la radio au niveau local, mais aussi les revues publiées par la Mairie : « Sur le Pont » et « L'Entre deux » ainsi que les tracts. Enfin l'on peut noter aussi la faiblesse de l'affichage public qui n'est utilisé que par 7,20% de la population et le bouche à oreille avec 13%.

Nous avons voulu savoir si certains médias informaient particulièrement sur les risques qui touchent la commune. Pour cela nous avons croisé la question « pensez-vous habiter dans une zone à risque ? » et les différents médias utilisés (Graphique 32). Sept médias sont liés de façon significative à cette question. Nous pouvons remarquer que globalement l'utilisation d'un média augmente la proportion de personnes pensant habiter dans une zone à risque, excepté pour la télévision. On remarque que Canal9 joue particulièrement son rôle d'information sur les risques locaux.

**Graphique 32**



Nous avons fait ensuite la même chose pour perception de la soumission face aux risques, pour voir si un média rendait celle-ci plus aisée. Pour la soumission concernant les risques naturels, nous avons cinq liens significatifs avec des médias. Tout d'abord, le fait d'utiliser le journal « Sur le Pont » a tendance à renforcer les perceptions de soumission

« faible » et « moyen » alors que le journal « L'Entre deux » renforce clairement la perception de la soumission en accentuant les proportions de « moyen » et « élevé ». Les radios locales ont un effet d'augmentation pour la perception « élevé » mais aussi « faible », tandis que le bouche à oreille tend à diminuer les valeurs extrêmes : « pas de risque » et risque « élevé ». Enfin la lecture des journaux nationaux semble renforcer la perception des risques naturels comme plutôt faible.

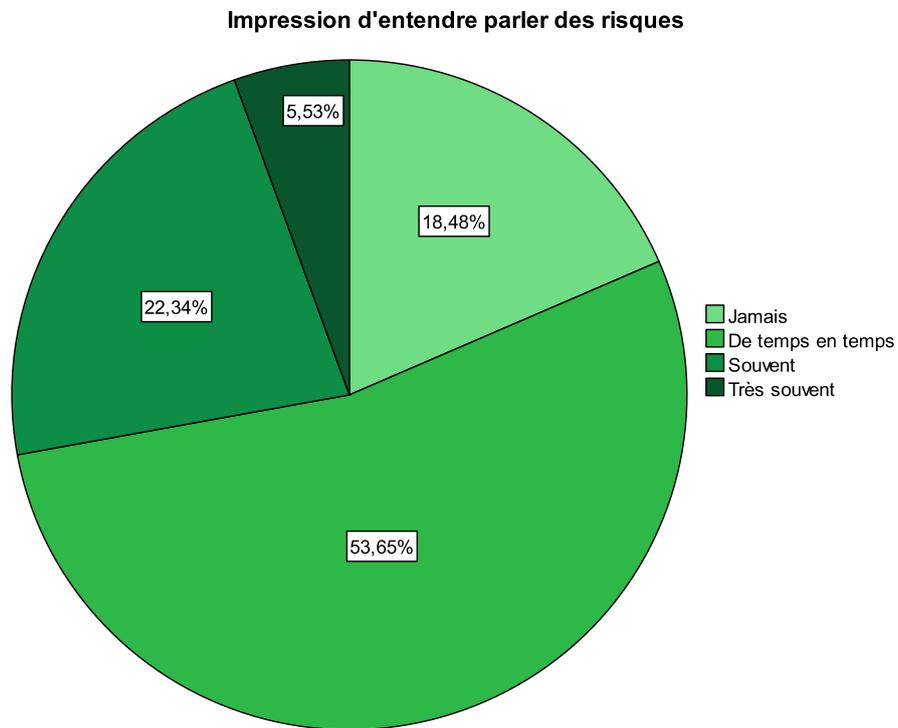
Pour la soumission aux risques industriels, il existe moins de liens significatifs, dû à la forte proportion de personnes répondant risque « moyen » et « élevé ». Les tracts renforcent encore cette proportion de gens estimant la soumission comme « élevée ». Il existe aussi un lien pour les journaux locaux, avec un Tau de Kendall significatif, et l'on note aussi une diminution de la perception « faible ».

Nous voulions aussi savoir si l'utilisation de médias spécifiques entraînait une baisse ou une augmentation de la préoccupation. Pour les risques naturels, on trouve trois liens significatifs. Tout d'abord avec Canal 9 et les radios locales qui tendent à augmenter les proportions de personnes « assez » ou « beaucoup » préoccupé en diminuant les proportions de ceux n'étant pas du tout préoccupé. A l'opposé la télévision diminue la proportion pour la modalité « beaucoup » mais renforce celle des modalités centrales : « un peu » et « assez ».

Pour la perception des risques industriels, nous trouvons des liens significatifs pour tous les médias sauf le journal « Sur le Pont », les radios et la télévision. De façon globale les liens que nous obtenons tendent à renforcer les niveaux de préoccupations supérieurs.

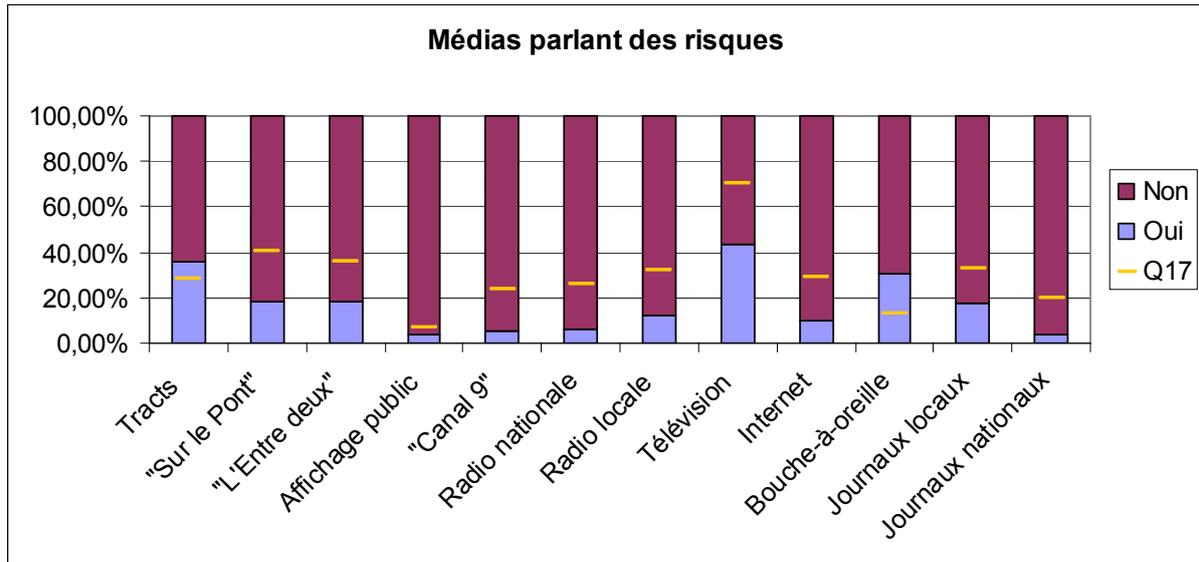
Le thème des risques majeurs est présent dans les médias, sans être un sujet particulièrement abordé puisque la moitié des individus en entendent parler de temps en temps (Graphique 33). Nous notons tout de même qu'un peu moins d'un cinquième de la population n'entend quand même jamais parler des risques. Nous avons croisé, cette question avec l'utilisation des différents médias de la question précédente, pour savoir si un média en particulier jouait un rôle dans le fait d'entendre parler des risques. Seule l'utilisation du média « les journaux nationaux » joue un rôle, sur l'impression d'entendre parler des risques. Nous observons que la proportion des gens qui n'entendent jamais parler des risques est deux fois plus faible chez les gens utilisant ce média que ceux qui ne l'utilisent pas.

**Graphique 33**



Nous avons croisé l'impression d'entendre parler des risques avec le fait de penser habiter dans une zone à risque et nous n'obtenons pas de lien significatif. Nous l'avons également fait avec la variable « nombre de média utilisés ». Là également le lien trouvé n'est pas significatif, mais on peut tout de même noter un effet assez visible, plus l'impression d'entendre parler des risques est forte, plus la proportion de personnes utilisant plus de cinq médias est grande.

**Graphique 34**



Nous nous intéressons maintenant aux médias par lesquels les personnes entendent parler spécifiquement des risques (Graphique 34). Nous pouvons voir une baisse généralisée de la citation des médias pour l'information des risques, cela correspond au fait que la majorité des personnes n'entendent parler des risques que de temps en temps. Les tracts et le bouche à oreille sont les deux exceptions, puisque une proportion supérieure de personnes entendent parler des risques, par rapport à ceux qui l'utilisent. La télévision garde son rôle de premier plan, mais est suivie de près par les deux médias qui ont vu augmenter leur proportion. Ensuite on retrouve, comme pour la question de l'utilisation générale des médias, les médias locaux : journaux, « Sur le Pont », « L'Entre deux » et Radio locale.

Lorsque nous croisons les différents moyens d'informations qui parlent des risques et les niveaux de soumissions estimés, peu de lien ressortent. Pour le cas des risques naturels, il y en a 3, avec les tracts, les radios locales et le bouche à oreille. Les personnes, qui entendent parler des risques par ces médias, ont tendance à estimer moins fortement que les autres la soumission à ce type de risque, excepté pour les radios locales. Ainsi dans ce cas les personnes qui entendent parler des risques par ce média sont 35,7% à considérer la soumission comme « élevé » contre 12,4 %.

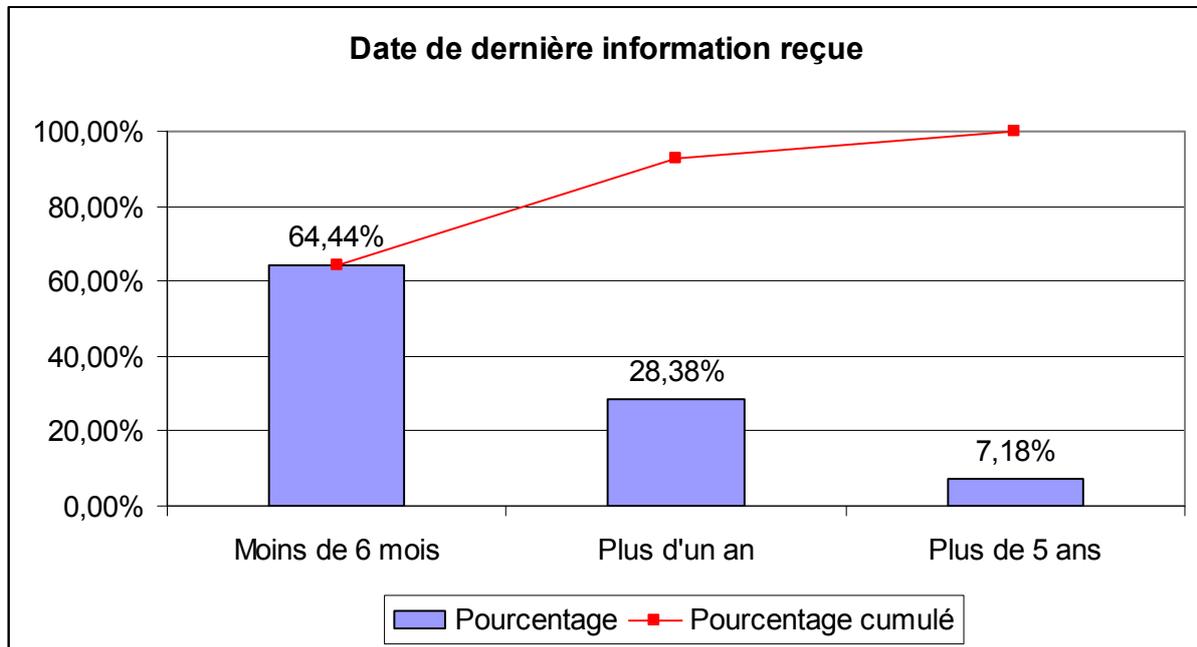
Pour les risques technologiques nous trouvons là seulement deux liens significatifs. Le fait d'entendre parler des risques par l'affichage public et internet tendrait à diminuer l'intensité de perception de la soumission à ce type de risque. Cette différence est particulièrement forte pour le premier média, où la classe « élevé » perd 26 point et celle « Pas de risque » en gagne 13.

Nous allons maintenant étudier les liens entre le fait d'entendre parler des risques par un média précis et la préoccupation sur les risques. Les liens significatifs, il y en quatre, sont tous obtenus sur des médias locaux spécifique à Pont-de-Claix. Tout d'abord avec le journal « Sur le Pont », on obtient des liens pour les deux types de risque. Les informations traitant des risques dans ce média ont tendance à augmenter le sentiment de préoccupation vis-à-vis des risques et tout particulièrement ceux technologiques. Ainsi pour les risques naturels on a une augmentation des proportions pour les niveaux « Un peu » et « Assez » et des baisses pour les deux autres notamment « Pas du tout ». Pour le type technologique, ceux qui entendent parler des risques par ce média sont près de la moitié à être « beaucoup » préoccupés contre moins de 40% dans l'autre cas pour les modalités « assez » et « beaucoup » cumulés. Les deux autres liens sont entre la préoccupation face aux risques technologiques et le journal « L'Entre Deux » et Canal 9.

Pour savoir si certain médias parlent particulièrement des risques à Pont de Claix, quand ils abordent le thème des risques en général, nous avons croisé ces médias avec le fait de penser habiter dans une zone à risque. Nous remarquons que globalement il n'y a que peu de variations entre les deux cas, entendre parler des risques ou non par ce média. Il n'existe que deux liens significatifs, qui semblent indiquer que le fait d'entendre parler des risques par ce média renforce l'impression d'habiter dans une zone à risque. Ce sont le journal local « Sur le Pont » et la chaîne de télévision « Canal 9 ». Là aussi, dans les deux cas, quand on entend parler des risques par leur intermédiaire, la préoccupation est plus forte, 50% des individus choisissant le niveau « beaucoup » contre moins de 25% de façon générale.

## B) Comportement face à l'information

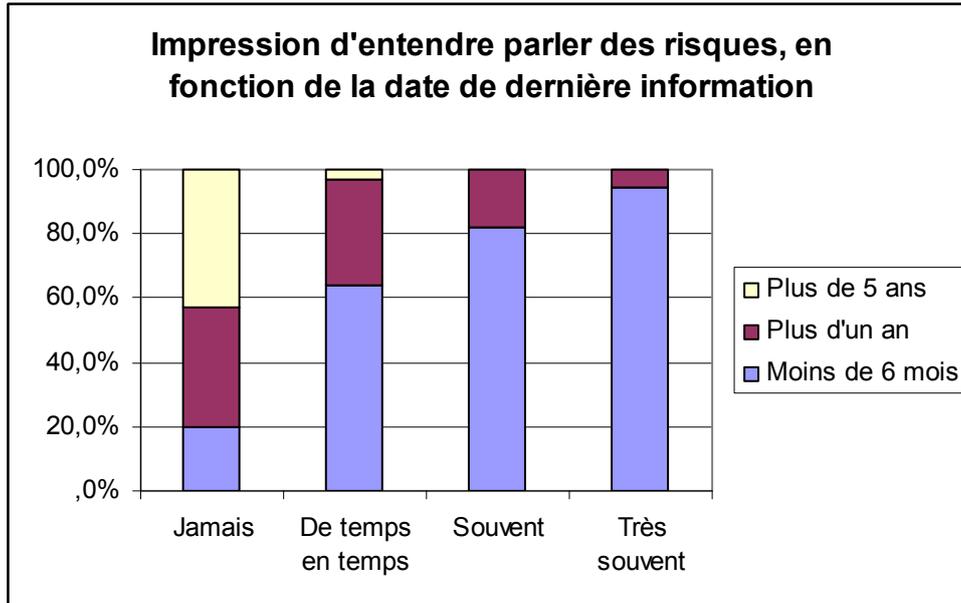
**Graphique 35**



Nous allons maintenant nous intéresser au « comportement » face à l'information sur les risques. La première question traitée étant la date de la dernière information reçue à ce sujet, avec comme propositions : moins de 6 mois, Plus d'un an et Plus de 5 ans (Graphique 35). Pour près des 2/3 des individus, la dernière information date de moins de 6 mois, mais il y a quand même 7% de la population qui possède une information qui date d'au moins 5 ans, ce qui est relativement important.

Nous avons croisé cette question avec les variables concernant le nombre de médias utilisés et l'impression d'entendre parler des risques (Graphique 36). Pour le premier cas, nous n'obtenons pas de lien significatif, alors que pour le second cas, le lien obtenu est assez fort avec un V de Cramer de 0,414 et un risque d'erreur très faible. Le lien obtenu est logique, puisque plus l'impression d'entendre parler des risques est importante plus la proportion des personnes dont la dernière information date de moins de 6 mois est forte.

**Graphique 36**

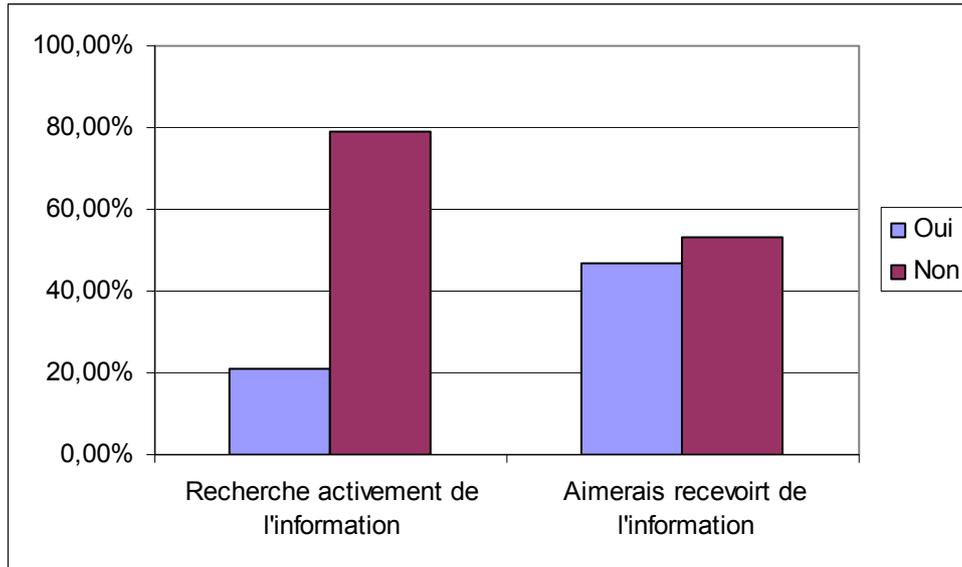


Nous avons aussi croisé la date de dernière information reçue avec les différents types de médias utilisés. Le seul média ressortant avec un lien significatif est la télévision. Mais on ne peut pas vraiment conclure sur son effet, car si la proportion de personnes ayant reçu une information il y a moins de 6 mois, chez les utilisateurs de ce média, est supérieure de 5 points, on assiste aussi à une sur-représentation de la proportion pour les personnes dont la date est de plus de 5 ans, avec 7 point en plus.

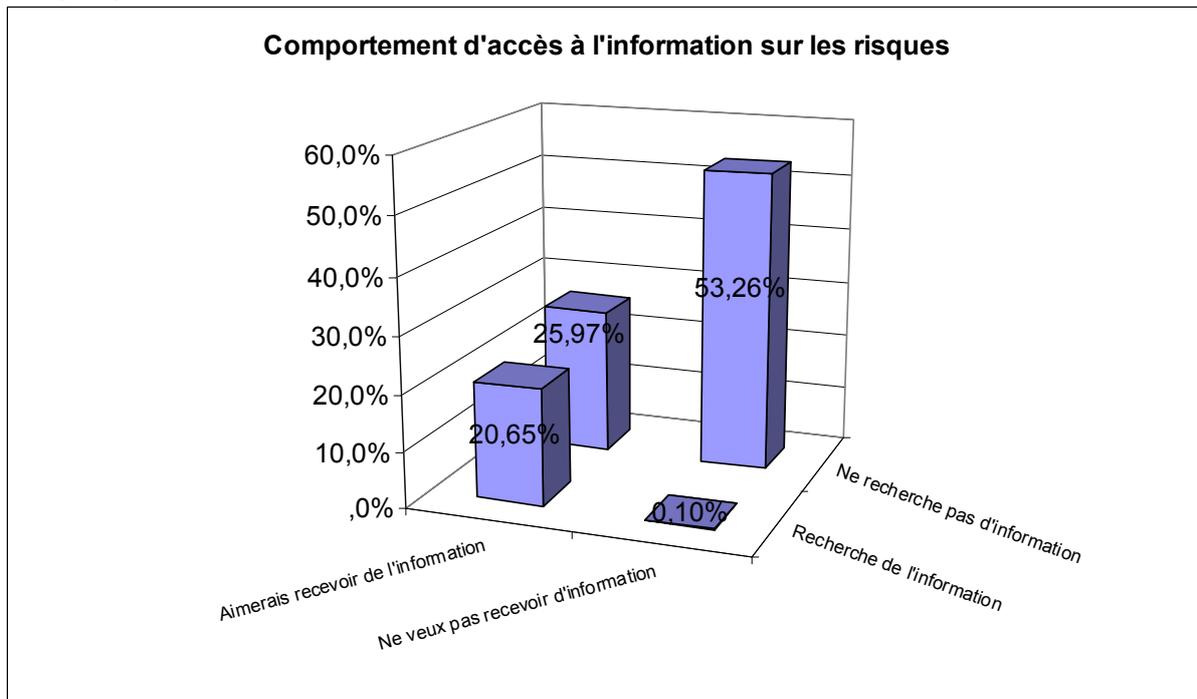
Grace à l'étude de la question suivante, nous pouvons voir que la population a plutôt une attitude passive pour ce qui est de l'information sur les risques. Ainsi, si un peu moins de la moitié des personnes aimeraient recevoir de l'information sur le sujet, elles ne sont que 20% à en rechercher activement par elles-mêmes (Graphique 37).

Nous avons croisé les réponses obtenues à ces deux questions et il en ressort un phénomène intéressant (Graphique 38). Le lien obtenu est significatif et il nous montre que ce sont les personnes qui recherchent déjà de l'information qui souhaiteraient davantage en recevoir. Les personnes qui sont en recherche active sont presque en quasi-totalité à vouloir en recevoir alors que les autres ne sont qu'1/3. Nous pouvons donc voir que presque la moitié des individus est « fermé » à l'information sur les risques, qu'un quart est prêt à s'informer sur les risques et que le dernier quart est déjà intéressé par les risques.

**Graphique 37**



**Graphique 38**

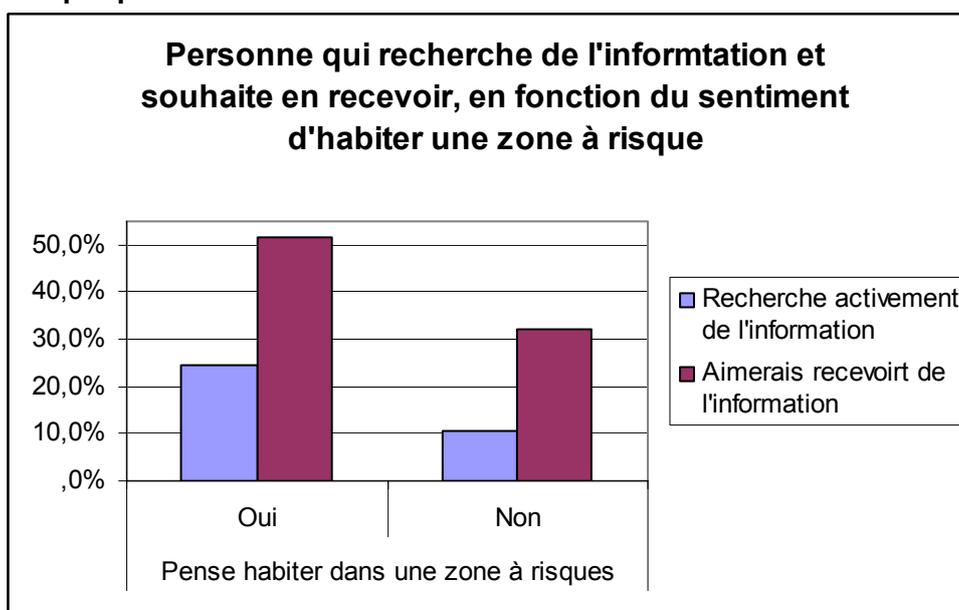


Ces variables ont été croisées avec les questions signalétiques, pour essayer de voir s'il existait des strates de la population ayant des comportements différents des autres, plus ou moins concernés par l'information sur les risques. Il en ressort un seul lien, le fait de rechercher de l'information avec les PCS, Le résultat obtenu est que les professions intermédiaires et les inactifs, en plus faible proportion, sont les deux PCS qui semblent rechercher le plus d'information sur les risques.

Nous pouvons penser que ce sont les personnes qui se sentent concernées par les risques, notamment en pensant habiter dans une zone à risques, qui sont plus ouvertes à

l'information sur ce thème. Après croisement de ces deux variables avec la question 16, on obtient bien deux liens significatifs (Graphique 39). Car s'il y a  $\frac{1}{4}$  des personnes qui pensent habiter dans une zone à risque qui recherchent activement de l'information, ils ne sont que 10% chez les autres. La différence est encore plus forte pour le fait de recevoir de l'information, car on passe de 32% à 52% des individus.

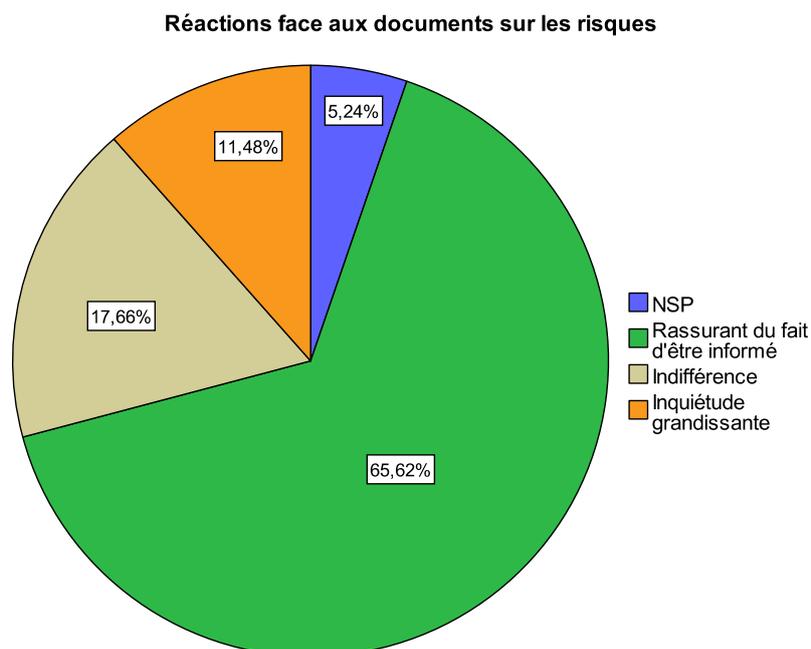
**Graphique 39**



Nous avons également croisé ces deux variables avec l'impression d'entendre parler des risques. Ainsi, nous pourrions croire que les personnes qui ont déjà l'impression d'entendre suffisamment parler des risques ne vont pas en plus rechercher ou vouloir recevoir de l'information supplémentaire. Les liens obtenus ne sont pas significatifs et nous ne pouvons donc pas tirer de conclusion. Mais à titre simplement descriptif, le croisement avec le fait de rechercher activement de l'information, où il y a un risque d'erreur de 7%, on remarque que les personnes qui recherchent de l'information sont surreprésentées chez les personnes qui n'entendent jamais ou de temps en temps parler des risques.

Pour terminer cette partie sur l'information sur le thème des risques, nous avons voulu savoir le ressenti des individus face à ces documents, quatre propositions de réponses leur étaient proposées (Graphique 40). Les  $\frac{2}{3}$  des individus se disent rassurés par ces documents alors qu'un peu moins d'une personne sur cinq est quant à elle indifférente. Enfin en troisième position, chez 11,48% de la population, les documents ne font qu'accroître l'inquiétude au sujet des risques.

## Graphique 40



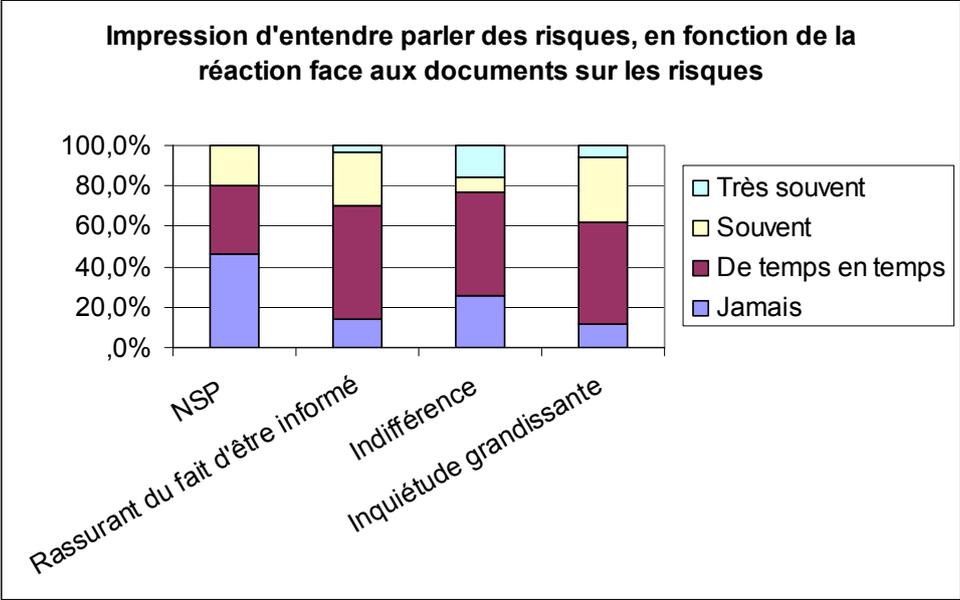
Pour essayer de caractériser précisément cette part de la population dont l'inquiétude est grandissante nous avons croisé cette question avec plusieurs variables. Lorsque nous faisons cela avec les indices sur la différence soumission/préoccupation face aux risques, les liens ne sont pas significatifs, mais on peut tout de même observer que ces personnes se retrouvent surreprésentées chez les personnes qui surestiment leur niveau de préoccupation par rapport à leur niveau de soumission.

Nous avons ensuite effectué des croisements avec les différentes questions d'accès sur l'information, d'où nous obtenons trois liens significatifs. Premièrement, avec l'impression d'entendre parler des risques, les personnes qui ont une inquiétude grandissante sont réparties de façon semblable à celles que cela rassure (Graphique 41). Ces deux groupes ont une majorité de personne qui en entend parler « de temps en temps », nous pouvons noter toutefois une proportion de personne déclarant entendre parler souvent des risques légèrement supérieure chez les personnes dont l'inquiétude grandie. Mais nous remarquons que les personnes qui ne se prononcent pas sont 45% à ne jamais entendre parler des risques et 1/3 de temps en temps. Pour les personnes indifférentes, ils ont la deuxième proportion pour la modalité « jamais », mais aussi la première pour « très souvent ».

Deuxièmement, le lien avec le fait de chercher de l'information, où cette fois si, seuls les indifférents se démarquent du reste, ils ne sont que 5% à chercher activement de l'information contre environ 20% pour les trois autres catégories. Troisièmement, le lien avec le fait de souhaiter recevoir de l'information montre que ce sont les personnes dont

l'inquiétude grandie en entendant parler des risques qui souhaitent le plus en recevoir, à 63,6%. Derrière l'on trouve les personnes qui sont rassurées par les documents avec un peu plus de la moitié des individus.

**Graphique 41**

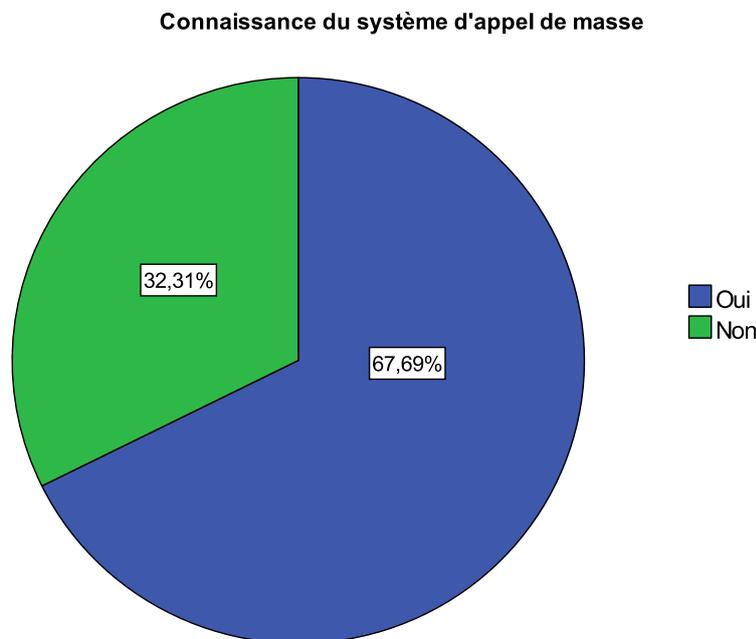


## V Connaissances en cas de catastrophe

Nous allons maintenant étudier les connaissances de la population sur les systèmes et les attitudes à avoir lors d'une catastrophe. Nous avons donc traité pour cela les questions 22 et 22bis sur le système d'appels en masse et les questions 23 et 24 sur deux comportements à avoir lors d'une catastrophe : l'utilisation du téléphone et le fait d'aller chercher ces enfants à l'école.

### A) Le système d'appels en masses

**Graphique 42**

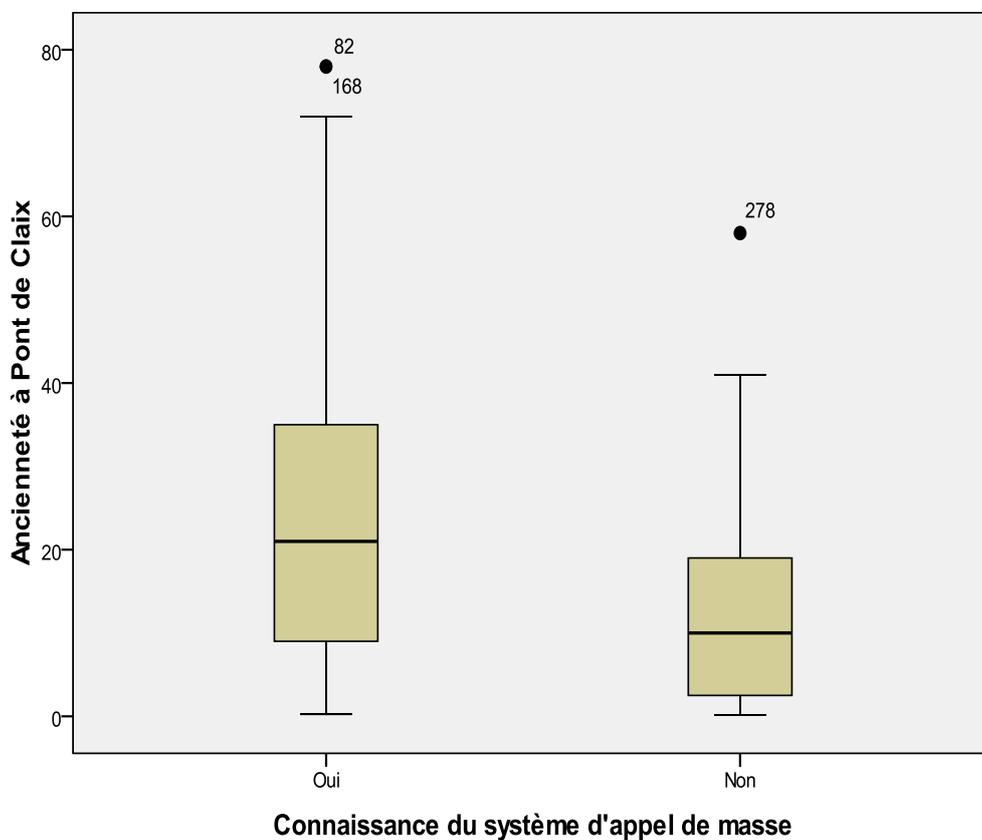


Concernant le système d'appels en masse, les 2/3 des habitants en ont connaissance (Graphique 42). Nous avons croisé cette question avec les différentes variables signalétiques, pour savoir si certaines couches de la population ont mieux connaissance de ce système.

Pour le croisement avec l'âge, on peut noter un certain lien d'ordre, les classes connaissant le moins le système d'appels en masse sont les 18-19 et les 20-29 ans qui ont la proportion la plus faible, moins de la moitié. Il y a, à l'opposé, un « pic » de connaissance, au-dessus de 80%, pour les 50-59ans. Ensuite pour ce qui est des PCS, ce sont les retraités qui sont le mieux au courant, à près de 90%. On trouve derrière les ouvriers puis les PCS

classées comme « Cols blancs ». Les moins informés sont les employés et inactifs avec seulement 57% des individus qui ont connaissance de ce système. Pour la zone de travail, on obtient la répartition classique, les gens travaillant à Pont-de-Claix sont les mieux informés suivis des gens travaillant hors du rayon d'information. L'ancienneté joue un rôle d'ordre, la connaissance de ce système augmente globalement avec l'ancienneté (Graphique 43). Les personnes ayant des enfants sont celles qui sont les plus nombreuses à connaître ce système, elles sont plus des 3/4, alors que les couples sans enfants sont eux peu au courant puisqu'ils ne sont que 43% à savoir que cela existe. Enfin on trouve aussi un lien significatif avec la situation du logement, ainsi les propriétaires sont les 3/4 à connaître ce système contre seulement 60% des locataires.

**Graphique 43**

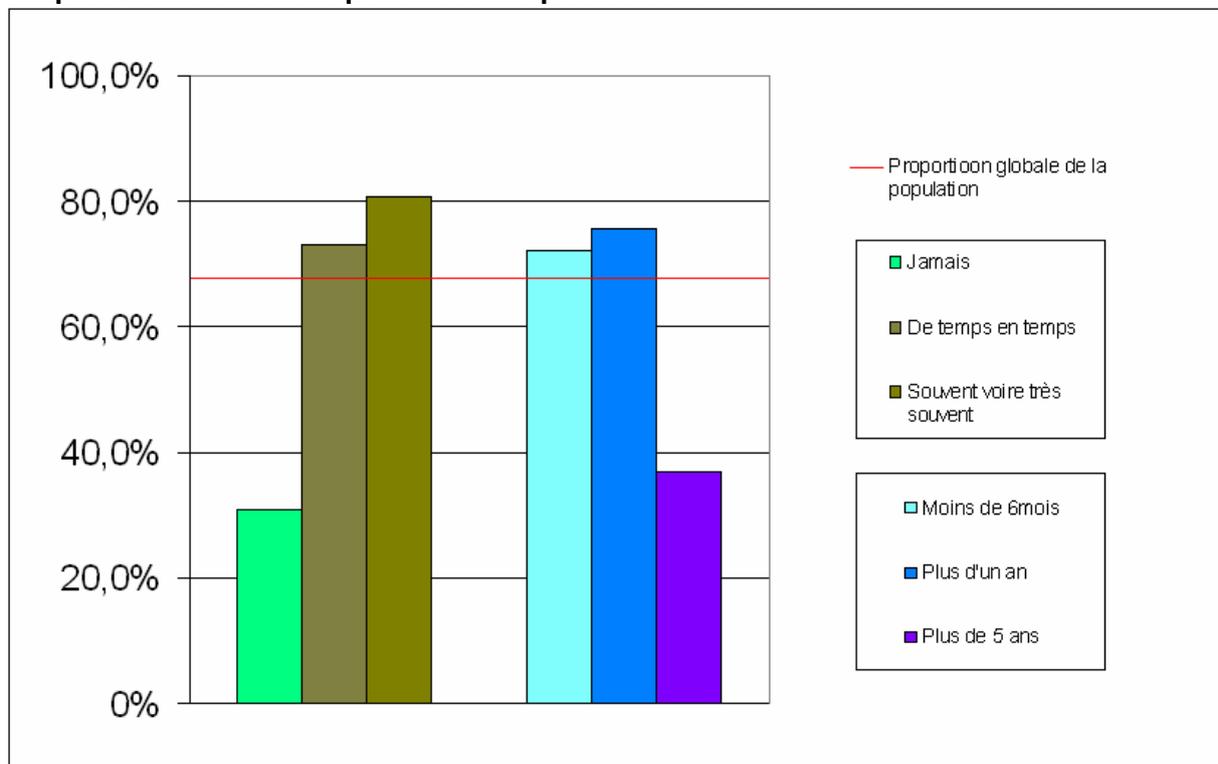


Observations pondérées par POIDS

Nous avons donc croisé cette question avec celles du comportement face à l'information sur les risques (Q18, 19 à 20bis). Les croisements significatifs sont avec l'impression d'entendre parler des risques et la date de la dernière information reçue (Graphique 44). Chose logique, il en ressort que ce sont les personnes qui entendent le plus parler des risques qui ont tendance à plus connaître l'existence de ce système. Et pour la

date de dernière information, on note une large diminution de cette connaissance pour les personnes n'ayant pas reçu d'information sur les risques depuis plus de 5 ans.

**Graphique 44 : Connaissance du système d'appels en masse en fonction de l'impression d'entendre parler des risques et de la date de dernière information**

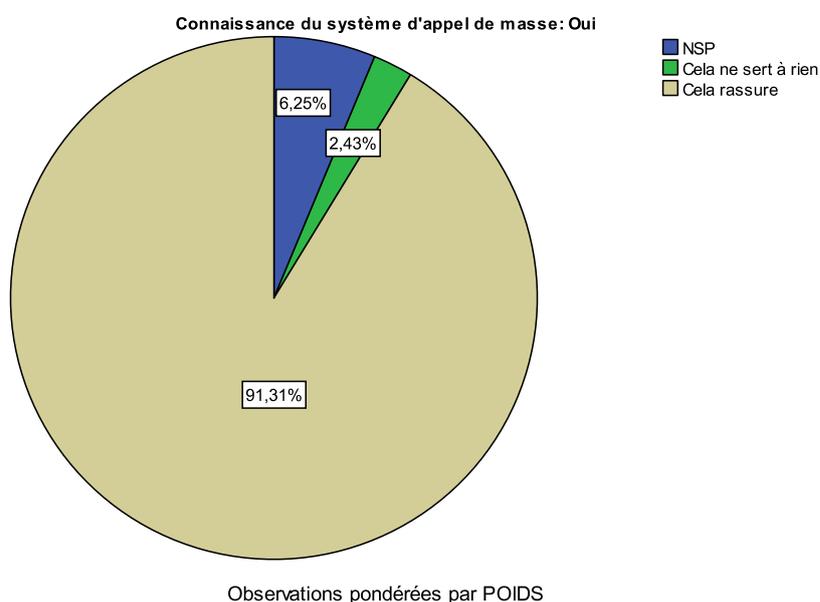


Nous pouvons penser que la connaissance de ce système peut dépendre en partie des moyens d'informations utilisés, ainsi l'utilisation des médias locaux permettrait d'augmenter la connaissance du système d'appels en masse. Pour les croisements, on obtient trois liens significatifs, allant dans le sens où l'utilisation du média renforce la connaissance du système d'appels. C'est trois médias sont les tracts, les radios locales et les journaux locaux. Mais le lien que nous trouvons avec le bouche à oreille est dans le sens inverse, ainsi les personnes utilisant ce moyen d'information ont moins connaissance du système. Quand nous refaisons les croisements, mais avec les médias par lesquels ils entendent parler des risques on obtient plus de liens. Le bouche à oreille est toujours présent et le lien est dans le même sens. Nous avons par ailleurs cinq liens qui laissent à penser que l'information sur les systèmes d'appels peut passer par ces médias, car la connaissance de celui-ci est plus forte pour les utilisateurs de ces médias. On retrouve les radios locales et journaux locaux, mais, il y a aussi des liens avec ces mêmes médias du niveau national et la télévision.

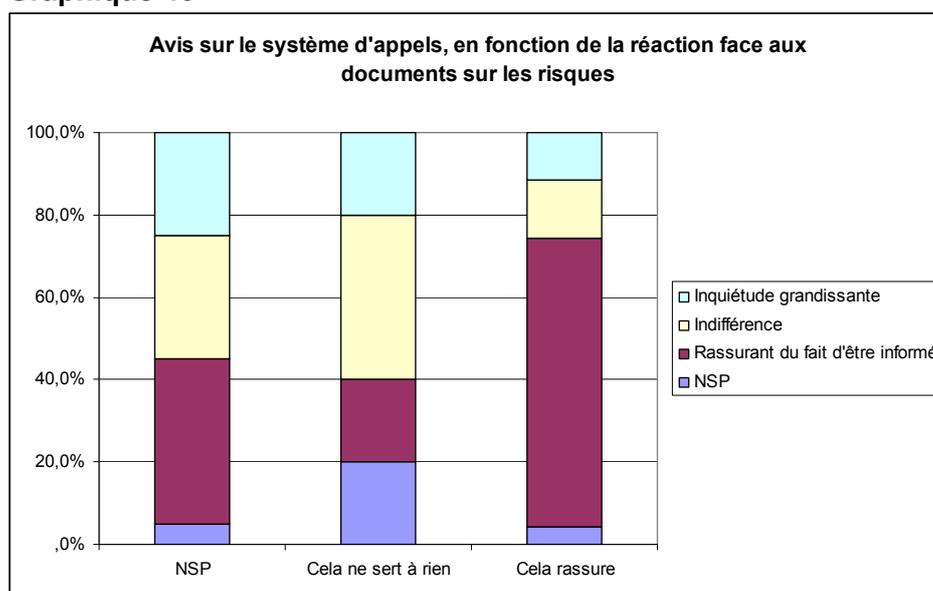
Nous avons ensuite demandé aux personnes qui connaissaient ce système leurs avis dessus. Pour cela quatre propositions leur était offertes : « C'est bien cela vous rassure », « Cela ne sert à rien », « Les tests vous dérangent » et « Ne se prononce pas ». A une écrasante majorité, la population trouve cet outil rassurant, plus de 90%. Moins de 3% de la population trouve au contraire que cela ne sert à rien. Là aussi, nous avons croisé avec les variables signalétiques, mais aucun lien significatif n'existe.

**Graphique 45**

**Avis sur le système d'appel**



**Graphique 46**

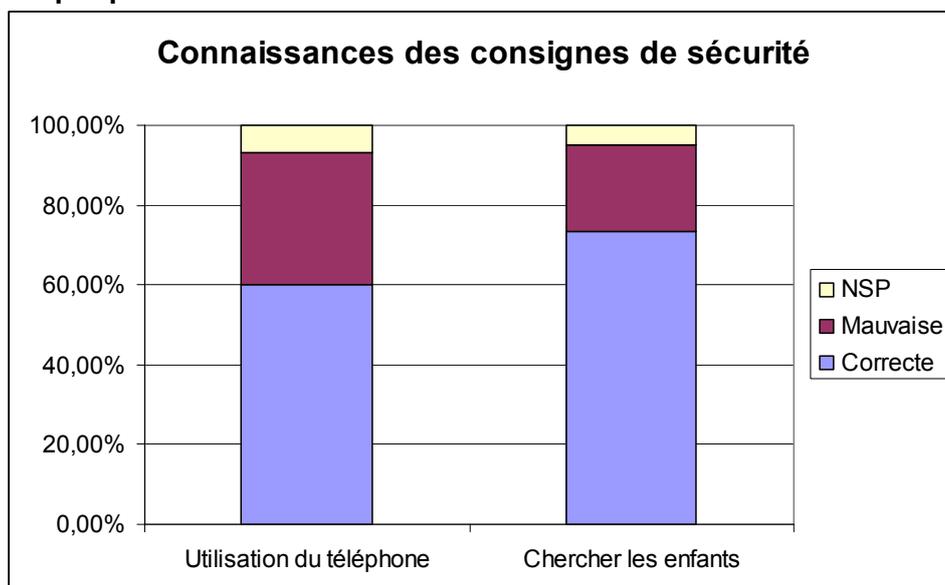


Nous avons effectué un croisement entre l'avis sur ce système d'appels en masse et la réaction face aux documents sur les risques (Graphique 46). On note un lien significatif entre ces deux variables, les personnes qui trouvent ce système rassurant sont 75% à trouver les documents sur les risques également rassurants. Alors que les personnes qui pensent que « cela ne sert à rien » ont elles plutôt tendance à être indifférentes aux documents ou à ne pas se prononcer. Les personnes qui ne donnent pas leur avis sur le système sont le plus souvent rassurées par les documents sur les risques, mais les modalités « Indifférence » et « Inquiétude grandissante » se situent juste derrière à presque égalité.

## B) Les Consignes à appliquer

Nous nous sommes intéressés ensuite aux connaissances des consignes de sécurité lors d'une catastrophe, concernant l'utilisation des téléphones et le fait d'aller chercher ses enfants à l'école (Graphique 47). Les consignes ne sont pas totalement assimilées, notamment en ce qui concerne l'utilisation du téléphone. Ainsi une faible majorité, 60%, sait qu'il ne faut pas téléphoner à ses proches pendant une catastrophe pour éviter de gêner l'intervention des secours. La seconde consigne est mieux assimilée puisque dans ce cas ce sont les 3/4 des gens qui savent qu'il ne faut pas aller chercher ses enfants à l'école, au risque de s'exposer au danger et d'encombrer le réseau routier.

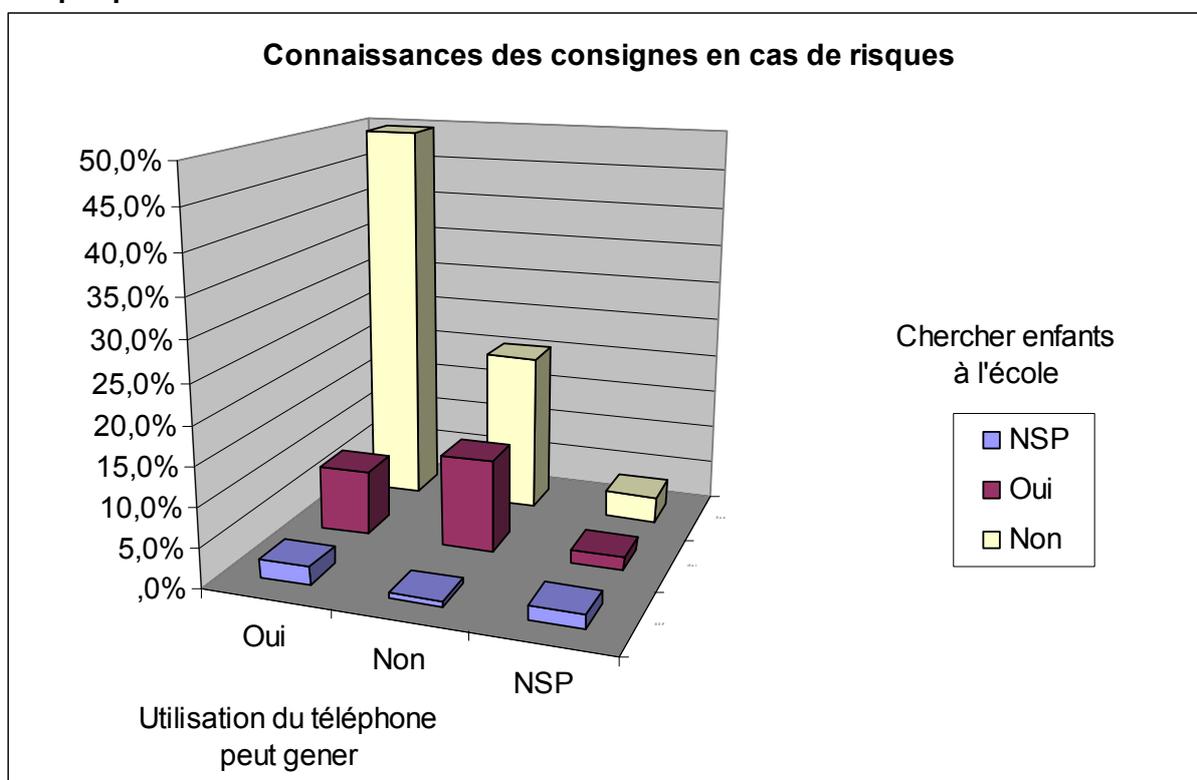
**Graphique 47**



Après un croisement de ces deux variables, dont un lien significatif ressort, on voit que seulement 1 habitant sur 2 connaît les consignes à respecter dans ces deux cas et qu'ils

sont près de 12%, à l'inverse, à avoir faux aux deux questions (Graphique 48). Comme nous l'avons vu, les consignes sur le fait d'aller chercher les enfants sont mieux connues, puisque environ 1/4 des gens ne connaissent que cette consigne, deuxième cas le plus fréquent, contre 10% des habitants connaissant uniquement l'autre consigne. Si nous considérons que les gens qui ne se prononcent pas ne connaissent pas les consignes alors on peut considérer que la moitié de la population connaît les consignes, 15% a faux aux deux consignes et 35% n'ont que des connaissances partielles. Il reste donc un travail relativement important à accomplir sur les informations par rapport aux consignes de sécurité.

**Graphique 48**



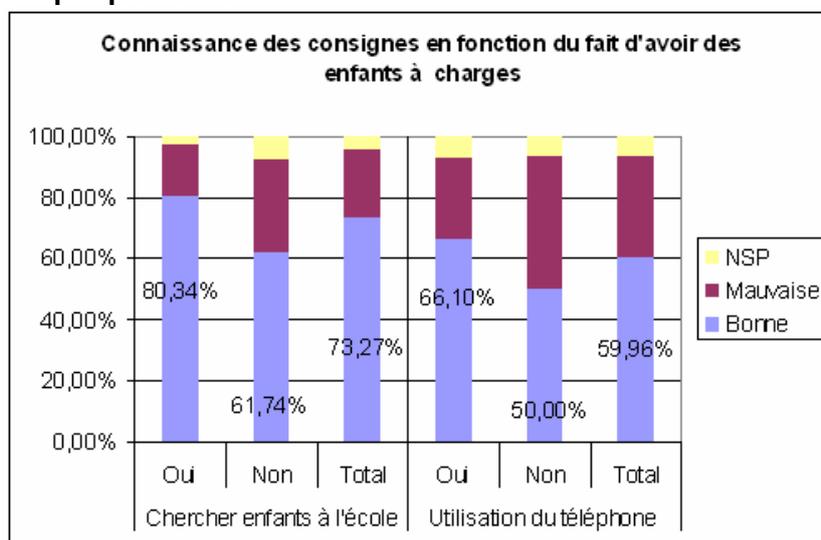
Nous avons croisé les connaissances à ces consignes aux différentes variables signalétiques, pour savoir si certaines couches de la population ont de vrais déficits de connaissance ou au contraire sont particulièrement bien renseignés. Très peu de liens ressortent significatifs. L'âge croisé avec la connaissance sur l'utilisation du téléphone montre que les plus de 60 ans ont particulièrement une mauvaise connaissance de cette consigne, ils sont moins de 40% à connaître la consigne. Les autres classes d'âges ont des proportions assez proches, mais l'on peut tout de même différencier les moins de 30 ans, qui sont légèrement en dessous, vers 58%, alors que le maximum de près de 75% revient aux 50-59 ans.

La zone de travail est un facteur significatif des deux consignes. Ainsi globalement les gens qui travaillent à Pont de Claix sont ceux qui connaissent le mieux les consignes. Les gens qui exercent leurs activités hors du rayon d'information, ont une connaissance identique que les travailleurs du rayon pour la connaissance sur l'utilisation du téléphone. Mais pour ce qui est du fait d'aller chercher ses enfants à l'école, ils sont autant que les gens de Pont de Claix à connaître cette consigne.

Nous obtenons aussi un lien significatif avec l'ancienneté pour la consigne concernant le téléphone. Il n'y a pas d'effets d'ordre puisque les personnes installées depuis moins de 3 ans et plus de 20 ans ont un même niveau de connaissances. La classe d'âge connaissant le moins cette consigne sont les gens installés entre 10 et 19 ans, moins de la moitié la connaît. Alors que les personnes installées entre 3 et 10 sont eux un peu moins des ¾ à la connaître.

Enfin le fait d'avoir des enfants à charge accroît les proportions des personnes ayant connaissance des consignes (graphique 48bis). La différence est la plus forte pour la consigne « aller chercher ses enfants à l'école ». Le taux de connaissance chez les personnes qui ont des enfants à charges est de 20 points supplémentaire par rapport aux autres.

**Graphique 48bis**



Nous allons maintenant croiser ces variables à celles sur le comportement face à l'information. Aucun lien significatif n'en ressort, mais par contre on obtient des liens significatifs dans les deux cas avec le croisement à la connaissance du système d'appels en masse. Les personnes qui ont connaissance des bons comportements à avoir sont aussi plus nombreuses à connaître ce système.

Pour essayer d'appréhender les sources de connaissance de ces consignes, nous les avons croisées avec les médias utilisés. Pour la question sur l'utilisation du téléphone, il en ressort deux liens significatifs. Le premier est l'information par tracts qui aurait un effet d'information sur cette consigne, puisque 73% des gens les utilisant pour s'informer connaissent les bonnes consignes pour l'utilisation du téléphone contre 55% pour les autres. Nous pouvons penser que cela est dû à la campagne d'information sur les risques industriels menée en 2008 et qui utilisait principalement ce moyen de communication. La télévision est le second média lié, mais vu que les proportions sont cette fois-ci inversées, elle ne semble pas apporter de gain de précision.

Pour la consigne sur le fait d'aller chercher ses enfants à l'école nous trouvons deux fois plus de liens significatifs. Les deux journaux de la mairie ont des effets positifs, puisque les proportions de connaissance de la consigne double pratiquement, de 15% à 30% des individus, quand on utilise l'un d'eux pour s'informer. L'utilisation du bouche à oreille agit dans le même sens, puisque les proportions passent de 19,6% à 37,8%. Enfin, les radios locales n'ont elles aucun effet de gain, puisque la proportion chez les personnes l'utilisant est inférieure de 10 points.

## V Acteurs et moyens de gestion des risques

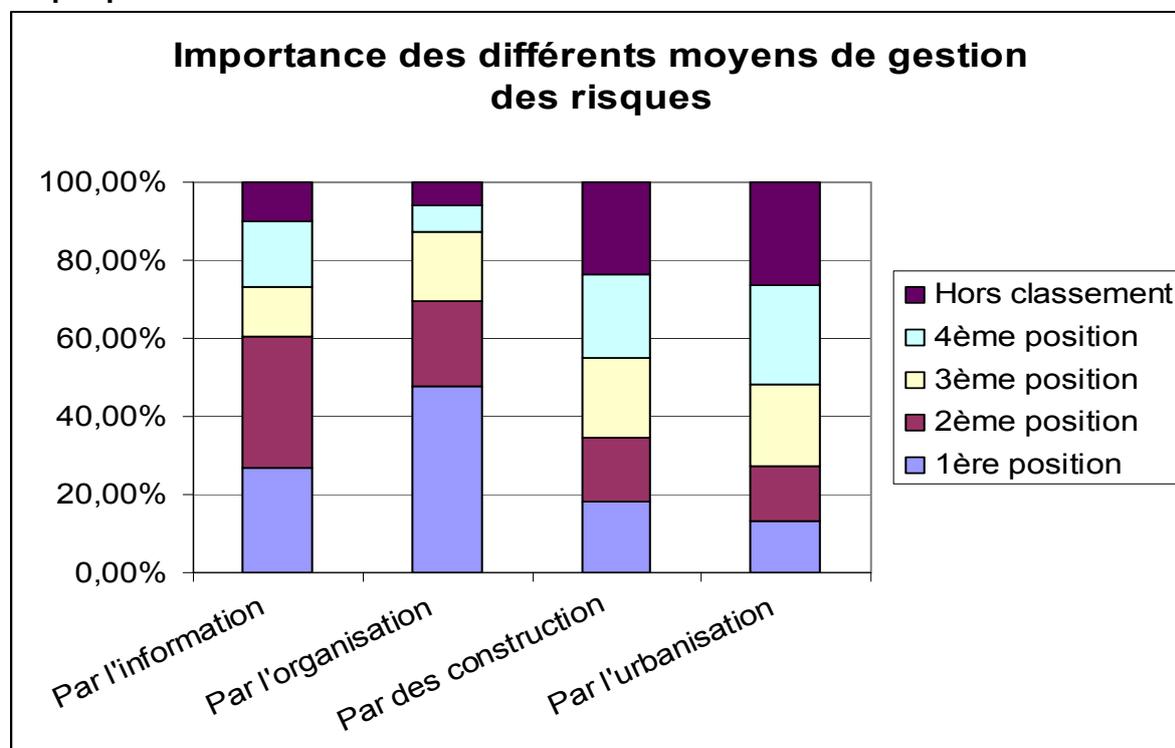
Pour terminer cette enquête nous avons voulu connaître l'opinion de la population sur les moyens de gestion des risques. Nous voulions aussi savoir selon eux quels sont les acteurs qui seraient les plus à même de les informer sur les risques. Cette dernière partie va donc vous présenter les résultats obtenus aux deux dernières questions.

### A) Les moyens de gestion des risques

Pour étudier l'opinion sur les moyens de gestion des risques, 4 méthodes leur ont été présentées : *l'information de la population, l'organisation des secours, la construction d'ouvrages pour réduire les risques et la prise en compte du risque dans l'urbanisation*. Les personnes interrogées devaient ensuite classer ces quatre moyens (Graphique 49). Certains individus n'ont pas fait le classement en entier, les méthodes non classées ont donc été codées lors de la saisie comme modalité « hors classement ». On peut penser qu'une

personne ne classant pas un moyen le considère comme non important dans la gestion des risques. Si la méthode était dans le classement la modalité qu'elle prend est alors sa place dans celui-ci.

**Graphique 49**



On voit que l'organisation des secours est le moyen de gestion des risques le plus important pour la population, car pratiquement un individu sur deux le classe en première position et 9 sur 10 dans les trois premières positions. Ensuite, l'information de la population apparaît comme un moyen de gestion complémentaire avec 60% de la population qui le place en 1ère ou 2ème position. A l'opposé les méthodes « en dur » sont moins sollicitées par les habitants, chacune d'elle n'étant pas classée par environ ¼ des individus. Entre ces deux moyens on note tout de même une légère préférence pour la construction d'ouvrages pour réduire les risques, puisque ces proportions dans les trois premières positions sont meilleures. La prise en compte par l'urbanisation a donc quant à elle les plus fortes proportions de classement en 4<sup>ème</sup> position et de non classement, tous moyens confondus.

Comparer à l'enquête effectuée à Allevard<sup>8</sup>, ces résultats sont à l'opposé. On peut penser que cette forte différence vient du fait que les principaux risques et préoccupations concernent les risques industriels pour lesquels il peut paraître plus difficile de concevoir des

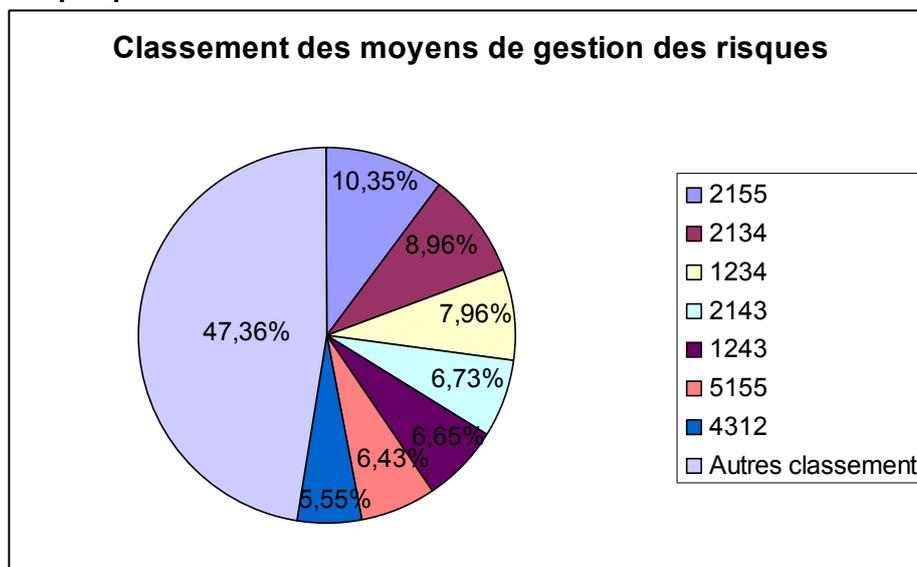
8 «Le risque et les Allevardins : Savoirs et représentations sur le milieu allevardin.», M.DUNEAUT et A.LUNEAU, 2007, IRMa

ouvrages réduisant les risques. De plus, Pont de Claix est une commune dont le territoire est déjà pratiquement totalement urbanisé et en cas de catastrophe industrielle le nuage toxique s'étalerait sur un rayon de plus d'un kilomètre. Il est donc probablement plus difficile pour les habitants de considérer cette solution comme possible. C'est pour cette raison qu'on peut conclure à une sorte de hiérarchie dans les moyens de gestion. Le plus important étant l'organisation des secours, suivi par l'information de la population. La construction d'ouvrages arrivant quant à lui en 3<sup>ème</sup> position et l'on trouve enfin la prise en compte de l'urbanisation.

Lorsque l'on étudie le classement des réponses obtenues, nous voyons effectivement que 8,96% de la population cite ces moyens dans cet ordre, c'est le deuxième ordre de classement le plus répandu. Le classement pouvant ne pas être complet et les ex-æquo possibles, on obtient 41 ordres différents de classement mais les 7 plus importants, 5% au moins dans chaque, représentent déjà plus de la moitié de la population.

L'ordre de classement le plus fréquent va lui aussi dans le sens des conclusions précédentes, car les deux premières positions sont respectées alors que les moyens « en dur » ne sont eux pas classés et donc considérés comme négligeables (Graphique 50). Les classements 3, 4 et 5 sont eux des copies du classement 2 avec des inversions de position entre les deux premiers et entre les deux derniers. Le 6<sup>ème</sup> classement le plus cité est lui assez franc puisqu'il considère que seule l'organisation des secours est importante, ils sont 6,43% à penser cela. Enfin, on obtient quand même un classement à plus de 5% où se sont cette fois les moyens « en dur » qui sont privilégiés par rapport à l'organisation et l'information.

**Graphique 50**



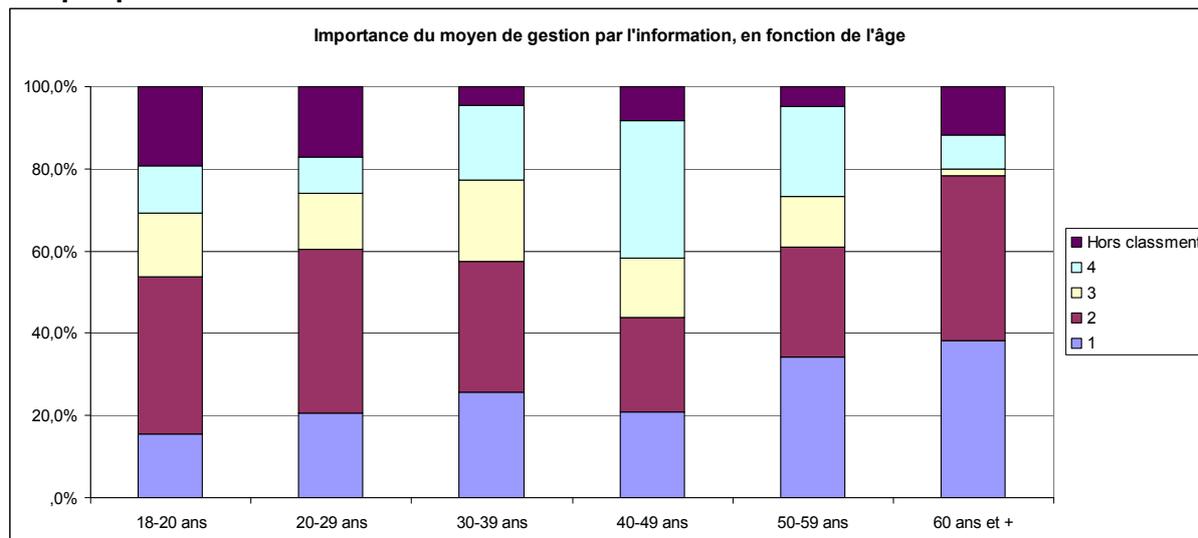
### Légende Graphique 50

Classement	Position du risque dans le classement			
	1er	2ème	3ème	3ème
2155	Organisation	Information		
2134	Organisation	Information	Construction	Urbanisation
1234	Information	Organisation	Construction	Urbanisation
2143	Organisation	Information	Urbanisation	Construction
1243	Information	Organisation	Urbanisation	Construction
5155	Organisation			
4312	Construction	Urbanisation	Organisation	Information

Pour essayer de catégoriser les classements, nous avons croisé ces variables de moyens de gestions avec les variables signalétiques et l'on trouve un certain nombre de liens significatifs. Nous allons détailler pour chaque type de moyen les caractéristiques principales des gens les trouvant importants.

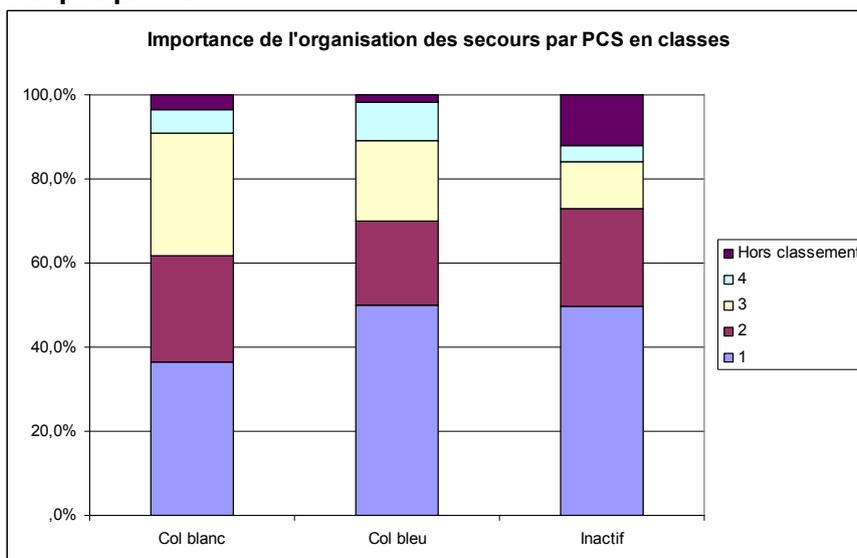
La gestion par l'information est sollicitée principalement par les personnes de plus de 60 ans qui sont près de 80% à classer ce moyen dans les deux premières positions (Graphique 51). Les jeunes de moins de 30 ans sont quant à eux en plus grand nombre à ne pas classer ce moyen. Pour les PCS on obtient aussi un lien significatif, ce sont les retraités, les cadres et les artisans qui privilégient ce moyen alors qu'au contraire les ouvriers sont moins de 10% à le mettre au premier rang de leur classement. Mais comme un certain nombre de cellules a des effectifs trop faibles, nous avons recommencé le croisement avec les PCS regroupés en trois classes. Nous obtenons toujours un lien significatif, il va dans le même sens que le résultat précédent puisque ce sont les cols blancs et inactifs qui préfère ce moyen de gestion des risques. Pour les diplômés, nous avons directement croisé avec cette variable regroupée en quatre classes et l'on remarque que ce sont les personnes ayant fait des études supérieures ou qui ont au plus le certificat qui classe le mieux cette méthode. Les autres variables signalétiques ne sont pas significatives.

**Graphique 51**



Pour la deuxième méthode, l'organisation des secours, on note que les hommes ont tendance légèrement à mieux classer ce moyen de gestion. Pour le croisement avec l'âge on a un effet d'ordre puisqu'on remarque que le classement dans les 2 premières positions diminue lorsque l'âge augmente. Concernant les PCS, on note cette fois-ci une opposition entre les « cols blancs », qui ont tendance à moins bien classer cette méthode et les « cols bleus » et les « inactifs » qui sont déjà presque la moitié à mettre l'organisation des secours à la première place de leurs classements (Graphique 52). Cette opposition se retrouve dans le croisement des diplômes puisque les personnes ayant effectuées des études supérieures, ont tendance également à moins bien classer ce moyen de gestion. Enfin se sont les célibataires avec et sans enfants, qui classent le mieux cette méthode, au contraire des veufs qui ne sont que 33% à le mettre en 1<sup>ère</sup> position et cela est identique pour les locataires qui privilégient ce moyen par rapport aux propriétaires.

**Graphique 52**



La méthode de gestion des risques par la construction d'ouvrages pour les réduire est privilégiée par les personnes entre 30 et 60 ans principalement, alors qu'à l'opposé les plus de 60 ans sont ceux qui la classent le moins bien. Nous pouvons voir aussi que le sexe influence seulement le choix de fin de classement. Ainsi les proportions sont identiques pour les trois premières places, mais sont inversées entre les hommes et les femmes pour la quatrième position et le hors classement. Les hommes étant plus « francs » car un peu moins de 30% ne le classe pas, contre un peu moins de 20% pour les femmes.

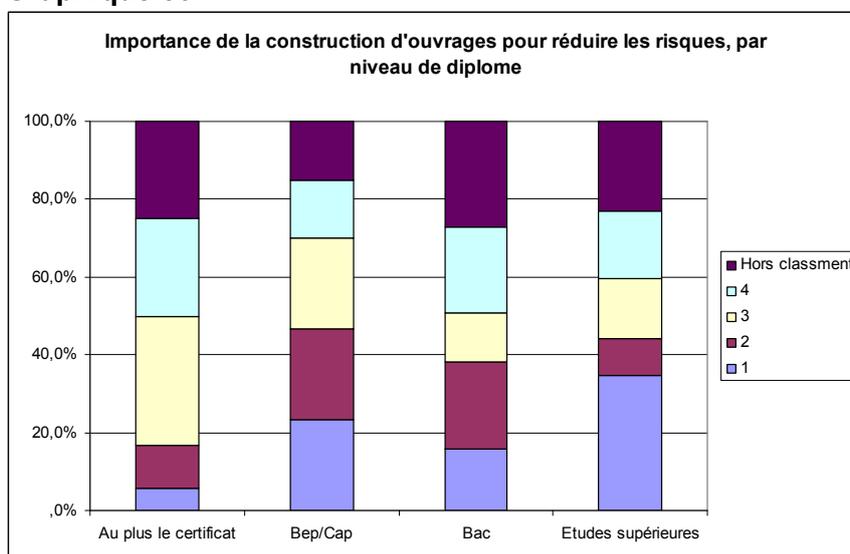
Pour la PCS, on peut les séparer principalement en deux groupes : les ouvriers, professions intermédiaires et inactifs pour qui ce moyen de gestion est relativement important car au moins 40% de chaque strate le classe dans les deux premières positions. A l'opposé on peut noter que les retraités sont moins d'1/5 à faire la même chose et avec moins de 5% en 1ère place.

Pour le diplôme en quatre classes, on remarque que ce sont les personnes détentrices d'un niveau Cap/Bep qui accordent le plus d'importance à ce moyen (Graphique 53). Leur proportion de non classement est la plus faible et celle de première position est la deuxième plus importante. Ce sont les personnes ayant effectuées des études supérieures qui sont les plus nombreux à mettre cette méthode à la première position, avec plus d'un tiers d'entre eux. Leur proportion de non classement est à peu près équivalente aux autres, cela est dû à leurs faibles proportions pour les autres positions.

Enfin pour la situation familiale, on note que les proportions de non réponse sont assez semblables autour de 25%, sauf pour les célibataires sans enfants, où ils ne sont que 18%. On remarque un phénomène identique pour les proportions de 1<sup>ère</sup> place qui sont

assez concentrées entre 17 et 22%, sauf pour les veufs où elle est nulle. Les célibataires sans enfants sont la seule classe qui a une proportion cumulée, des classements aux deux premières classes, supérieure à 40%.

**Graphique 53**



La dernière technique de gestion des risques, par la prise en compte de ceux-ci dans l'urbanisation est marquée par un faible effet d'âge. Ainsi si l'on considère la proportion cumulée des trois premières classes, elle augmente avec l'âge, excepté pour les 60 ans et plus où elle redescend. Les 18-19 ans ont la plus faible valeur pour cette proportion, cela est renforcé par le fait que les 20-29 ans ont la proportion de première place la plus faible et celle de hors classement la plus élevée. Les plus de 60 ans sont les plus nombreux à classer ce moyen à la première position, mais leur proportion très faible pour la mettre en seconde place est alors compensée essentiellement par une forte proportion au hors classement.

Ce sont les « cols bleus » qui pensent le plus que cette méthode est importante, avec la plus forte proportion en 1ere place et la plus faible pour le hors classement. Mais si l'on regarde les répartitions pour les deux premières places cumulées ce sont les « cols blancs » qui sont en tête. Pour eux c'est donc assez tranché, soit c'est une méthode importante soit pas importante du tout. Les « inactifs » eux classent plutôt cette méthode en 3eme et 4eme position.

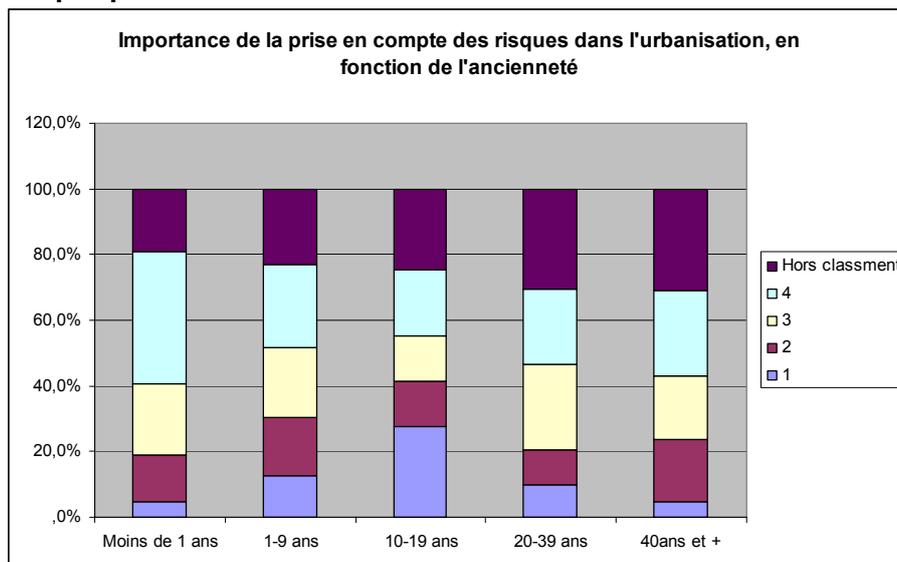
Par rapport aux diplômes on a une dissociation entre ceux qui ont le Bac et plus et les autres. Ainsi ces derniers, ont moins tendance à mettre ce moyen dans les deux premières positions mais ils ont aussi les plus faibles proportions de hors classement du fait de leur grand nombre à classer la prise en compte de l'urbanisation aux 3eme et 4eme places. Nous pouvons voir que plus le niveau de diplôme augmente plus la proportion

cumulée des deux premières places augmente ainsi que celle de hors classement au détriment des positions 3 et 4.

En croisant l'importance de cette méthode avec l'ancienneté en classe, nous pouvons observer plusieurs phénomènes (Graphique 54). Tout d'abord, la proportion de classement en première position agit comme une loi normale, avec un maximum de 27,7% pour les personnes installées entre 10 et 19 ans, cette proportion diminuant quand l'installation est plus récente ou plus ancienne. A l'opposé, le hors classement tend à augmenter avec l'ancienneté.

Enfin, on trouve un lien avec la situation familiale. Les proportions de hors classement sont assez semblables entre 25% et 32% au maximum pour les couples sans enfants, les différences se font donc surtout dans les répartitions entre les places. Pour les veufs, cette méthode est importante puisqu'ils sont 44% à la mettre en première position. A l'opposé, les célibataires sont ceux ayant la proportion cumulée des deux premières places les plus faibles, avec pour ceux ayant des enfants, une proportion nulle pour la tête du classement.

**Graphique 54**



Pour la soumission aux risques naturels, on trouve des liens significatifs avec les quatre moyens de gestion. On note toujours la présence d'un fait de décroissance de la proportion des personnes ne classant pas les moyens quand le niveau de perception de soumission du risque augmente. Il existe aussi deux effets marqués. Le premier est avec la gestion par l'information, la proportion de classement en première position augmente également avec l'intensité de la soumission. Le deuxième effet est à l'opposé puisque pour le croisement avec la prise en compte dans l'urbanisation on note une baisse de la proportion de cette même position. Ce sont les proportions de classement en 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup>

positions qui augmentent. Pour l'organisation des secours, on note que la proportion cumulée des deux premières positions est semblable pour tous les niveaux de soumissions, mais que le taux de seconde position augmente passant de 13% pour ceux qui disent qu'il n'y a pas de risque à 31% pour ceux qui considèrent qu'il est « élevé ». Pour les dernières places, c'est la 3<sup>ème</sup> position qui est de plus en plus choisie quand l'intensité augmente.

Pour la soumission aux risques technologiques, on obtient cette fois des liens significatifs qu'avec les deux derniers moyens de gestions. Pour les deux cas et pour la modalité « Pas de Risque », on a 85% de hors classement la proportion restante étant uniquement la seconde position pour le moyen de gestion par construction des ouvrages et 1<sup>ère</sup> position pour la prise en compte dans l'urbanisation. Pour les autres niveaux de soumission, dans le cas de la construction d'ouvrage les proportions sont identiques pour le niveau « faible » et « moyen » et on assiste à une augmentation des derniers rangs pour le niveau le plus élevé. Pour l'autre moyen on a au contraire une augmentation des proportions des premières places.

Par la suite, nous avons croisé les moyens de gestions avec les variables de préoccupation. Pour le croisement concernant, les risques naturels, on obtient des liens significatifs avec l'organisation des secours et l'information de la population. Dans le premier cas on note un léger effet d'ordre puisque quand l'intensité de préoccupation augmente, la proportion de classement en 1<sup>ère</sup> position augmente globalement de façon assez faible et le taux de hors classement lui tend à diminuer. Pour les proportions cumulées des deux premières places, nous notons une augmentation entre « pas du tout » et « un peu » et « Assez » et « Beaucoup ». Pour le moyen de gestion par l'information on ne peut pas déceler d'effet d'ordre, mais on note tout de même que les gens étant beaucoup préoccupés par les risques naturels, sont ceux qui mettent le plus ce moyen en première position, à 42%, et pour les gens peu préoccupés c'est surtout en deuxième position avec 47%.

Pour la préoccupation face aux risques technologiques, on a cette fois des liens avec les quatre moyens. Le seul moyen on l'on peut noter un relatif effet d'ordre est l'organisation des secours. Si l'on ne considère pas la modalité « Pas du tout » on voit que les proportions augmentent pour les 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> position cela a donc un effet inverse pour la position 3 est le hors classement. Pour la modalité « pas du tout », le taux en première position est bien inférieur aux autres mais, celui pour la seconde est le plus fort avec 32%. On obtient donc une proportion cumulée de ces deux positions égale pour les modalités « Pas du tout » et « Beaucoup ». Pour les trois autres moyens de gestions, on ne note pas vraiment d'effet globalisé, ce sont plutôt des fortes ou faibles valeurs ponctuelles qui ressortent, mis à part pour le taux de hors classement. Ce dernier, pour les trois moyens, est

symétrique en fonction de l'intensité de la préoccupation, les modalités extrêmes ayant les plus forts taux.

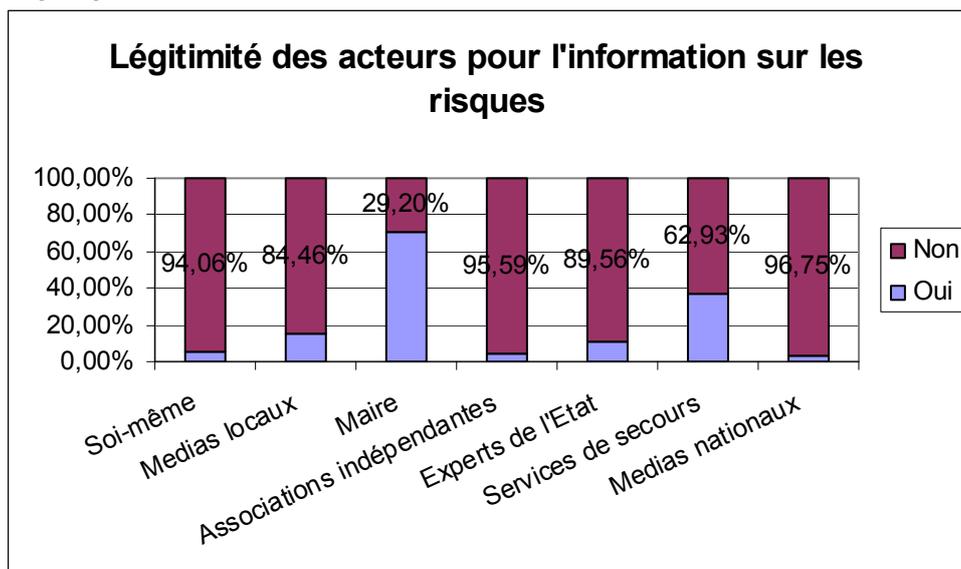
Nous avons voulu voir si le moyen de gestion, information de la population, était lié aux attitudes faces aux informations sur les risques. Deux liens ressortent avec un risque d'erreur inférieur à 5%. Pour éviter les croisements avec trop de cases aux faibles quantités, ils ont été effectués par des variables regroupées en classe.

Le premier lien est avec l'impression d'entendre parler des risques, nous remarquons que les personnes classant ce moyen d'informations en 1<sup>ère</sup> et 3<sup>ème</sup> position ont une proportion plus faible de personnes qui n'entendent jamais parler des risques. Au contraire les personnes ne classant pas ce moyen sont trois fois plus nombreuses, avec 1/3, à ne pas entendre parler des risques. On peut donc conclure qu'apparemment les personnes considérant ce moyen de gestion des risques important sont celles qui ont déjà tendance à entendre parler des risques.

Le second lien est celui avec la réaction qu'entraînent ces documents. On peut voir que plus le rang baisse plus l'indifférence est grande et que l'inquiétude se situe aussi en forte proportion en bas ou hors du classement. Cela est logique car un moyen de gestion des risques « utile » ne doit pas laisser indifférent, et faire naître l'inquiétude peut être contre productif. Enfin les 3/4 des gens qui mettent ce moyen sur le podium, disent être rassuré par les documents sur les risques.

## B) Acteurs de l'information sur les risques

Graphique 55



Nous allons maintenant étudier la dernière question, qui concerne donc l'opinion de la population sur les acteurs qui devraient informer sur les risques. Cette fois-ci il s'agit d'une question à choix multiple et non d'un classement (Graphique 55).

Les deux principaux acteurs qui sont désignés par la population comme les plus légitimes de les informer sur les risques sont le maire à 70% et les services de secours, avec 37% des individus. A l'opposé les médias nationaux sont considérés comme les moins légitimes avec seulement 3% de la population qui pense le contraire. A noter que les personnes interrogées pensent aussi à plus de 94% que ce n'est pas à elles de s'informer elles-mêmes sur les risques qui les menacent

## Conclusion

Cette étude a permis de connaître les connaissances des habitants de Pont-de-Claix sur les risques majeurs, auxquels ils sont soumis et permettra de comparer les résultats obtenus avec la seconde enquête qui sera effectuée après la diffusion du DICRIM.

Nous avons pu voir dans une première partie qu'ils estiment être plus soumis aux risques technologiques que naturels ce qui est probablement le cas. Mais de façon générale, ils sont assez peu préoccupés par les risques. On note tout de même le cas particulier des risques industriels qui sont particulièrement bien connus et qui sont ceux qui préoccupent le plus. Cette bonne connaissance est peut être liée à la campagne d'information régionale sur les risques industriels majeurs qui a eu lieu à la fin de l'année 2008.

Nous avons pu voir ensuite, que les habitants utilisent principalement la télévision comme source d'information. Le thème des risques est globalement traité de temps en temps dans les médias, surtout les radios et les journaux. Et les habitants ont globalement un comportement assez passif face à l'information sur les risques, la moitié de la population étant « fermée » à cette thématique.

Il y a encore un travail à effectuer sur l'information précise des consignes, car seule la moitié de la population connaît les deux consignes testées dans ce questionnaire. Les lacunes étant fortement présentes, sur la consigne liée à l'utilisation du téléphone pendant une catastrophe. Plus d'information sur le système d'appels en masse peut être aussi utile, seul les 2/3 connaissant son existence.

Enfin, concernant les moyens de gestion des risques, les habitants considèrent plus important l'organisation des secours et l'information de la population, au détriment des moyens de gestion « en dur ». Le maire est quant à lui, à une large prédominance, l'acteur considéré comme le plus légitime pour informer la population sur les risques.

## Annexes



<p><u>17) De manière générale, quels types de média utilisez- vous pour vous informer ? (Plusieurs réponses possibles)</u></p> <p>Tracts <input type="checkbox"/></p> <p>« Sur le Pont » <input type="checkbox"/></p> <p>« l'entre deux » <input type="checkbox"/></p> <p>Affichage public <input type="checkbox"/></p> <p>« canal 9 » <input type="checkbox"/></p> <p>Radio nationale <input type="checkbox"/></p> <p>Radio locale <input type="checkbox"/></p> <p>Télévision <input type="checkbox"/></p> <p>Internet <input type="checkbox"/></p> <p>Bouche-à-oreille <input type="checkbox"/></p> <p>Journaux locaux <input type="checkbox"/></p> <p>Journaux nationaux <input type="checkbox"/></p>	<p><u>18) Avez-vous l'impression d'entendre parler des risques :</u></p> <p>Très souvent <input type="checkbox"/></p> <p>Souvent <input type="checkbox"/></p> <p>De temps en temps <input type="checkbox"/></p> <p>Jamais <input type="checkbox"/></p>
<p><u>19) Selon vous, quand avez vous reçu, pour la dernière fois, une information sur le sujet ?</u></p> <p>Moins de 6 mois <input type="checkbox"/></p> <p>Plus d'un an <input type="checkbox"/></p> <p>Plus de 5 ans <input type="checkbox"/></p> <p><u>20) Recherchez-vous activement une information sur les risques ?</u></p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p><u>20 bis) Aimeriez-vous recevoir des informations sur les risques ?</u></p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	<p><u>18 bis) Par quel moyen(s) ? (Plusieurs réponses possibles)</u></p> <p>Tracts <input type="checkbox"/></p> <p>« Sur le Pont » <input type="checkbox"/></p> <p>« l'entre deux » <input type="checkbox"/></p> <p>Affichage public <input type="checkbox"/></p> <p>« canal 9 » <input type="checkbox"/></p> <p>Radio nationale <input type="checkbox"/></p> <p>Radio locale <input type="checkbox"/></p> <p>Télévision <input type="checkbox"/></p> <p>Internet <input type="checkbox"/></p> <p>Bouche-à-oreille <input type="checkbox"/></p> <p>Journaux locaux <input type="checkbox"/></p> <p>Journaux nationaux <input type="checkbox"/></p> <p><u>21) Quelle réaction entraînent chez vous les documents qui parlent de risques ?</u></p> <p>Un sentiment d'inquiétude grandissant <input type="checkbox"/></p> <p>Une indifférence <input type="checkbox"/></p> <p>Un sentiment rassurant du fait d'être informé <input type="checkbox"/></p> <p>Ne se prononce pas <input type="checkbox"/></p>
<p><u>22) Savez-vous que la commune s'est équipée d'un système d'appel en masse pour alerter la population en cas de danger ?</u></p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	<p><u>22bis) Si oui que pensez-vous de ce système ?</u></p> <p>C'est bien cela vous rassure <input type="checkbox"/></p> <p>Cela ne sert à rien <input type="checkbox"/></p> <p>Les tests vous dérangent <input type="checkbox"/></p> <p>Ne se prononce pas <input type="checkbox"/></p>
<p><u>23) Lors d'une catastrophe naturelle ou technologique, pensez-vous que l'utilisation du téléphone pour appeler des proches peut gêner les interventions des secours ?</u></p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NSP <input type="checkbox"/></p>	<p><u>24) Lors d'une catastrophe naturelle ou technologique faut-il aller chercher ses enfants à l'école ? :</u></p> <p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>Vous ne vous prononcez pas <input type="checkbox"/></p>
<p><u>25) Pour vous le plus important dans la gestion des risques c'est (Classez les réponse du plus important au moins important) :</u></p> <p>L'information de la population <input type="checkbox"/></p> <p>L'organisation des secours <input type="checkbox"/></p> <p>La construction d'ouvrages pour réduire les risques <input type="checkbox"/></p> <p>La prise en compte du risque dans l'urbanisation <input type="checkbox"/></p>	<p><u>26) Qui, selon vous, devrait informer la population sur les risques ?</u></p> <p>Personne, c'est aux individus de s'informer <input type="checkbox"/></p> <p>Les média locaux <input type="checkbox"/></p> <p>Le maire <input type="checkbox"/></p> <p>Les associations indépendantes <input type="checkbox"/></p> <p>Les experts de l'État (DDE, RTM) <input type="checkbox"/></p> <p>Les services de secours (pompiers, gendarmes) <input type="checkbox"/></p> <p>Les média nationaux <input type="checkbox"/></p>

## Poids de redressements utilisés

### **Poids de redressement pour les hommes en fonction de l'âge et de la PCS d'appartenance**

Homme

	18-20	20-29	30-39	40-39	50-59	60+
Arti	4,33587691	2,54345005	1,39960892	1,25032634	1,8923154	2,45134747
Cadre	2,50471536	1,46928027	0,8085151	0,72227871	1,09313791	1,41607517
Pro	5,03898551	2,95589755	1,6265704	1,45308006	2,19917448	2,84885955
Employé	0,80478013	0,4720886	0,25978077	0,2320725	0,3512318	0,45499348
Ou	2,59608363	1,52287742	0,83800852	0,74862636	1,13301395	1,46773148
Retraité	2,46780205	1,44762671	0,79659959	0,71163411	1,07702776	1,39520573
Inactifs	2,0441863	1,19913131	0,65985761	0,58947706	0,8921483	1,15570876

### **Poids de redressement pour les femmes en fonction de l'âge et de la PCS d'appartenance**

Femme

	18-20	20-29	30-39	40-39	50-59	60+
Arti	2,02669455	1,92765622	1,67632733	1,51094109	1,64449544	23,9213166
Cadre	1,0139487	0,96440015	0,83866112	0,75591892	0,82273573	11,967757
Pro	0,94999422	0,90357093	0,78576285	0,70823958	0,77084195	11,2128947
Employé	0,91648907	0,87170307	0,75804994	0,68326082	0,74365528	10,8174294
Ou	2,70903431	2,57665214	2,2407068	2,01963895	2,19815787	31,9750538
Retraité	0,05898984	0,05610719	0,04879191	0,0439781	0,04786539	0,69626415
Inactifs	1,27983584	1,2172942	1,0585827	0,95414306	1,0384812	15,1060544

## Précision en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé

Pourcentage observé	5% - 95%	10% - 90%	20% - 80%	30% - 70%	40% - 60%	50%
n= 300	2,44%	3,35%	4,47%	5,12%	5,47%	5,59%
n = 150	3,44%	4,74%	6,32%	7,24%	7,74%	7,90%
n=100	4,22%	5,81%	7,74%	8,87%	9,48%	9,68%
n=50	5,97%	8,21%	10,95%	12,54%	13,41%	13,69%